

L'INSURRECTION DE 1947 À MANANJARY, TROISIÈME PARTIE : LE DRAME

Jean FREMIGACCI
Maître de conférences
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Il a toujours été difficile de trouver une dénomination exacte pour désigner ce qui s'est passé à Madagascar en 1947-1948. L'expression des Français à l'époque, « la rébellion », est évidemment rejetée par les Malgaches qui ne considèrent pas qu'ils ont été simplement des rebelles à un ordre colonial légitime, mais des combattants désireux de détruire l'état de choses établi. Mais l'expression communément acceptée aujourd'hui d'« insurrection de Madagascar » peut elle aussi éventuellement induire en erreur. Car elle suggère un grand mouvement d'ensemble organisé et dirigé à partir d'un commandement unique, qui se serait développé partout à partir de motivations et suivant des modalités analogues. Telle a été d'ailleurs la vision du pouvoir colonial qui en 1948 encore avait du mal à concevoir que le mouvement n'avait aucune direction centrale, et homogénéisait ses adversaires sur le terrain sous les stéréotypes commodes et paresseux de « sauvages » conduits par des « sorciers » et dont les comportements ne pouvaient être que « barbares ».

En réalité le soulèvement de 1947 a été d'une diversité extraordinaire, englobant en bloc toute la classification des mouvements anti-coloniaux telle qu'elle a été proposée par T.O. Ranger¹. Sans compter le fait que ce qui s'est passé dans les cinquantièmes de l'île qui n'ont pas bougé est d'un égal intérêt. Les aspects régionaux de la révolte sont d'une diversité telle qu'il serait plus juste de parler des insurrections de Madagascar. La révolte s'est en effet développée en une série de foyers autonomes dont chacun a eu sa chronologie et ses modalités d'action particulières. Même si elle a été effectivement lancée à partir d'un mot d'ordre central émanant de Tananarive, il faut bien voir que les deux foyers initiaux du mouvement, Moramanga au nord et la région de Manakara-Vohipeno au sud, se sont développés pratiquement sans lien entre eux. Et jusqu'au bout, les insurgés des provinces de Fianarantsoa et de Tamatave n'ont eu que des relations presque nulles en dehors de leur zone frontière. Dans la première de ces deux provinces, qui représente à peu près les 3/5 de la population entrée en dissidence,

¹ Rappelons la distinction devenue classique entre les révoltes primaires, les mouvements de contestation à base religieuse, et l'essor des nationalismes modernes.

les différences sont elles-mêmes considérables entre la demi-douzaine de foyers autonomes que l'on peut dégager. Dans le lot, celui de Mananjary m'a semblé présenter un intérêt particulier en raison de sa profondeur chronologique (on y voit plus clairement qu'ailleurs que l'insurrection est venue de loin) et de la complexité de sa problématique liée à sa diversité ethnique et au poids ancien de la colonisation qui fait qu'ici nationalisme moderne et révolte paysanne sont également représentés. D'où une organisation plus poussée de l'insurrection qui a eu pour résultat que ce foyer a pu déborder sur ses deux voisins, celui de Nosy-Varika au nord et celui des Tanala d'Ambohimanga à l'ouest. Mais j'aurais tout aussi bien pu aborder en premier le foyer de Manakara-Sahasinaka, lui-même lié à celui de Vohipeno au sud et à celui des Tanala de l'Ikongo à l'ouest. Dans ce cas, j'aurais été amené à insister sur d'autres formes de réquisition de la main-d'œuvre, comme le SMOTIG², et surtout sur la gravité de la spoliation des terres dans les vallées antemoro. Cette étude n'est que partie remise, tout comme celle de l'insurrection en pays betsileo, plus importante qu'on ne le croit généralement, même si elle a été relativement brève.

Dans la région de Mananjary, le foyer de départ de la révolte est Namorona, le 2 avril. De là, elle va s'étendre vers le nord, jusqu'à Antsenavolo et Kianjavato, touché le 16. Sautant la Mananjary, elle se donne une nouvelle base à Ambohiniaonana et emporte d'assaut Vohilava le 20, l'un des épisodes marquants de l'insurrection. Comme l'incendie a gagné le Fanantara au nord le 19, on peut dire qu'à cette date les *miaramila* (soldats) malgaches contrôlent tout le district, à l'exception de son chef-lieu. Concentrant leurs forces, ils essaient de s'en emparer entre le 8 et le 12 mai. C'est un échec dramatique sur lequel je m'efforcerai de jeter quelques lumières.

I) DE NAMORONA Á ANTSENAVOLO ET KIANJAVATO

Namorona

Comme les autres districts de la province de Fianarantsoa, Mananjary avait été informé du danger d'une révolte pour le 29 mars, et ceci, dès le 19, par un télégramme du chef de province suivant lequel, d'après le renseignement militaire, « les Malgaches déclencheraient 29 mars révolte contre Français commençant par Tana. Prendre toutes dispositions ». Après avoir procédé à partir du 1^{er} avril à des arrestations préventives massives, le chef de district Bernard signalait cependant le 11 avril encore que sa circonscription était toujours calme « sauf la région de Namorona en rébellion ». Il ne réalisait pas que l'insurrection était en train de faire tâche d'huile dans tout le sud du district et semblait ignorer le télégramme alarmant du chef de canton d'Anosimparihy au chef de poste d'Antsenavolo qui dès le 2 avril signalait qu'une bande armée d'Antemoro venue du Faraony marchait sur Sandrohy et Anosimparihy, arrêtant sur son chemin tous les non-porteurs de la carte du MDRM. Le chef de canton, Randrianarivony, demandait un renfort de gardes indigènes et sinon « l'autorisation abandon éventuel poste devant danger imminent et approche de la mort »³. C'est ce même jour, dans la nuit, que l'insurrection se déclenche à Namorona.

² SMOTIG : Service de la Main-d'Œuvre des Travaux d'intérêt Général. Créé en 1926, ce service employa jusqu'en 1937 les conscrits non retenus par l'armée pour la réalisation de grands travaux dont le plus important fut le chemin de fer FCE (Fianarantsoa-Côte Est), qui pesa lourdement sur le district de Manakara et ses voisins. Cette forme de travail forcé suscita l'opposition véhémement du mouvement national malgache et du B.I.T. à Genève. Voir sur ce point Jean FREMIGACCI, « Les chemins de fer de Madagascar, une modernisation manquée (1901-1936) », dans *Afrique & Histoire*, n°6, 2006, pp.163-191.

³ Centre des Archives d'Outre-Mer, Aix-en-Provence (ANOM), MAD., GGM, 17 PF/12.

On pourrait être surpris que Namorona, avec sa tradition bien établie de résistance à la colonisation, n'ait pas été dans les premiers foyers de révolte le 29 mars. Mais justement, on a là un cas qui montre que, entre opposer une résistance passive tenace d'une part et prendre les armes d'autre part, la distance est encore grande : Car ce qui pouvait favoriser la première attitude a pu ensuite freiner la décision d'entrer dans la lutte. Namorona est en effet en situation isolée sur la frontière sud du district, les communications sont difficiles et l'information lente. Les Merina n'y jouent à peu près aucun rôle, un seul d'entre eux, le commerçant Emile Daniel, est présent au bureau du MDRM local, comme secrétaire du président Soabitaka. Mais ce dernier n'est lui-même qu'un jeune homme de 24 ans qui s'efforce depuis des mois, à la tête de la section du parti, d'asseoir son autorité sur Namorona : « Soabitaka disait aux gens du village qu'il était le maître et qu'il fallait l'écouter »⁴, « Soabitaka disait : c'est moi le *vazaha*⁵ et je commande autant que le chef de canton »⁶ rapportent des témoins. Il doit sa place d'abord à sa condition de neveu de Dradroa, perçu à Namorona comme « le grand chef du MDRM pour les deux districts »⁷ de Manakara et Mananjary, ce qui est très excessif. Car s'il s'est acquis un grand prestige comme propagandiste et idéologue, Dradroa n'est nullement un homme d'action. Très légaliste, il reste partisan d'une indépendance obtenue par la négociation, raison pour laquelle il fut tenu à l'écart de la préparation de la révolte. Il n'en fut informé que le 28 mars à Sahasinaka par Raphaël Rabary qui lui donna l'ordre d'aller la commencer à Vohimasina du Faraony par l'arrestation des Européens et des Padesm⁸ du lieu. Dradroa n'en fit rien et il lui fallut un ordre formel de Ranaivo Joseph, président MDRM de Vatomasina pour qu'il s'exécute le 30 et amène les prisonniers à Ampasimanjeva le lendemain, où il demanda des explications au président Félix Rajaonarivelo, l'âme de la révolte dans le Faraony, sur les raisons de celle-ci : ordre des députés lui répondit ce dernier, en ajoutant des menaces à peine voilées⁹. Dradroa doit donc suivre le mouvement, mais dès ce moment, l'idée d'une république indépendante de Namorona dut cheminer dans son esprit. En fait, Rajaonarivelo et Ranaivo avaient dès le 30 envoyé des émissaires à Namorona pour annoncer que « la guerre était commencée » et que Namorona devait s'y joindre¹⁰. Mais en l'absence de Dradroa, Soabitaka et son bureau ne bougent pas. Leur section du parti dépendant de Mananjary, ils y envoient deux émissaires pour prendre des instructions. Mais à Ankatafana, sur la rive sud de l'estuaire de la Mananjary, ces derniers apprennent le début des arrestations à Mananjary et rebroussement chemin. Finalement, le 2 avril dans l'après-midi arrive à Namorona une troupe armée d'Ampasimanjeva avec une lettre de Rajaonarivelo suivant laquelle « le 29 mars à minuit, les 18 tribus de Madagascar ont résolu de se soulever contre les Français, de s'opposer au régime sauvagement créé pour l'extermination des Malgaches. D'ailleurs, ce n'est pas seulement pour nous qu'ils emploient ces mesures

⁴ ANOM, FM, SJ 165 (Affaire Ralaivao Johannès et consorts : c'est le dossier judiciaire de Namorona). Déposition de Tikiso Gaston, instituteur de la mission anglicane à Namorona, 24 août 1949.

⁵ *Vazaha* (Européen) a ici le sens de détenteur du pouvoir, comme *blanco* dans les Etats andins.

⁶ *Ibid.* Déposition de Rasoamparany Vincent, concessionnaire à Namorona, 24 août 1949.

⁷ *Ibid.* Déposition de Tsapita Gervais, ex-vice président du MDRM de Namorona, exclu comme pro-français et réfugié à Mananjary avant le 2 avril 1947 : « Soabitaka recevait les ordres qu'il dictait de son oncle Dradroa de Vohimasina ».

⁸ Membre du PADESM, Parti des DEShérités de Madagascar, parti de nationalistes modérés, surtout côtiers, qui prônent une décolonisation progressive en accord avec la France et sont vus comme des traîtres par le MDRM. Voir J-R. RANDRIAMARO, *PADESM et luttes politiques à Madagascar*, Paris, Karthala, 1997, 451p.

⁹ Archives de la Justice militaire, Le Blanc (Indre). Tribunal permanent de Tananarive (TMP), carton n° 6, dossier Dradroa. Pièce 108/a, témoignage de Tafara, 18 décembre 1947.

¹⁰ ANOM, SJ 165, interrogatoire de Soabitaka par le juge d'instruction Lallemand, 29 novembre 1948.

massacrantes, mais pour toutes les colonies, entre autres Indochine, Maroc, Tunisie, Algérie qui toutes sont entrées dans la lutte pour leur indépendance »¹¹. En conséquence, ordre est donné de couper les ponts, bacs, canaux, fils télégraphiques ; de mobiliser tous les hommes valides ; d'adopter un modèle de drapeau malgache, blanc et rouge portant 18 étoiles ainsi qu'un insigne en forme de cœur dans lequel est inscrite la carte de l'île et un chant, hymne de Madagascar. Enfin Rajaonarivelo communique aux « frères de Namorona » un mot de passe qui est celui de la JINA : la sentinelle devait demander : *zovy* ? (qui vive ?) et on devait répondre *vorona* (oiseau)¹².

Soabitaka réunit donc une « grande conférence » qui est en fait une assemblée du *fokonolona* (communauté villageoise qui est aussi l'unité administrative de base) car plus de 200 personnes y assistent. Certains conseillers du bureau comme l'instituteur de la mission anglicane Tikiso Gaston, le trésorier Velosandy, les deux commerçants merina Emile Rakotofiringa et Emile Daniel, et surtout les *rayamandreny* (notables) se déclarent contre la révolte armée : « En particulier, Botofamaky, Iabasaramba et Tabila ont dit qu'il n'était pas possible de lutter contre les Français car nous n'avions pas de fusils, mais que les Français au contraire étaient bien armés et possédaient des avions »¹³. Mais le parti de la guerre l'emporte, conduit par Soabitaka. Ce dernier cherche bien sûr à minimiser son rôle face au juge, mais il est accablé par de nombreux témoignages qui font état de ses menaces à l'assemblée : « l'armée sous la conduite de Dradroa est arrivée. L'heure de l'attaque a sonné. Si vous ne voulez pas participer à la révolte, ils vont vous attaquer. Si vous n'obéissez pas, vous serez décapités »¹⁴. Soabitaka reçoit l'appui du *mpanjaka* (Roi ou chef suivant les cas) Ra-Michel, et surtout des anciens militaires de l'armée française (le canton n'en compte pas moins de 93) qui ont à leur tête des membres du bureau du parti qui vont devenir les chefs d'un bureau militaire : Tsilozy, Botondrembelo, Todivelo, Baosoamitovy. Ceux-ci entraînent l'assemblée. Aux yeux de tous, entrer en guerre signifie tuer les *vazaha* et les Padesm.

Mais d'abord, il faut en établir la liste. Et ici se présente une de ces situations qui laissent l'historien dans l'incertitude. Il s'agit du rôle de l'évangéliste de la MPF (Mission Protestante Française) à Namorona depuis septembre 1945, Rasamoelina. Quel a-t-il été exactement ? Ce pasteur était notoirement l'ami intime et le conseiller de Soabitaka, qui a voulu le couvrir en déclarant que « sans faire partie du MDRM, il assistait à toutes les conférences avant la rébellion ». Dans son journal, il se présente comme prisonnier des rebelles, menacé de mort, et horrifié par leurs crimes et leur retour au paganisme¹⁵. Mais suivant certains témoins, c'est lui qui aurait établi la liste des gens à assassiner en y inscrivant en premier le nom du catéchiste catholique Rainikamisy¹⁶. Et en janvier 1948, les *mpanjaka* et notables de Namorona, dans une lettre au chef de poste, accablent le pasteur en faisant de lui la cause de tous leurs maux : « nous nous plaignons de lui à cause des mauvais conseils qu'il a donnés à nous, habitants de Namorona, qui nous ont causé de la tristesse, de la misère et de la mort pendant l'année 1947 ». L'insurrection serait venue de ses conseils, tout comme

¹¹ *Ibid.* Lettre (en Malgache) de Soabitaka au Procureur Général, 17 avril 1951, avec traduction littérale par un fonctionnaire subalterne.

¹² *Ibid.* Interrogatoire de Soabitaka, 29 novembre 1948.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ ARM (Archives de la République de Madagascar) D 884/1, Mananjary 1948, Procès-verbal (P.V. n° 146, interrogatoire de l'insurgé Ralaivao Johannès, ancien militaire en France de 1939 à 1946, qui s'exprime avec une franchise particulière. La décapitation était perçue comme une peine infamante par les Malgaches.

¹⁵ « Le journal du pasteur-évangéliste Rasamoelina », présenté par le pasteur Néhémie RASOLOMANANA, *Omalasy Anio*, n°41-44, 1995-1996, pp.309-320.

¹⁶ ANOM, SJ 165, témoignage de Ravao Marie-Louise, 31 mars 1948.

les meurtres, la fuite des habitants en forêt, le refus de toute soumission... toutes accusations trop énormes pour être vraies. D'autant que l'un des signataires de la lettre, le *mpanjaka* Levahiny s'est ensuite déjugé dans un interrogatoire ultérieur, déclarant que Rasamoelina n'avait fait qu'un travail de bureau, qu'il n'avait joué aucun rôle dans la préparation de la révolte ni fait de propagande ou donné d'ordre quelconque¹⁷. La thèse du pasteur Delord, supérieur hiérarchique de Rasamoelina dont il fait un vif éloge, est donc la plus vraisemblable : le *fokonolona* de Namorona a essayé de trouver dans l'évangéliste merina un bouc-émissaire commode pour s'exonérer de ses propres responsabilités¹⁸. Un indice que je préciserai plus loin suggère que Rasamoelina, sympathisant du mouvement national comme la quasi-totalité des pasteurs protestants, a cru pouvoir exercer une influence modératrice sur les insurgés, et qu'il s'est rendu compte rapidement que c'était impossible. Mais à l'époque, dans le doute, le pouvoir colonial emprisonne tout suspect et le malheureux Rasamoelina décède d'épuisement et de maladie à la prison de Mananjary le 16 avril 1949.

L'assemblée du 2 avril décide de nommer un chef de guerre : ce sera Zafilahy, un gradé en retraite de la Garde indigène, qui possède un mousqueton, et qui aussi est le fils de Tatsimo dit Iaban'i Zafilahy, un *ombiasy* (« sorcier ») réputé qui prépare les *ody* (talismans) censés protéger les combattants. Les exécutions peuvent alors commencer. Le *mpanjaka* Ra-Michel confesse « j'ai donné moi-même l'ordre de tuer Fibaque, Rainikamisy et les ouvriers de M. Panard ». Pourquoi ? lui demande t-on. Parce que « ce sont des *vazaha* et des *Padesm* » et il livre la liste des exécutants : ce sont 11 anciens militaires¹⁹. L'un d'eux, Botobitabitabika, fait un récit détaillé de cette nuit du 2 avril. Zafilahy et lui défoncent la porte de leur victime, puis « j'ai tiré Fibaque hors de sa case et lui ai donné un coup de sagaie à la nuque. Les autres lui donnèrent des coups de sagaie sur tout le corps. Nous découpâmes le corps en morceaux, jetés dans la Namorona ». Puis vint le tour de Rainikamisy, le magasinier betsileo de la coopérative, « je lui ai donné un coup de sagaie aux reins et lui ai dit : *voilà ta part, car tu n'as pas voulu adhérer à notre parti MDRM* » et le cadavre subit le même sort que le précédent²⁰. Le lendemain, la bande se rend à la concession des Jésuites toute proche, mais son gérant, Panard, est absent. Elle y trouve 12 Antandroy arrivés en janvier de Beloha et de Tsihombe, dont 5 avec femmes et enfants. Tous les hommes sont massacrés et coupés en morceaux jetés à la rivière. Pourquoi ? « Ils travaillent chez les *vazaha*, en conséquence ils sont du PADESM »²¹. Ce n'est là qu'une première extension de la catégorie *Padesm* qui, comme celle d'ennemi du peuple jadis en Union Soviétique, finira par englober tous ceux dont on veut se débarrasser, tous les non-MDRM et les délinquants de tous ordres.

Mais certains ennemis échappent au sort qui leur est promis en prenant la fuite à temps comme le chef de canton merina Randriamiharisoa Louis. A défaut, les révoltés arrêtent son épouse, la sage-femme Ratoandro Juliette ainsi que l'instituteur Pakitra. Les attaques s'accompagnent d'un pillage complet, suivi d'incendie. De la concession des Pères, on ramène « tissus, outils, cuvettes, assiettes, sucre, et un fusil de chasse »²². Au bureau du canton on récupère les papiers pouvant être réutilisés pour la

¹⁷ *Ibid.* Déclarations de témoins. Levahiny, 29 novembre 1948.

¹⁸ *Ibid.* Audition du pasteur Delord, 12 février 1948.

¹⁹ ANOM, SJ 165, P.V. n°5, interrogatoire de Ra-Michel, 22 décembre 1947. Fibaque, l'unique *Vazaha* présent à Namorona était un métis créole pauvre, marchand de *betsa-betsa* (boisson alcoolisée artisanale tirée de la canne à sucre). Il vivait avec une femme du pays qui dénonça également ses assassins.

²⁰ ARM D 884/1, Mananjary 1948, P.V. n° 145, interrogatoire de Botobitabitabika, 29 Mars 1948

²¹ *Ibid.* Egalement SJ 165, témoignage de Teva, femme de l'un des Antandroy assassinés, 3 septembre 1947.

²² ARM, D 875, Rapport du chef de canton Randriamiharisoa Louis sur la rébellion à Namorona, 31 août 1947.

correspondance, les autres, comme les registres d'état civil, sont brûlés. Le bureau, les logements des fonctionnaires et le gîte d'étapes sont vendus à des gens du pays. Seuls sont conservés le poste médical, où la sage-femme continuera à exercer sous surveillance, et l'école officielle, devenue salle de conférence et siège du tribunal.

D'autres meurtres vont être commis les jours suivants dans les environs. A Verangerana, le même groupe d'anciens soldats assassine comme Padesm, en présence de leur famille, le vieux Nanasinandahy et son fils Botosinandahy. Remontant jusqu'à la rive sud de la Mananjary, les révoltés assassinent l'instituteur officiel de Marofody, Samboady Grégoire²³ et un riche propriétaire Antambahoaka d'Ambaro, Ralebo, dont le troupeau de bœufs est emmené à Namorona²⁴. Dans le groupe des auteurs de ces meurtres, un nom revient à chaque fois, celui de Baosoamitovy, « le plus cruel de tous » selon le chef de canton, celui qui frappe le premier la victime désignée. Dans un cas sinistre, il est le seul exécutant. Il décapite un soldat rebelle, Takeny, dont le seul tort est d'être le fils d'un Padesm réfugié à Mananjary, Jean Baptiste Raharijaona, frère du renégat Tsapita. Mais aussi, quel itinéraire que celui de Baosoamitovy ! Mobilisé à vingt ans en 1938 à Tananarive, il est envoyé à Djibouti en septembre 1939, il fera la campagne d'Ethiopie (dont la grande cruauté est peu connue) puis Bir-Hakeim, la Tripolitaine et la Tunisie. Démobilisé en octobre 1944, il rentre à Namorona comme cultivateur. Marié et père de famille, lettré en Malgache et de religion protestante, il est l'un des membres fondateurs de la section MDRM de Namorona en juillet 1946. Lors de son interrogatoire, il assume ses responsabilités : « j'étais partisan de la révolte et je savais commander les soldats, c'est pourquoi le général Zafilahy m'a nommé au grade de capitaine ». A ses hommes qui hésitaient à tuer les Antandroy, il lance « voilà des Malgaches qui servent la cause française, tuons-les ! ». Dans le cas de Takeny, « ne pouvant arrêter le père, je me suis vengé sur le fils. J'ai accroché sa tête à une branche d'arbre pour faire comprendre à la population que celui qui ne voudrait pas obéir au parti MDRM subirait le même châtement »²⁵. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Au même moment, le Faraony, avec un ancien soldat de 1939-1945 rapatrié en 1946, Goay, fournit l'exemple d'un tueur encore plus redoutable, qui proposa au *fokonolona* d'Ampasimanjeva horrifié, et qui s'y refusa, de tuer non seulement les Padesm, mais aussi leurs femmes et leurs enfants. La Matitana, elle, a eu Manjakafeno, ancien maquisard dans le sud-ouest de la France, devenu l'égorgeur de son beau-frère Lucien Botovasoa et la terreur de Vohipeno où personne n'osa le dénoncer lors de l'enquête, au point qu'un autre fut condamné à sa place. La violence de ces hommes n'était pas la résurgence d'une quelconque nature sauvage, elle est bien celle du XX^{ème} siècle, de ses guerres et de ses méthodes terroristes. La guerre malgache ancienne, elle, était si peu meurtrière que J-P Domenichini a pu évoquer la nostalgie de cette « guerre paisible »²⁶ telle qu'avait pu la rapporter à la fin du XVIII^{ème} siècle le voyageur Nicolas Mayeur.

Mais au total, pour cruels qu'ils soient, ces meurtres restent en nombre limité. Et, peut-être sous l'influence de Dradroa et de Rasamoelina, les gens de Namorona éprouvent le besoin de créer un tribunal pour continuer leur œuvre d'épuration politique. Présidé par Ra-Michel, flanqué des *mpanjaka* Tsimanantahina (également sorcier) et Levahiny, il comprend également Soabitaka, le vice-président MDRM Botosiza et les deux Merina Emile Daniel et Rakotofiringa²⁷. Or ce tribunal se montre

²³ ANOM, FM, Aff.Pol 3273, Cour criminelle de Mananjary, affaire Botosety et consorts.

²⁴ ANOM, SJ 165, P.V. d'interrogatoire n° 21 (Botomalamaloha) et 24 (Daro), tous deux bateliers et anciens militaires rapatriés en 1946.

²⁵ *Ibid.* P.V. n° 138, interrogatoire de Baosoamitovy, 24 mars 1948.

²⁶ J-P DOMENICHINI, « La nostalgie de la guerre paisible », *Sudestisie*, n°26, 1982, pp.42-44.

²⁷ ARM, D 884/1, P.V. n° 146, Ralaivao Johannès.

relativement modéré. L'instituteur Pakitra, le secrétaire du chef de canton Velomanantiana et Ravao Marie-Louise, sœur de Tsapita, sont condamnés à une amende de un ou deux bœufs chacun, et la sage-femme, en tant qu'épouse du chef de canton en fuite, à la confiscation de ses biens. L'infirmier Jules Ernest est acquitté « mais les Fokonolona lui ont pris ses vêtements »²⁸, détail qui vient nous rappeler que 1947 est aussi une révolte de la misère.

On peut se faire une idée assez précise des insurgés de Namorona grâce aux 31 procès-verbaux d'interrogatoire qui les concernent retrouvés dans les archives de Tananarive et d'Aix-en-Provence²⁹. En dehors de quatre Antambahoaka originaires de la bordure nord du canton, tous les insurgés en question sont Antemoro. Tous, sauf un qui vient de Vohimasina du Faraony, sont nés à Namorona ou dans ses environs, et tous y sont domiciliés. Aucun autre canton du district n'offrira une telle homogénéité ethnique. Parmi ces hommes, 10 seulement ont moins de 30 ans, et 21 les dépassent : cette donnée exprime bien la stratification en classes d'âge de la société Antemoro, dans laquelle la fonction de guerrier est dévolue aux hommes d'âge mûr, *Andriambaventy* de 30 à 35 ans, *Matifarantsa* de 35 à 45 ans³⁰. Entre 20 et 30 ans, on reste *Ampanompo*, serviteur des précédents. Deux insurgés seulement ont moins de 25 ans et l'un d'eux est le jeune frère de Soabitaka, Soanify, 20 ans, qui d'ailleurs bénéficiera d'un non-lieu, car il n'avait rien fait. C'est là une donnée qui contraste avec ce que l'on relève en pays betsimisaraka, où la révolte a été très largement un mouvement de jeunes. Tous ces Antemoro sont cultivateurs, sauf un, qui est charbonnier. Tous sont mariés, même si c'est le plus souvent « selon la coutume du pays », ce qui signifie qu'ils n'ont pas fait enregistrer leur mariage et fait ainsi acte de résistance passive. La plupart sont pères de famille, mais le renseignement n'est pas donné pour tous. La révolte n'a donc pas été le résultat d'une flambée occasionnelle chez des jeunes saisis par le démon de l'aventure, mais le fait de paysans enracinés dont la plupart ont traversé l'apogée colonial de l'entre-deux-guerres sans être convaincus des bienfaits du *Fanjakana frantsay*, en particulier les deux d'entre eux, dont le *mpanjaka* Ra-Michel, qui sont passés par les camps du SMOTIG. Un seul, cependant, sur 27, a subi une condamnation avant 1947, et encore il ne s'agit que d'un mois de prison pour vente de sel. Ajoutons que, contrairement à l'image que le socialiste de Coppet lui-même a voulu donner des Antemoro dans ses rapports sur l'origine de l'insurrection, ce ne sont nullement des arriérés adeptes du paganisme ancestral. Treize d'entre eux savent lire et écrire le Malgache, soit près de la moitié. Et seize se déclarent chrétiens (9 protestants, 7 catholiques) face à une minorité de « sans religion », c'est-à-dire de fidèles de la religion des ancêtres (en fait il est vrai pratiquée par tous). Ce qui autorise à nuancer sérieusement la thèse d'une révolte mue par une poussée de paganisme que l'on développait à l'époque.

Ces paysans enracinés ont cependant pour beaucoup vu du pays. Il faut rappeler que le canton de Namorona comptait alors 93 anciens militaires de l'armée française. Quinze des interrogés ont effectivement servi dans cette armée, pour plusieurs bien avant 1939. C'est le cas notamment des lieutenants de Zafilahy, Todivelo et Tsiolozy³¹,

²⁸ *Ibid.* Et SJ 165, P.V. de première comparution de Ra-Michel, 10 janvier 1948. Fokonolona a ici le sens de habitants du village.

²⁹ ANOM, SJ 165, 23 P.V., et ARM D884/1, 8 P.V. d'insurgés de Namorona. A noter que dans cette série, la sémantique des gendarmes interrogateurs en 1948 retarde un peu en désignant l'insurgé arrêté comme « sujet indigène » et non comme « citoyen français de statut local » suivant l'expression adoptée depuis 1946.

³⁰ Chandon-Moët (B), *Vohimasina, village malgache*, p.58. Paris, Nouvelles Editions Latines, 1972, 222 p. Il s'agit de Vohimasina du Faraony.

³¹ ANOM, SJ 165. Todivelo (P.V. n°9) : 3 ans de service en 1926-1928 au 42^e R.I de Vitry, rappelé en 1939,

mais aussi de modestes gradés de l'insurrection. Sur ces 15 hommes, 8 sont rentrés au pays par l'*Île de France*, paquebot qui en rapatria 6.000 d'un coup en août 1946, après une attente exaspérante. Avant leur départ de Cherbourg, ils avaient entendu une harangue enflammée de Ravoahangy et Raseta, puis subi une série d'humiliations et de déceptions après leur débarquement à Tamatave³². Ils n'ont donc pu que venir renforcer leurs camarades rapatriés avant eux et déjà membres fondateurs du MDRM à Namorona comme Baosoamitovy, Todivelo, Tsilozy, Botondrembelo (P.V. n° 61), à côté de « civils » qui sont eux aussi des cas intéressants comme Tampano et Botosija³³. Que l'insurrection ait pour cadres des cultivateurs quadragénaires rangés, pères de famille nombreuse aurait dû à son tour interroger sérieusement le pouvoir colonial sur la façon dont il était perçu par ses administrés.

De ce rôle de foyer de départ de la révolte dans le district, Namorona devait garder un prestige particulier et seule sa position trop excentrée devait l'empêcher de tenir la place de capitale régionale de l'insurrection. La vague d'arrestations déclenchée par le chef de district à partir du 1^{er} avril fait de Namorona un point de ralliement pour des militants locaux qui fuient la rafle et vont devenir des chefs locaux. Soabitaka écrit ainsi que « tous ceux qui ont pu se soustraire à cette sanglante arrestation rejoignirent Namorona où ils attendirent une aide puissante des *Barabory* venant du sud »³⁴. Il cite Beloha et son frère, d'Ambodimanga, au nord de la route entre Antsenavolo et le pont de la Mananjary, Letsara avec une délégation d'Ambohinihaonana, « cinq autres de Kianjavato » et surtout Joseph Ralaivao, de Morafeno. « Ces gens-là, après avoir étudié les ordres de Rajaonarivelo, ainsi instruits, rentrèrent chez eux chacun de leur côté et ainsi commença l'extension du conflit dans le district de Mananjary »³⁵. Un insurgé du Fanantara confirme les faits pour Joseph Ralaivao en déclarant que « l'ordre [de révolte] nous fut donné par Joseph Ralaivao, qui s'était rendu à Namorona, appelé par Soabitaka pour y tenir un *Kabary*. De retour, il donna l'ordre de fabriquer des sagaies, de détruire les ponts, les bacs, de couper les routes, de tuer les colons et de préparer l'attaque des villes »³⁶. C'étaient exactement les ordres de Rajaonarivelo.

La prééminence reconnue à Namorona chez les insurgés apparaît dans un très intéressant document saisi par les Français, la « loi dictée à Ambinany-Fitoerana » le 11 juin 1947³⁷. Il s'agit des décisions d'une conférence tenue par les présidents des BMTT³⁸ de Namorona (Soabitaka), Vohimasina du Faraony (Ranaivo Joseph), Ambohinihaonana (Razanatsimba), Manakana (Rakoto Paul) et Ambinany-Fitoerana (Rajaonarison Delphin). Trois points consacrent cette prééminence sur les plans militaire, réglementaire et judiciaire : le point III, « Des soldats venant du sud seront

rapatrié de France en mai 1941. Tsilozy (P.V. n°70) : mobilisé à Nîmes et à Toulon en 1928-1929. Botofasoa (P.V. n°128), simple sergent dans l'insurrection, a fait 3 ans de service au BTM à Tananarive en 1932-1935. Rappelé et embarqué pour la France en octobre 1939, il est rapatrié sur l'*Île de France* en août 1946.

³² Souffrant elle-même de graves pénuries, l'intendance militaire récupéra leurs chaussures de l'armée et les démobilisés rentrèrent chez eux pieds nus, avec le sentiment d'un déclassement social.

³³ *Ibid.* P.V. n°83 : Tampano, 42 ans environ, 8 enfants, lettré, anglican. P.V. n° 197 : Botosija, vice-président du MDRM de Namorona, 37 ans environ, 8 enfants, lettré, catholique.

³⁴ *Ibid.* Lettres de Soabitaka au Procureur Général, 6 octobre 1950 et 17 avril 1951.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ ARM, D 873-5, Nosy-Varika, P.V. n°56, Jean-Baptiste Ideal, 6 septembre 1948.

ANOM, 6(15) D 24, interrogatoire de J-B Ideal par le renseignement militaire, 29 juillet 1948.

³⁷ ARM, D 873 et ANOM, 6 (15) D 48.

³⁸ Les BMTT, *Birao Malagasy Tia Tanindrazana* (Bureau des Malgaches patriotes) venaient de remplacer les bureaux des sections MDRM à la suite d'une circulaire de Radaorson du 20 mai 1947. Les combattants prirent la dénomination de *miamila tia tanindrazana*, MTT, soldats patriotes. L'appellation, courante dans le secteur nord, de *marosalohy*, est ici inconnue.

envoyés dans le nord comme instructeurs. On en mettra deux par section », le point V, « Tout règlement proposé par les sections sera expédié à Namorona pour approbation » et surtout le point XIII, « Le jugement des crimes sera fait à Namorona ». L'indiscipline prévalut chez les insurgés et en fait ces décisions ne furent pas respectées, mais il est significatif qu'il y ait eu accord pour les prendre. Du côté français, on fut porté à surévaluer le rôle de Namorona. Dans un rapport de juillet 1947, le chef de district Bernard écrit que « la région de Namorona reste le foyer de l'insurrection dont elle fournit les cadres » (ce qui n'était déjà plus vrai) et qu'en conséquence « l'insurrection doit être frappée à la tête dans ses foyers ». Namorona sera donc l'objectif de la première grande opération de reconquête à la fin d'août 1947.

La marche sur Antsenavolo et Kianjavato

L'extension de la révolte va se faire de façon assez lente entre son déclenchement à Namorona le 2 avril et l'occupation de Kianjavato le 16. C'est la « tache d'huile » de Gallieni, mais cette fois inversée ! Cette lenteur s'explique par différentes raisons, dont la première est que les populations sont dans une incertitude inquiète sur ce qui est en train de se produire et que leur premier mouvement est la fuite. La rumeur précède l'arrivée de bandes armées, parlant de *Barabory* dont on ne sait trop si ce sont des libérateurs ou de dangereux pillards, en pays tanala les Antemoro seront souvent les deux à la fois. Mais une autre raison est que les populations se font une conception essentiellement locale de leur lutte pour l'indépendance. Elles prennent les armes pour se débarrasser des Français, de leurs collaborateurs et partisans, uniformément qualifiés de Padesm. Une fois ce résultat obtenu, elles considèrent qu'elles peuvent retourner à leurs tâches quotidiennes dont la plus pressante va être la récolte du riz *vatomandry*, qui se fait dans la seconde quinzaine de mai. D'ailleurs, la propagande du MDRM ne répète-t-elle pas que les autres régions de Madagascar se sont libérées elles-mêmes avec l'aide des Américains et des Anglais ? Une lettre du BMTT (voir note 38) d'Ampasimanjeva ne vient-elle pas annoncer la fin de la guerre pour le 14 juillet ?³⁹ Grande sera la surprise des habitants quand les Français vont réoccuper Namorona le 26 août 1947. Ils croyaient les *vazaha* définitivement partis. Les habitants réagirent de même à Vohilava le 25 septembre. Pour obtenir la mobilisation générale des hommes entre 20 et 40 ans⁴⁰ et les entraîner hors de chez eux, l'enthousiasme n'est pas suffisant. Les chefs doivent faire appel à l'attrait du pillage et du butin, mais aussi, recourir à la contrainte et à la menace.

La psychologie paysanne est complexe. En dehors des foyers de départ de la révolte, on a affaire à une population qui, assez paradoxalement, pour être mise en mouvement, ne demande qu'à être contrainte par des ordres impératifs, voire des menaces. Le rôle des chefs locaux du MDRM est ici décisif. Dans la région de Sandrohy, les paysans tanala n'étaient pas d'humeur à se révolter, il n'y avait jamais eu de colon français dans le canton, qui lui-même avait souvent été primé et cité en exemple pour son zèle dans la culture du café⁴¹. Mais début avril 1947 Sandrohy reçoit la visite du président MDRM d'Ampasimanjeva, Félix Rajaonarivelo, l'ennemi juré des Français dans le Faraony. Il rassemble les hommes et leur tient un discours qu'à peu de choses près j'ai retrouvé dans les interrogatoires de huit insurgés de cinq villages différents : « notre parti MDRM veut l'indépendance du peuple malgache,

³⁹ ANOM, 6 (15) D 48. « Documents récupérés à Namorona le 28 août 1947 ». Lettre de Jean Mahafaly, secrétaire du BMTT d'Ampasimanjeva, à Tikiso Gaston, BMTT Namorona.

⁴⁰ Point XII de la loi dictée à Ambinany –Fitoerana le 11 juin 1947, cf note 37.

⁴¹ Déclaration du mpanjaka Karatra, Sandrohy, novembre 2001.

nous devons exécuter les ordres de nos chefs. Dès aujourd'hui nous allons organiser des camps et déclarer la guerre aux Français. Celui qui refuse de rallier les camps militaires sera décapité »⁴². Quatre des huit insurgés interrogés avouent avoir marché par peur, « de crainte d'être décapité, ce même jour j'ai adhéré au MDRM » (P.V. 181, Rakoto Augustin, de Sandrohy) ou « j'ai rallié les camps militaires rebelles » (P.V. 180, Karatra Albert, chef de quartier de Sandrohy ; P.V. 190, Tsimiovamanana, d'Ambalona ; P.V. 191, Ihasa, de Maroamboka). Mais il est très probable que l'argument de la peur a servi d'excuse à un ralliement volontaire, mais sans enthousiasme. Dans le canton, on ne rencontre d'ailleurs aucun cas où la menace ait dû être mise à exécution. Plus claire est la motivation des quatre autres insurgés, qui affirment avoir adhéré au MDRM avant l'insurrection : « J'étais membre du parti MDRM depuis 1946 et partisan de déclarer la guerre aux Français, c'est pourquoi j'ai adhéré à la rébellion » (P.V. 182, Lavaloha, de Maroamboka), « j'étais membre du bureau du MDRM et partisan de la rébellion, c'est pourquoi j'ai rallié les camps militaires » (P.V. 183, Soarano). Ici intervient un autre facteur, l'utilisation des belliqueux Antemoro pour entraîner les Tanala indécis. Soarano, âgé de 50 ans, est un notable antemoro de Sahanavaka, le dernier village mixte Antemoro-Tanala avant le pays tanala. C'est aussi un ancien militaire qui a servi en France en 1920-1923, qui est devenu inspecteur des écoles de la mission catholique. Rajaonarivelo le nomme vice-président du MDRM de Sahanavaka avec pour mission d'arrêter le chef de canton, Ranonda Joseph, qui exceptionnellement aura la vie sauve car les habitants n'ont rien à lui reprocher. Mais à cette occasion, Soarano les aurait harangué : « Depuis plus de 50 ans que nous sommes sous l'esclavage des Français, nous voulons notre indépendance et notre liberté. C'est pourquoi nous, MDRM, avons élu nos vaillants députés, qui, en France, ont obtenu l'indépendance de Madagascar. Mais Tananarive n'a pas voulu signer, et le chef de canton Ranonda, ici présent, est arrêté parce qu'il veut rester l'esclave des Français »⁴³. Et pour bien montrer la déchéance du *fanjakana frantsay*, le bureau du canton est pillé puis incendié et sa caisse remise à Rajaonarivelo. Les révoltés se partagent les biens du chef de canton. « Pour ma part », avoue Soarano, « je me suis approprié ses vêtements ». Il est ensuite chargé du recrutement et du ravitaillement des soldats. Pour cela, il est habilité à donner des ordres de réquisition du riz aux notables des villages du canton. Il recrutera en tout environ 80 hommes, envoyés vers le sud au camp d'Ampasimanjeva dans le Faraony, dans le district de Manakara. C'est là la contrepartie de l'intervention Rajaonarivelo. Mais les guerriers de Sandrohy iront surtout vers le nord. Pour leur faire quitter leur *Tanindrazana* (au sens de terroir, pays familial) et les entraîner à l'attaque de Mananjary, on leur fait miroiter que les magasins du port sont remplis de ces cotonnades qui leur manquent cruellement⁴⁴.

La marée insurrectionnelle s'étend donc vers Antsenavolo et Kianjavato. Soabitaka, Zafilahy et leurs soldats remontent la vallée de la Namorona en s'appuyant sur les relais locaux du MDRM, en créant des sections (au besoin) là où elles n'existent

⁴² ARM, D 880, P.V. d'interrogatoires N° 180, 181, 182, 183, 184, 188, 190, 191.

⁴³ ARM, D 880, P.V. n° 183, interrogatoire de Soarano. Ce discours fait allusion à un mythe qui circule alors dans l'île : En 1896, la reine Ranavalona aurait remis le pouvoir aux Français pour une durée de 50 ans, à charge pour eux de moderniser le pays et de lui rendre alors son indépendance. Autre argument des nationalistes présent dans ce discours, l'affirmation que les Français en 1896 ont supprimé un esclavage partiel pour le remplacer par un esclavage généralisé. Déposition à peu près similaire de Tsimiovamanana dit labanidringitra (P.V. n°190), 60 ans, notable du village antemoro d'Ambalona, accusé par ailleurs par le catéchiste catholique d'Andonabe d'être un sorcier qui distribuait des *ody* aux guerriers.

⁴⁴ Communication du mpanjaka Karatra, Sandrohy, novembre 2001.

pas encore et en confiant les pleins pouvoirs à leur président. A Ambalamainty, l'ancien militaire Ravahoaka, président MDRM, entraîne les habitants dans la révolte et devient le grand chef de la région d'Anosimparihy. Il sera l'ordonnateur de plusieurs assassinats, mais le chef de canton parvient à prendre la fuite à temps. Le pays est quadrillé par une organisation à base d'anciens militaires, comme Mahay, président à Anosimparihy. Au niveau du village, le mouvement peut compter sur des partisans décidés, tel le chef du village d'Antanambao, Botovanona. Ce dernier, notable antemoro de 60 ans, père de 12 enfants, assume fièrement ses responsabilités, sa participation à un assassinat, le recrutement de *miaramila* pour conclure « je reconnais avoir empêché les hommes qui voulaient se rallier aux troupes françaises. Nous avions encore l'intention de poursuivre la guerre... »⁴⁵. A Iaborano, au croisement de la route nord-sud et de la Namorona, un ancien soldat, Rabitro, crée un camp et va s'imposer comme général⁴⁶. Suivant le renseignement français, à la mi-avril, 3 000 Antemoro seraient rassemblés autour d'Anosimparihy, mais ce chiffre paraît très exagéré, d'autant qu'à ce moment-là ils poursuivent leur marche vers le nord. Dès le lundi 7 avril, ils « se sont présentés à Andonabe et ont déclaré que ceux qui ne s'inscriraient pas au mouvement démocratique seraient décapités » témoigne, avec beaucoup de précision, Velonaninahina, le catéchiste catholique d'Andonabe, qui ajoute que « Mahazo, cultivateur d'Andonabe, a été nommé président malgré lui »⁴⁷. Veloninahina, lui, chargé contre son gré des fonctions de secrétaire, passe la nuit suivante à dresser la liste des nouveaux adhérents soucieux de leur sécurité. Remarquons que, dans ce cas, l'implantation du MDRM suit les insurgés, elle ne les précède pas.

La marche sur Antsenavolo n'est qu'une promenade militaire, le chef de poste Destrade et ses gardes indigènes ayant reçu l'ordre de se replier sur Mananjary sans tenter de résister. L'avance des *miaramila* malgaches n'est ralentie que par le pillage des concessions, le plus souvent déjà abandonnées. Dans la seule journée du 12 avril, cinq d'entre elles sont pillées et incendiées, ainsi que le village d'Irondro. Le lendemain, Antsenavolo, abandonné par les Français, subit le même sort, les bâtiments publics sont brûlés, les commerçants pillés. Là, les troupes de Zafilahy font leur jonction avec celles d'un autre chef appelé à devenir le plus important de la région d'Antsenavolo, Beloha, un Antemoro qui avant l'insurrection était président du MDRM d'Ambodimanga, à quelques kilomètres au nord-est d'Antsenavolo. Selon le témoignage d'un de ses proches, Botoratsy, quand celle-ci se déclenche, il réunit à Ambodimanga les notables des villages voisins, Ambodivoangy, Ambatofaritana, Ambodibonara, pour les forcer à adhérer au MDRM, « en cas de refus, ils seraient condamnés à mort »⁴⁸. Deux jours après, Beloha leur envoie un messenger, « maintenant nous allons faire la guerre aux Français » et il décide d'aller attaquer Antsenavolo.

Beloha lui aussi organise sa région. Il prend comme lieutenants Madio et un boucher d'Ambodiakatra, Rakotomanga et crée un camp à Ambodimanga, avec comme secrétaire Randriamora Zacharias, le receveur des P.T.T. d'Antsenavolo, et une demi-douzaine d'adjoints, tous cultivateurs locaux, comme le mpanjaka d'Ambodimanga. Botoratsy est chargé du recrutement des soldats, il ne se souvient pas de leur nombre « car j'en ai recruté un grand nombre », au moins 93 suivant le juge⁴⁹. Il était

⁴⁵ ARM, D 884/1, P.V. n° 110, Botovanona, 5 mars 1948.

⁴⁶ ANOM, SJ 165, P.V. n° 133, Zafindramanana, 20 mars 1948.

⁴⁷ ARM, D 884/2, déposition devant le chef de district, septembre 1947.

⁴⁸ ARM, D 884/1, P.V. n° 153, Botoratsy, Tanala, 35 ans, nommé vice-président du MDRM d'Ambatofaritana par Beloha.

⁴⁹ *Ibid.*, Rapport du juge d'instruction Lallemand sur Botoratsy, 4 juin 1948.

impossible de ne pas exécuter les ordres donnés « car toute désobéissance constatée entraînait la mort ». Des responsables locaux sont mis en place, bon gré mal gré. Ainsi Paravo, ancien militaire de la classe 1929, chef de quartier de Sahafitahina (au sud d'Antsenavolo) « pris de force par le nommé Rakotomanga pour être soldat sous ses ordres », se voit confier la surveillance de 8 villages rassemblant environ un millier d'habitants⁵⁰. François de Sales Rakotoarinina, commerçant merina d'Irondro, élu secrétaire du MDRM par le fokonolona d'Ambodiakatra, raconte comment il recevait des ordres écrits de Beloha, lisait le papier aux notables, qui à leur tour désignaient les hommes chargés de porter ces ordres aux villages. En fait, une fois le premier noyau de *miaramila* rassemblé et l'organisation mise en place, une procédure de mobilisation générale peut être mise en route sans difficulté. Suivant Bao, villageoise d'Ambohimangivy, près d'Antsenavolo, « dans notre village, tous les hommes ont fait un *tanghen* [épreuve de passage] avec de l'eau où on a trempé de l'or, avec le serment que celui qui ne va pas au combat contre les *vazaha* mourra »⁵¹. Le but est autant de réaliser un consensus unanime que de lever un grand nombre d'hommes.



Rabitro (à droite), à l'époque où il servait dans l'armée française. Chef de guerre dans la région d'Anosimparihy-Andonabe, fusillé en octobre 1947 (source : ANOM, PF 171/2).

Après Antsenavolo, les insurgés prennent la direction de l'ouest en remontant la route vers Kianjavato et Ifanadiana, là encore avec une certaine lenteur. Car leurs troupes se déplacent surtout de nuit pour échapper à l'aviation, et d'autre part elles s'écartent de la route pour aller piller et incendier les concessions de la vallée de la

⁵⁰ ANOM, 17 PF/13.

⁵¹ *Ibid.* C'est le serment très contraignant du *Ranombolamena* (de l'eau d'or).

Mananjary. Les 13 et 14 avril partent ainsi en fumée les concessions du vieil Edouard Bigouret à Safoindrano, de James Rankin à Laneva, de Georges Rankin à Morarano, Nosivolo et Varitsara, de Leonidas Rivet à Sakave, de Sauze à Sahasondroka. C'était la région des *miaramila vaovao* de 1936-1937⁵². L'arrivée des « rebelles » à Kianjavato nous est rapportée par deux témoins très différents, mais également intéressants. Le premier est le président de la section PADESM locale, l'adjudant merina en retraite Rakoto Michel, qui vit caché jusqu'au 19 avril, date à laquelle il peut prendre la fuite vers Fianarantsoa, aidé par un ami... MDRM. Il rend compte tout d'abord que la réunion du bureau du MDRM de Kianjavato du 28 mars tenue à Manakana avait bien pour but de réunir des fonds pour payer le voyage à Tananarive des délégués au congrès du parti qui devait s'ouvrir le 4 avril⁵³. Ces délégués étaient, outre Rambeloson déjà à la capitale, Ranaivo de Sakatoloho et Rajaonarison Delphin. Celui-ci confirmera ce point après son arrestation en septembre 1948⁵⁴. Ce qui tendait à démontrer qu'il n'y avait bien eu localement aucune préparation de la révolte et que les dirigeants du MDRM à Kianjavato avaient bien compris le fameux télégramme des députés⁵⁵ comme un appel au calme, sans lui trouver un quelconque sens caché d'appel à la révolte comme le prétendit l'accusation. Selon Rakoto, cependant, le 3 avril, le bureau annonce l'arrivée de bandes armées pour le lendemain. Mais le 4 avril, c'est le chef de poste Destrade qui arrive avec des gardes indigènes et des Sénégalais pour arrêter Georges Rabary et Rambeloson. Faute de les trouver, il fait incendier leur maison, et avec elles une partie du village. Les insurgés n'arrivent finalement que le 16, après s'être attardés la veille à piller et incendier les boutiques des Chinois et des Indiens d'Ambalahosy. A Kianjavato, c'est au tour des bâtiments publics, bureau du canton en premier, à partir en fumée.

Une précision importante que note Rakoto : La bande venue de l'est n'a accepté de venir que si les membres locaux du MDRM se joignaient à elle. De fait, la composition de cette bande a bien changé depuis la première troupe d'Antemoro constituée par Zafilahy. Elle comprendrait désormais une vingtaine de migrants Antandroy, quelques dizaines de Tanala et d'Antemoro, et une centaine de membres locaux du parti. Car suivant un processus qui va se reproduire ailleurs, l'insurrection s'étend comme une onde en se renouvelant sans cesse. Les paysans mobilisés répugnant à aller combattre loin de leur *Tanindrazana* qui correspond en gros à leur canton, à chaque étape seul un noyau continue en ralliant à lui de nouvelles recrues. Ainsi, les Antemoro d'Anosimparihy, en marchant sur Antsenavolo, ont intégré à leur troupe quelque 250 travailleurs des chantiers routiers⁵⁶ qui, depuis la suppression des prestations étaient souvent des migrants pour lesquels le problème de la mobilité ne se posait pas. Quand les insurgés arrivent à Kianjavato, c'est en fait une nouvelle bande qui se constitue sous l'impulsion énergique du président MDRM Georges Rabary⁵⁷. Un camp militaire est créé à Ambodibonara, un peu à l'est de Kianjavato, et le bureau du parti y est transféré. Rakoto Michel cite ses membres comme dirigeants du camp et des troupes : outre Rabary, le planteur Felix Rakotondrasoa, ancien *miaramila vaovao*⁵⁸ de

⁵² ANOM, 171PF/1, poste d'Antsenavolo. Liste des villages brûlés par les rebelles, dressée par le lieutenant Walter, chef de poste, 28 avril 1948. Sur les *miaramila vaovao*, voir *Tsingy* n° 12, 2010, pp. 32-33 et carte p.10.

⁵³ ANOM, 2 PF 18, Rapport de Rakoto Michel sur les débuts de la rébellion à Kianjavato.

⁵⁴ ANOM, 17 PF/16, District de Mananjary, rapports mensuels, septembre 1948.

⁵⁵ Le 27 mars 1947, apprenant que la révolte allait éclater, les députés envoyèrent aux sections MDRM un appel au calme que l'accusation, au procès de 1948, devait présenter, bien à tort, comme un ordre codé d'insurrection.

⁵⁶ ANOM, 6 (15) D 64, rapport sur les événements de Mananjary, du chef de poste Destrade, 9 juillet 1947.

⁵⁷ ARM, D 884/1, P.V. n° 156, interrogatoire de Georges Rabary, 6 avril 1948.

⁵⁸ Voir *Tsingy* n°12, 2010, p.32-34.

1937, l'évangéliste protestant d'Ambalahosy, Randrianjohany... en tout sept Merina et deux Tanala, ce qui reflète le poids des planteurs merina dans la région. Aussitôt, les 17 et 18 avril, ils ordonnent une série d'arrestations de Padesm et de démissionnaires du MDRM avant le 29 mars, Merina pour la plupart, ce qui montre bien que les considérations ethniques ne jouent aucun rôle au départ. Les insurgés prennent ensuite la direction d'Ifanadiana. Rabary reconnaît avoir donné l'ordre au chef Tanala Letady d'aller attaquer ce chef-lieu de district, qui subira deux assauts les 10 et 23 mai.

Le second précieux témoignage est celui d'André Rakotobe, un planteur d'Andranomadio, sur la Mananjary près de Manakana, qui nous a laissé deux cahiers dans lesquels il a retranscrit son journal du 29 mars au 23 octobre 1947⁵⁹. Jour après jour, on y lit le vécu d'un petit planteur merina, protestant et fervent militant du MDRM⁶⁰, dont la perception fragmentaire de l'insurrection traduit bien la confusion dans laquelle le mouvement s'est déclenché. Que penser d'une affirmation telle que « depuis le 15 mars, on avait appris qu'il y aurait une déclaration de guerre au gouvernement français suivant un ordre du député Raseta à Paris. Parce que Madagascar demande son indépendance, mais les colonialistes fascistes d'ici, les Français qui n'aiment pas les Malgaches, s'y opposent... » suivie de celle que les Antemoro du Faraony ont reçu l'ordre du président d'Ampasimanjeva de « se soulever le 22 mars, de tuer tous les *vazaha* sans quoi les Malgaches le seront » ? Elles révèlent tout ensemble le climat pré-insurrectionnel qui prévaut en mars, exacerbé par la revendication de l'indépendance, et un mélange d'informations exactes, sur le rôle de Raseta et du président activiste d'Ampasimanjeva, et de rumeurs que traduisent l'erreur sur les dates, ou la nécessité de tuer les Français parce qu'ils s'apprêteraient eux-mêmes à massacrer les Malgaches.

Entre le 29 mars et le 3 avril, Rakotobe est surtout préoccupé de gagner Mananjary pour aller assister au conseil d'administration de la coopérative indigène dont il est membre. Mais il ne trouve pas de place dans un camion ou dans l'autocar du Transud, ce qui probablement lui a sauvé la vie, car à Mananjary il aurait été arrêté et plus tard fusillé. Le 4 avril, il apprend l'expédition à Kianjavato de Destrade flanqué des frères Rankin et leur repli sur Mananjary avec le chef de canton Rakotondramboa Bonaventure et les commerçants indiens et chinois, après avoir brûlé entre autres le café de la coopérative indigène et incendié Ambalahosy : Rakotobe s'interroge toujours sur les motifs de ces violences, dont on devine qu'elles sont dirigées contre des fiefs du MDRM. Le premier avis de guerre lui parvient le 5 avril du président de Manakana, Rakoto Paul, sous la forme d'un message à tous les villages proches : « Les *vazaha* vont attaquer à partir de Sahandovoka jusqu'à Sakatoloho [dans la vallée de la Mananjary]. Surveiller tous les passages et tous les villages ». Mais les 7 et 8 avril encore, les MDRM réunis à Manakana pour des préparatifs de défense sont toujours sans nouvelles de ce qui se passe. Le 9, ils reçoivent la visite de Rodolphe Ratsimba et de huit hommes d'Ambohinihaonana, en route pour Androrangavola pour y demander de l'aide selon Rakotobe.

Ce dernier a dû être informé à ce moment-là des arrestations de MDRM menées à Mananjary et Vohilava. Le 11, il part à l'enterrement d'un neveu à Ambatoringitra, au sud de Kianjavato, et y rencontre une troupe d'une trentaine de *miaramila* de Siranana, un village plus au sud, qui lui disent rechercher des Padesm après avoir reçu

⁵⁹ ANOM, 171PF/2 (Poste d'Antsenavolo). Seul le premier cahier (29 mars-4 juillet) a été traduit.

⁶⁰ Il avait représenté Kianjavato lors de la création d'une première section du parti à Mananjary fin mai 1946, cf *Tsingy* n°13, 2011, p.86.

« un avis de la section d'Ampasimanjeva au sujet de la défense de la patrie ». Le lendemain, il se rend dans leur village pour y exposer à leur toute nouvelle section ce qu'est exactement le MDRM. C'est là que trois Antemoro et un Ambaniandro lui parlent du soulèvement d'Ampasimanjeva et du Faraony le 22 mars, en ajoutant que « les Américains aideront les Malgaches par la suite. Eux ont accompli leur tâche, ils continueront vers le nord » pour faire la chasse aux Padesm. Le 13 avril, Rakotobe apprend le premier meurtre : son beau-frère Letsara d'Ankofafalemy (un peu à l'ouest de Kianjavato) a été assassiné comme Padesm. Les jours suivants, il croit toujours à l'intervention des Américains, notant le survol de la région par leurs avions le 13, et le 16, qu'ils bombardent les concessions des *vazaha* déjà incendiées par les *miaramila*. Un marchand de bœufs d'Irondro lui raconte d'ailleurs que Mananjary a été détruite le 10 par les bombes américaines. Le président de Manakana, Rakoto Paul, passe dans les villages et annonce que le 20, les avions américains vont lancer des bombes dans la forêt pour en chasser les *vazaha* qui s'y cachent.

De spectateur, Rakotobe ne devient acteur qu'à partir du 18 avril, quand son village fournit 14 hommes au groupe Ragoro formé dans la région pour faire la chasse aux Padesm. Le 20 avril il est convoqué par Rakoto Paul à une grande conférence à Kianjavato avec des chefs venus d'Anosimparihy (des Antemoro donc) qui édicte une réglementation qui montre que cette fois on entre en guerre. Andranomadio reçoit une nouvelle organisation : 33 notables, dont un conseiller et un secrétaire qui font partie du bureau de Manakana, sont répartis en cinq groupes chargés respectivement des affaires du village (dont Rakotobe en n°3), du contrôle des *miaramila* au départ et à l'arrivée, du ravitaillement, du contrôle des gens de passage, et enfin de la garde et de la surveillance. Le mot d'ordre des Antemoro transmis au président de Manakana qui le répercute est que tout le monde, homme ou femme, doit avoir une tâche. Tous les jeunes gens valides seront *miaramila*, le bureau du MDRM, futur BMTT, a les pleins pouvoirs. Ceux qui n'exécuteront pas ses ordres seront considérés comme *fahavalo* (ennemi) et mis à mort. Les soldats de Manakana iront se battre dans deux directions, les uns vers Tsaratanana (vers le nord-ouest), les autres vers l'est et Mananjary où un contingent de 50 hommes doit partir dès le lendemain. Les précautions qu'il est ordonné de prendre au passage des avions (s'allonger à terre avec les objets pointus ou tranchants) montrent que le mythe des avions américains s'évanouit déjà. Autre instruction intéressante : chaque village devra élire un ancien « qui connaît bien l'histoire du pays et des ancêtres » pour aider la nouvelle administration malgache. Car un nouvel ordre se met en place : Des sanctions très sévères sont prévues contre les coupables de vol, de pillage, d'extorsion de fonds. L'habitat sur les concessions coloniales est interdit, la résidence dans les villages administratifs est obligatoire. Je reviendrai ultérieurement sur le *Fanjakana* de la « loi malgache » en pays insurgé.

Désormais, Rakotobe est absorbé par la gestion des troupes qui font mouvement vers les lieux de combat ou en reviennent. Le groupe de 53 soldats de Ragoro est envoyé le 23 avril à Tsaratanana, sur la route Ifanadiana-Ambohimanga du sud. Mais la moitié d'entre eux doit faire demi-tour car le ravitaillement n'a pas été préparé dans les villages traversés. Début mai, Rakotobe est envoyé chez Letady, dans le bastion tanala autour d'Androrangavola pour une concertation en vue de l'attaque d'Ifanadiana. Le 4 mai, 550 hommes sont rassemblés à Bemboza. On entre alors véritablement dans la phase guerrière de l'insurrection. Mais dès la fin avril et tout au long du mois de mai, le Journal de Rakotobe rend compte en détail des énormes difficultés que rencontre le commandement des insurgés face à l'indiscipline de ses *miaramila* : sans cesse, des rappels à l'ordre s'efforcent de lutter contre les vols, les pillages anarchiques, les

déserteurs qui vont se terrer dans leur village malgré la menace de la « loi malgache », c'est-à-dire de la peine de mort.

On touche là un problème qui, après avoir été un puissant stimulant de la révolte, devait l'entraîner à terme dans la voie de la décomposition. Au pouvoir colonial, il permet de donner une explication simple de l'ampleur du mouvement. « L'abondance du butin a fait l'abondance des *fahavalo* » écrit Bernard⁶¹. Il est exact que de très nombreux témoignages Malgaches confirment l'enjeu essentiel qu'a constitué le butin pour une population de paysans très pauvres. Le chef de canton de Namorona, qui rapporte ce qu'a vu sa femme prisonnière des insurgés pendant cinq mois, écrit que, après la prise d'Antsenavolo « les rebelles de Namorona ont emporté une quantité formidable de sel, sucre, couteaux de table, cuillers, fourchettes, assiettes en porcelaine, des tissus, une machine à coudre, une machine à écrire, un complet serge, 12 bœufs dont 6 ont été donnés à la troupe de Beloha. Quelques temps après, ils ont amené 11 bœufs de provenance inconnue... tous les bœufs ramassés par ci par là étaient emmenés au village et tués ensuite »⁶². De plus, à Namorona, suivant une pratique que l'on retrouvera ailleurs, notamment dans le Fanantara, les non-MDRM peuvent échapper à une condamnation à mort en payant un bœuf : un bœuf rachète une vie. Le résultat est que jamais on n'avait mangé autant de viande à Namorona car « tous les jours au moins, ils tuaient des bœufs pris aux *Padesm* »⁶³. Le catéchiste catholique Velonaninahina rapporte des faits analogues pour la région d'Andonabe, « toutes les concessions européennes ont été incendiées, le butin a été ramené dans le village. Les *miaramila* et les notables en ont largement profité. Ils étaient tous volontaires pour faire ces pillages, à ce moment-là c'était l'enthousiasme. Tout le monde pensait que les *vazaha* étaient vaincus, qu'ils étaient chassés de Madagascar »⁶⁴. Il précise également que le tribunal d'Anosimparihy n'a prononcé que des condamnations à l'amende en bœufs ou argent, et aucune condamnation à mort. De très nombreux insurgés arrêtés plus tard racontent sans difficulté leurs pillages. Ainsi Botozandry, Tanala du canton d'Anosimparihy, avoue sa participation à la mise à sac et à l'incendie d'Irondro, « nous nous sommes emparés des vêtements d'hommes et de femmes, d'ustensiles de cuisine, d'une caisse de savon et de sel »⁶⁵. Comme toujours, tissus et vêtements sont le premier objet de convoitise. Les ornements sacerdotaux de l'église catholique de Namorona sont eux-mêmes pris comme vêtements et transformés en pagnes⁶⁶, ce qui arrivera aussi à Vohilava et Ampasimazava.

Mais le partage du butin va poser des problèmes. Au départ, les chefs essaient de l'organiser en le décrétant propriété du MDRM. Après le sac d'Antsenavolo, Soabitaka désigne son vice-président, pour centraliser le butin à Namorona⁶⁷. Ce dernier déclare avoir reçu comme part personnelle du sel et du sucre⁶⁸. Mais la cupidité des petits chefs provoque la grogne des *miaramila*. A la date du 13 mai, Rakotobe enregistre les plaintes des soldats d'Andranomadio à leur retour d'une expédition dans le canton d'Ambohimiera. Leur chef, Botorafenaka aurait reçu 1 000 ariary (5 000 francs) du *vazaha* « Cornet »⁶⁹, il a cherché à le protéger et a permis à ses deux frères

⁶¹ ANOM, 17 PF/16, rapport du 20 juin 1947.

⁶² ARM, D 875, rapport du chef de canton Randriamiharisoa Louis, 31 août 1947.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ ARM, D884/2, déposition devant le chef de district, septembre 1947.

⁶⁵ ARM, D 884/1, P.V. n°157, Botozandry, 6 avril 1948.

⁶⁶ ARM, D 875, rapport cité du chef de canton du 31 août 1947.

⁶⁷ ARM, D 884/1, P.V. n° 153, Botoratsy. Confirmation dans le P.V. N° 157, Botozandry.

⁶⁸ *Ibid.* P.V. N° 197, Botosija.

⁶⁹ Il s'agit en fait du métis Roger Curnier, l'unique colon tué dans le poste d'Ambohimanga du Sud.

de fuir, mais les soldats ont tué quand même le colon. Botorafenaka a cependant gardé tout le butin pour lui. Les insurgés de base ne se privent évidemment pas de piller pour leur propre compte, surtout à l'occasion d'assassinats commis en petit comité comme dans le cas de Dio, Antemoro de Sahanavaka, meurtrier avec trois complices du planteur merina et Padesm Jean Randrianjafy et qui avoue « s'être approprié des vêtements et du tissu »⁷⁰.

Ces comportements anarchiques suscitent une réaction très vive qu'exprime une lettre du fokolonona de Namorona adressée le 21 avril « à tous les frères », avec copie pour Antsenavolo, signée du président et probablement due à l'influence du pasteur Rasamoelina sur Soabitaka. Elle vaut d'être largement citée (dans sa traduction française) pour les préoccupations religieuses dont elle témoigne :

« Vous savez que nous n'avons pas de fusils, ni de canons, ni d'avions, parce que nous sommes pauvres et n'oublions pas que les pauvres ont recours à Dieu pour obtenir sa protection. Comment voulez-vous qu'il nous secoure si nous n'agissons pas avec justice ? Nous sommes étonnés et peïnés d'apprendre le péché mortel que vous avez commis. Vous avez pillé les quelques Malgaches riches, Chinois et Indiens sous le prétexte qu'ils sont Padesm. Ils n'ont pas été jugés, vous avez agi dans l'instant. Le comité est décidé à faire savoir cela à toutes les sections, vous n'avez pas agi contre les *Fahavalo*⁷¹, mais pour piller les autres. [Or] c'est la justice qui est le seul chemin tracé par notre député depuis le début pour obtenir notre indépendance. Il y a un avis du Faraony qui dit que celui qui est surpris à de mauvaises pratiques sera décapité. Prenez garde vous autres *rayamandreny* et gens chargés des affaires, car la responsabilité repose sur vous »⁷².

Un dernier effet pervers de l'attrait du pillage sera la chute brutale du moral de la population quand les possibilités en auront été épuisées. Le catéchiste Velonaninahina en fait la constatation en septembre 1947 : « Actuellement, le butin est consommé. On lave le linge avec de la cendre, il n'y a plus de sel ni de sucre. Le bétail replié en forêt est réservé au ravitaillement des *miaramila* qui continuent le combat. Tout le monde est découragé, mais on continue la guerre par peur des gens du sud ».

À côté de la question du pillage, il y a celle des assassinats qui ont accompagné l'extension de la révolte. On peut la percevoir de deux façons. Ou bien suivre la trace sanglante des rebelles en égrenant des meurtres commis de façon expéditive et barbare en reprenant le discours colonial de l'époque. Ou bien, et tel me paraît devoir être le point de vue de l'historien, constater que le nombre des victimes n'est pas très considérable pour un mouvement de cette ampleur, en faisant la part de l'aspect rituel de la mort dans la guerre traditionnelle. Car en dehors des 12 ou 13 malheureux ouvriers antandroy tués à Namorona, il n'y a eu aucun massacre de groupe, toutes les victimes ont été ciblées individuellement, que ce soit pour des raisons politiques ou crapuleuses.

Les archives de la cour criminelle de Mananjary étant les seules à être restées introuvables jusqu'ici, à l'exception de trois affaires⁷³, il en résulte que nous connaissons mal le détail de ces meurtres. Du moins en avons-nous un inventaire complet, avec le plus souvent la présentation des protagonistes, un résumé très succinct de chaque affaire, et le détail des condamnations prononcées⁷⁴. Dans cet inventaire,

⁷⁰ *Ibid.* P.V. n° 152, Dio.

⁷¹ Français et insurgés se traitaient mutuellement de *fahavalo*, « ennemi ».

⁷² ANOM, PF 171/2, poste d'Antsenavolo.

⁷³ Aux ANOM, Cotes FM (Fonds ministériels), SJ (Services judiciaires) 163 (Affaire Letsara dit Renkafa : meurtres dans le district d'Ifanadiana), 164 (Affaire Fredy et consorts : meurtres de la région de Vohilava du Faraony) et 165 : Affaire Ralaivao Johannès : meurtres de Namorona. Seule cette affaire entre dans le cadre de la présente étude.

⁷⁴ ANOM, FM, Aff. Pol 3273, Mananjary, et ARM D 894/2.

27 affaires concernent le district de Mananjary proprement dit, dont 6 se situent dans le poste d'Antsenavolo pendant la première phase de l'insurrection. Elles ne représentent certainement pas la totalité des meurtres commis par les insurgés. Il faut les compléter par les données fragmentaires que fournissent les P.V. d'interrogatoire de la gendarmerie et la correspondance administrative. Si l'on confronte les renseignements ainsi collectés avec les listes de victimes établies par les cantons en 1950, on parvient à se faire une idée assez précise de ce qui s'est réellement passé.

Dès le 2 avril, le chef de district Bernard ordonne à ses chefs de poste d'inviter les Européens de brousse à se replier sur Mananjary. Cette décision rapide, si elle ne put sauver Fibaque à Namorona, explique qu'il n'y aura ensuite que deux morts chez les colons du gouvernement d'Antsenavolo. Le premier, Mithra, était un Réunionnais déjà âgé, qui vivait pauvrement à la malgache d'une petite concession sur la Namorona à l'ouest d'Anosimparihy. Il est tué pour ce qu'il représentait. « Sors Mithra, car tu n'es plus tanala, tu es avec les Français et tu seras tué » lui aurait crié l'un de ses meurtriers en présence de sa famille, avant de le sagayer, et de jeter le cadavre mutilé dans la Namorona. Les circonstances du meurtre furent rapportées par son fils aîné⁷⁵, qui livra les noms de trois coupables, deux tirailleurs rapatriés et un militant MDRM, suivis de huit complices, tous du village voisin de Siranana : c'était probablement la bande que Rakotobe rencontra à Ambatoringitra. Mais assez étrangement, quand l'affaire vint en justice en 1952, ce ne sont pas ces hommes qui comparurent, mais trois cultivateurs tanala du village de Mahasoà, dénoncés par deux *fokonolona*, et condamnés aux travaux forcés à perpétuité⁷⁶. Il y a là un mystère que seul le dossier judiciaire encore introuvable permettrait d'éclaircir. Quant à l'autre planteur assassiné, un certain Louis Gros, on sait peu de choses sur lui, sinon qu'il fut tué par cinq de ses employés, également auteurs du meurtre du planteur merina Randrianjafy cité plus haut⁷⁷. Aux trois colons européens, il faut ajouter deux Indiens : un commerçant d'Antsenavolo, Goulam Houssen, tué à Anosimparihy sur l'ordre du président Mahay par le groupe tanala de Dama⁷⁸, et un planteur des environs d'Antsenavolo, Alibay Jetha, dont le cas, plus encore que le précédent, illustre l'impuissance des responsables de Namorona à faire respecter leur nouvel ordre légal. Arrêté par le chef local Lebiby, Alibay est amené au camp militaire de Sahafitahina devant Botosija vice-président MDRM de Namorona, qui décide de l'envoyer devant le tribunal de Namorona. Mais en chemin, son escorte rencontre Rabitro et sa troupe qui sur-le-champ décapitèrent le prisonnier. Lebiby de son côté fut condamné à mort par Beloha et exécuté pour avoir contrevenu à l'ordre d'épargner les étrangers non-Français⁷⁹.

Les exécutions de Malgaches sont beaucoup plus nombreuses, sans atteindre un chiffre élevé, le recoupement des diverses sources permettant une évaluation de l'ordre de la cinquantaine de victimes au maximum pour cette phase de l'insurrection. Si l'on met à part le massacre absurde des Antandroy de Namorona, on constate d'abord que le nombre de victimes des insurgés n'excède pas la dizaine pour les trois cantons du sud du gouvernement d'Antsenavolo (qui en compte cinq). A Namorona, un consensus anti-colonial était réalisé avant le 29 mars et on l'a vu, le tribunal s'est montré modéré, malgré des allégations fantaisistes de la femme du chef de canton⁸⁰. A Sandrohy, les

⁷⁵ ANOM, 17 PF/15, Demande d'aide de la veuve du colon Mithra et déclaration de P. Mithra, 12 janvier 1948.

⁷⁶ ANOM, Aff. Pol 3273, Mananjary. Arrêt du 14 août 1952, affaire Manoelina, Lempila, Bekara.

⁷⁷ *Ibid.* Arrêt du 3 novembre 1951, affaire Botozandry, Dio, Velomahefa, Lemainty, Botovelo.

⁷⁸ *Ibid.* Arrêt du 20 novembre 1952.

⁷⁹ ARM, D 884/1, P.V. n° 153, Botoratsy.

⁸⁰ ARM, D 875, rapport cité du 31 août 1947 : Attribue quelque cinquante condamnations à mort à ce tribunal.

trois meurtres recensés dans le canton en avril-mai 1947 ont été motivés par la jalousie et la cupidité. Tel est l'avis des *mpanjaka* Karatra et Lemavingana qui, en novembre 2001, se souvenaient des cas du commerçant betsileo Ralason Edmond comme du planteur merina Randrianjafy Jean : pour ce dernier, les archives ont conservé le récit de son assassinat par Dio et ses complices en présence de sa femme⁸¹. Le dernier cas est le plus odieux. C'est le meurtre de Leoty par son frère Indify : « Le *zoky* [l'aîné] a tué le *zandry* [le cadet] » nous dit le *mpanjaka* Karatra, ce que là encore les archives viennent confirmer⁸². Dans le canton d'Anosimparihy, aucun malgache victime des « rebelles » ne figure sur les listes officielles. Un P.V. de gendarmerie signale cependant le meurtre d'un certain Botolia au village d'Antanambao⁸³. Mais les gens d'Anosimparihy firent surtout des victimes à l'extérieur de chez eux. Ainsi Rabitro, ayant fait arrêter deux cultivateurs du canton de Sandrohy, Tomainty et Mena, sous l'accusation de vol, Mahay à Anosimparihy puis Ravahoaka à Ambalamainty décidèrent de les envoyer devant le tribunal de Namorona et finalement les deux hommes furent assassinés en chemin par leur escorte, comme cela était arrivé à l'instituteur de Marofody, Samboady. Une pratique expéditive que l'on retrouvera fréquemment, en particulier dans le district de Manakara.

Mais surtout les soldats de Rabitro, basés au camp d'Andonabe, acquirent une réputation sinistre comme exécuteurs des basses œuvres dans les cantons d'Antsenavolo et de Kianjavato. Ce sont ces derniers en effet qui fournirent l'essentiel des victimes. Le PADESM y paya cher le fait d'être arrivé, avec l'aide de l'administration, à l'emporter sur le MDRM aux élections de novembre 1946. Ici, les meurtres ont un caractère nettement politique. Georges Rabary, à Kianjavato, reconnaît avoir fait arrêter neuf Padesm ou pro-Français, en accord avec Mahazo président d'Andonabe. Il en aurait condamné six à mort et trois à la confiscation des biens. En fait tous furent mis à mort par Rabitro et sa troupe. Beloha ordonna également un certain nombre d'exécutions⁸⁴. Et là encore il faut tenir compte des exécutions anarchiques décidées au niveau du village. A Vohitserana (au nord-est d'Antsenavolo), le président MDRM désigné par le fokonolona, Tsirivelo met sur pied une bande où se côtoient Antemoro, Tanala et Betsimisaraka et il fait arrêter et tuer deux hommes accusés d'être pro-Français⁸⁵.

La route Antsenavolo-Kianjavato fut ainsi jalonnée d'exécutions. A Antsenavolo, le *mpiadidy* Lehafa, et le délégué cantonal Rabemanantsoa Emile. A Ambolotara, le *mpiadidy* Sanga, le chef de village Bedafo, le garde indigène retraité Nala, Soja, Baraby... A Ambalahosy, le chef de village Laoto, deux commerçants et un planteur ; à Kianjavato, le délégué cantonal Rabary Lefaria, quatre notables et planteurs. La liste établie par le chef de canton de Kianjavato porte 16 noms de victimes des « rebelles »⁸⁶. On en retrouva la plus grande partie dans une fosse commune à Sambialina près d'Andonabe⁸⁷. Comme Rabitro, tombé aux mains des

⁸¹ ANOM, 171 PF/1, P.V. du 29 décembre 1949 du gendarme Maréchal enregistrant la déposition de la veuve.

⁸² ANOM, Aff.Pol. 3273, Mananjary. Arrêt du 12 avril 1951, affaire Indify - Tsaramanana. Indify, cultivateur à Ampotsimavo, né ver 1884, 10 enfants, « personnage réputé violent, déjà condamné pour coups et blessures, accusait Leoty de vol de riz et de sorcellerie. Il présida lui-même le tribunal pour juger le « délinquant ». Puis il fit tuer son frère par Tsaramanana ».

⁸³ ARM, D 884/1, P.V. n° 110, Botovanona, chef du village, avoue « j'ai participé à l'assassinat de Botolia et j'ai aidé mes camarades à jeter son cadavre à la rivière ».

⁸⁴ *Ibid.*, P.V. n° 153, Botoratsy avoue trois assassinats de PADESM.

⁸⁵ ANOM, Aff.Pol. 3273, Mananjary. Arrêt du 9 janvier 1953, assassinat de Koa et Tanolo.

⁸⁶ ANOM, 17 PF/15. Liste des victimes.

⁸⁷ *Ibid.* Le chef de district de Mananjary au chef de poste d'Antsenavolo, 27 novembre 1947. Ce traitement

Français, est porté mort en ce lieu en octobre 1947, on devine ce qui lui est arrivé.

Un point d'importance doit être souligné, l'absence de la dimension ethnique dans ces règlements de compte. Contrairement au discours officiel de l'époque, ce ne fut nullement un massacre organisé par des Merina du MDRM contre des côtiers du PADESM. La moitié des 16 victimes du canton de Kianjavato étaient des Merina, et notamment trois sur six des condamnés à mort par Georges Rabary. Et notons une fois de plus le poids de la parenté. L'un des militants PADESM les plus en vue à Mananjary était l'écrivain-interprète Rakoto Justin. Faute de pouvoir l'atteindre, Rabary et le comité MDRM décidèrent d'exterminer sa parenté à Kianjavato Ainsi furent tués son fils, Rakotoson Michel, un planteur de 24 ans, son beau-frère Randrianantoandro Georges, menuisier, son gendre Lock Sam, un commerçant chinois, et même le chauffeur de ce dernier, Rakotoarison Edmond⁸⁸. D'autre part, la plupart de ces condamnations furent prononcées, et toutes exécutées, par des chefs côtiers comme Soabitaka, Beloha et Rabitro. Le caractère multiethnique de la bande de ce dernier se reflète dans l'origine des condamnés à la suite du procès auquel elle donna lieu. Les 13 *miaramila* se répartissaient en six Tanala, quatre merina, un Betsileo, un Antemoro et un Betsimisaraka⁸⁹. Tous ces hommes ne pouvaient, ensemble, que prendre conscience de leur identité de Malgaches. C'est une situation que l'on va retrouver à Vohilava.

Ainsi, en deux semaines, du 2 au 16 avril, les cinq cantons du gouvernement d'Antsenavolo étaient tombés sans résistance aux mains des *miaramila* dont la marche en avant vers l'ouest menaçait désormais le district d'Ifanadiana, lui-même attaqué également par le sud. Mais surtout la révolte va prendre une nouvelle dimension avec l'entrée dans la lutte de la région au nord de la Mananjary et le succès retentissant remporté par les insurgés à Vohilava.

II) VOHILAVA : DE LA VICTOIRE DES INSURGÉS AU MYTHE COLONIAL

La prise d'assaut du poste de Vohilava le 20 avril 1947 peut être considérée comme le plus grand succès de l'insurrection malgache. Certes celle-ci s'était déjà emparée d'un chef-lieu de district, Vohipeno. Mais il avait été auparavant évacué par les Français alors que la petite garnison avait repoussé sans trop de peine les assaillants. Tandis que, pour prendre Vohilava, les insurgés durent procéder à une vaste mobilisation, couper les communications du poste, barrer la route aux tentatives de secours venues de Mananjary et enfin monter une offensive concentrique pour submerger la défense. Le retentissement comme les conséquences de cette victoire furent considérables et portèrent à leur maximum l'angoisse et l'hystérie de la société coloniale réfugiée à Mananjary et affolée par la perspective de subir le même sort, dépeint sous un jour horrible, que les défenseurs du poste. Mais plutôt que d'avouer les faits tels qu'ils s'étaient réellement passés, qui non seulement n'étaient pas très glorieux pour le pouvoir colonial mais en plus révélaient la faiblesse de ses moyens et sa fragilité, on préféra, du côté français, dans la grande tradition de Sidi-Brahim et de Camerone, tout noyer dans le mythe des « Héros de Vohilava ».

des cadavres évoque plus la seconde guerre mondiale que la pratique guerrière malgache traditionnelle.

⁸⁸ ANOM, 2 PF/ 11, Atrocités rebelles. Le commissaire de police de Mananjary au chef de province, 26 novembre 1947.

⁸⁹ ANOM, Aff.Pol.3273, Mananjary. Arrêt du 9 janvier 1953. Affaire Mena et 12 autres. Le dossier judiciaire manquant, et les deux chefs du camp d'Andonabe, Rabitro et le président MDRM Mahazo ayant été fusillés sans jugement par les Français, nous n'avons que très peu de précisions sur les meurtres commis par ces 13 hommes, pour lesquels un seul P.V. d'interrogatoire a été retrouvé, celui d'Indahy (ARM D 884/1, P.V. n°223) qui avoue sa participation à un meurtre.

Peut-être est-ce un effet de ce basculement rapide dans le mythe, toujours est-il que le volume des archives traitant de cet épisode majeur est assez faible. Vingt procès-verbaux d'interrogatoire d'insurgés disponibles pour les cantons d'Ambohinihaonana et de Vohilava, sur les 135 retrouvés pour le district de Mananjary, c'est relativement peu, d'autant qu'aucun ne concerne les chefs principaux. Et là encore, l'impossibilité de savoir ce que sont devenues les archives de la cour criminelle et du tribunal correctionnel de Mananjary crée une lacune difficile à combler. Ainsi, du procès principal concernant les meurtres commis lors de la prise du poste, nous ne possédons que la liste des inculpés, avec la peine qui leur a été infligée⁹⁰. Il en est de même pour les procès de moindre importance impliquant des chefs politiques ou militaires régionaux. Je reviendrai sur ce point quand je traiterai des suites judiciaires de l'insurrection. Le drame n'a par ailleurs eu aucun témoin européen. On peut cependant le reconstituer grâce à des documents et témoignages d'origine malgache, complétés par une enquête menée sur le terrain à Vohilava et Ambohinihaonana en novembre 2001.

Si ces témoignages divergent sur les modalités d'entrée de la région dans l'insurrection, ils concordent sur un point : C'est Ambohinihaonana qui a entraîné l'ensemble des quatre cantons du gouvernement de Vohilava. La section MDRM venait d'y recevoir son autorisation officielle le 27 mars, avec son bureau présidé par Razanatsimba, frère de Rabetsimba et comprenant leur belle-sœur, l'institutrice Suzanne Ramelinoro (dite Inoro Suzanne), vice-présidente, leur cousin Rodolphe Ratsimba, secrétaire si actif qu'il fit figure lui aussi de président, Randriantsoa, trésorier. Donc une direction exclusivement merina, les côtiers se contentant de fournir les huit conseillers du bureau⁹¹.

On a vu plus haut que Soabitaka, président de Namorona, avait assuré avoir reçu la visite d'une délégation d'Ambohinihaonana conduite par Letsara. Rodolphe Ratsimba, lui, affirme que vers le 10 avril, c'est Beloha, d'Ambodimanga-Antsenavolo, qui serait venu à Ambohinihaonana leur annoncer que le pays était en guerre et que tous devaient s'y engager sous peine de mort et « nous avons cru Beloha et convoqué tout le monde, à commencer par les anciens militaires comme Tavy Alphonse, ancien sergent, Fanana, Letsara Gabriel et d'autres ». Enfin, d'après Suzanne Ramelinoro, le MDRM d'Ambohinihaonana aurait reçu une lettre de convocation d'Ambinan'Fitoerana. Partis le 11 avril, Rodolphe et le conseiller Tsimisaraka en seraient revenus le 15, ce qui cadre assez bien avec les indications d'André Rakotobe dans son journal vu plus haut. A son retour, Rodolphe aurait rassemblé tous les hommes du canton, un millier environ, et lancé les ordres : « Tous les hommes doivent adhérer au parti MDRM, celui qui refuse sera tué. Dès aujourd'hui la guerre est déclarée contre la France. Nous allons organiser des camps militaires et il faut que vous participiez tous à cette révolte. Vous devez tous porter l'insigne du MDRM et rallier les camps »... Le 16 avril, « tous les hommes du canton ont adhéré au parti MDRM, ils ont été armés de sagaies et d'*antsy* et affectés à divers camps »⁹².

Comme vice-présidente, Suzanne Ramelinoro se voit confier la tâche, outre de mobiliser les femmes pour piler le riz destiné aux soldats, d'enregistrer les adhésions, encaisser les cotisations, délivrer les reçus et les laisser-passer aux hommes en

⁹⁰ ANOM, Aff. Pol. 3273, Mananjary. Arrêt du 18 août 1952 condamnant 13 insurgés dont Razanatsimba, Rodolphe Ratsimba, Iabanilemasy, Inoro Suzanne, Randrianarivo Louis de Gonzague, Letsara Gabriel, Pelika. La fiche porte la mention « Dossier transmis à la commission des grâces et non retourné ».

⁹¹ ANOM, Aff. Pol. 3262 D2, Réclamation Ralantoaritsimba. Déclaration de Rodolphe Ratsimba, 4 octobre 1948.

⁹² ARM, D 880, P.V. n° 186, interrogatoire de Inoro Suzanne, 34 ans, 29 avril 1948.

déplacement. A la question : « pourquoi avez-vous adhéré à la rébellion ? » ; elle répond en vraie nationaliste moderne : « C'est par idéal que j'ai adhéré à la rébellion et c'est dans le but de gagner notre indépendance que j'ai accepté la fonction de vice-présidente. En un mot, je voulais la liberté du peuple malgache ». Et à la question : « que reprochiez-vous à la France ? » ; la réponse est « Je n'avais rien à reprocher à la France », du moins jusqu'à ce qu'on fusille son mari, le commerçant Raharitsimba, peu engagé politiquement, dont elle distribuera les stocks de riz, sel, sucre et savon aux insurgés.

La vision des autres témoins, qui sont tous des hommes, renvoie toujours au poids d'une contrainte, même lorsqu'il s'accompagne de l'aveu d'un engagement volontaire. Louis de Gonzague Randrianarivo, gérant de la coopérative indigène de café de Vohilava puis d'Ambohiniaonana, nous a laissé, avec *TAHIRY*, un récit très précis de son vécu de l'insurrection dans ces deux centres⁹³. Randrianarivo détaille fort bien les raisons de la colère des Malgaches, les terres fertiles confisquées par les colons, les prestations et « *tendry na fanompoana* », la désignation pour la corvée, la réquisition des travailleurs pour des salaires de misère. Et pourtant il y a autre chose, une contrainte qui prend la forme du destin, « les événements se sont abattus sur tous, et tous ont été victimes du courant qui les a entraînés. Car il vaut mieux avancer que d'être brûlé, comme dit un adage du temps de Radama »⁹⁴.

La diversité ethnique du vaste bassin de la Mananjary, avec un état-major merina au départ, des *miaramila* en majorité Tanala, mais aussi Antemoro, Betsimisaraka et Betsileo, fait que les conditions ne sont pas les mêmes que dans la petite région de Namorona très homogène. Ici, il faut organiser une véritable mobilisation, mettre en place une chaîne de commandement appuyée sur une bureaucratie et une réglementation détaillée. Pour être obéis, les chefs merina ont dû recourir à la crainte qu'inspirait les Antemoro venus du sud, mais surtout ils se sont appuyés sur des médiateurs efficaces. Un seul des insurgés interrogés se réfère aux « ordres de Ravoahangy, Raseta et Rabemananjara transmis à tous les membres du MDRM : Tuer tous les Français et les Padesm, et obtenir l'indépendance »⁹⁵. Tous les autres déclarent avoir suivi les ordres de chefs locaux de différents types. Ce peuvent être les dirigeants merina du MDRM. Selon le *miaramila* Tavary, Razanatsimba a tenu à Ankazotelo un discours semblable à celui de Rodolphe à Ambohiniaonana⁹⁶. Navana, lui, s'est placé directement sous les ordres des deux précités, ce qui lui vaudra de figurer dans le même procès qu'eux, d'autant qu'il avoue avoir sagayé deux gardes à Vohilava⁹⁷. Mais dans tous les autres cas, la mobilisation est mise en œuvre par des autochtones, et d'abord, des notables. Certains de ceux-ci s'imposent par leur énergie, comme le vieux Tanala Iabanilemasy, président MDRM de Bemoka, dont Randrianarivo dénonce la cupidité et la cruauté. C'est sous son influence que Pierre Randoha, Tanala catholique et lettré, dit s'être joint au mouvement alors que « je n'étais pas sans savoir que la guerre serait perdue pour nous, et c'est malgré moi que j'ai pris part à ce soulèvement »⁹⁸, ce qui ne l'a pas empêché de donner un coup de

⁹³ Grâce à mon assistante de recherche Marcelline RAZANAMARO, j'ai eu la chance de pouvoir le rencontrer et m'entretenir longuement avec lui dans sa maison de Fangato près de Mananjary, en novembre 2001. Il nous a alors remis un exemplaire de *Tahiry* dont la traduction a été assurée par ma collègue M^{me} L. RABEARIMANANA que je remercie très vivement.

⁹⁴ *Tahiry* (texte non publié) p.2. Allusion au règlement de l'armée de Radama Ier (1810-1828) : tout soldat qui lâchait pied au combat était envoyé au bûcher.

⁹⁵ ARM, D 880, P.V. n° 195, Rapeho Philippe.

⁹⁶ *Ibid.* P.V. n° 176, Tavary, 24 ans, Tanala, « sans religion », lettré en Malgache, cultivateur à Ankazotelo.

⁹⁷ ARM, D 884/1, P.V. n°212, Navana, 35 ans environ, Tanala, protestant, cultivateur à Vohilava, 4 enfants.

⁹⁸ ARM, D 880, P.V. n°109, Randoha Pierre, 35 ans environ, cultivateur à Ambohimangakely (Vohilava).

sagaie à un Comorien à Vohilava. L'habileté des leaders merina a donc été de gagner à leurs vues des notables qui leur ont servi de relais vis à vis de la population. Tel est de toute évidence le rôle des conseillers tanala du bureau du MDRM d'Ambohinihaonana. Avec eux, les Ratsimba n'ont pas été avares de promotions et de titres ronflants. Ainsi, Tsimisaraka avoue avoir eu « une grande activité dans la rébellion ». Rodolphe l'a en effet nommé « conseiller, ministre de la guerre et juge dans toutes les affaires de la rébellion »... En tant que conseiller suprême, « j'ai fait appel à tous les Tanala de la région d'Ambohinihaonana pour qu'ils prennent les sagaies et les *antsy* pour tuer tous les *vazaha* et les Padesm ». En tant que Ministre de la guerre « j'ai désigné 100 soldats pour attaquer Vohilava sous les ordres du président Razanatsimba ». En tant que juge enfin, Tsimisaraka a avalisé « tous les assassinats et massacres des fonctionnaires, gardes et autres du poste de Vohilava », et prononcé lui-même huit condamnations à mort⁹⁹. En fait son rôle a été surtout de transmettre les ordres de Rodolphe, servant d'autant plus facilement d'homme de paille qu'il est illettré, tout comme l'autre conseiller dont nous avons l'interrogatoire, Legirafy, qui a rempli à peu près les mêmes fonctions¹⁰⁰. La chaîne de commandement descend d'un degré encore avec le notable chargé du contrôle d'un groupe de villages. Le Betsileo Ranaivo Jean-Pierre, un immigré venu de Sahamadio à Vohilava, désigné comme notable ravitailleur, convoque cinq chefs de village pour qu'ils collectent et fassent porter le riz nécessaire dans les camps d'Ambohinihaonana et d'Antenimazana¹⁰¹.

Même s'ils n'ont pas ici le même poids qu'à Namorona, les anciens militaires ont également joué un rôle important dans la mobilisation. Certains, là encore, n'ont été que des hommes de paille. C'est le cas de Lesoa, Tanala de 35 ans environ, appelé et envoyé en France en 1938, rapatrié en 1946 par l'*Île de France*. Bien qu'il soit resté illettré, Rodolphe et Razanatsimba le nomment chef du bureau militaire, sa tâche se bornant à faire du recrutement¹⁰². Mais d'autres vont devenir des chefs de guerre qui, à la faveur d'une promotion rapide au grade de général, ne tarderont pas à s'affranchir des civils. C'est à eux, le plus souvent, que se réfèrent les *miaramila* arrêtés : « J'étais soldat rebelle au camp d'Ambohinihaonana. Ce sont les généraux Pelika et Tavy qui m'ont recruté » (Zoela [Joel], P.V. n°206), « C'est le général Tavy qui nous a forcés à nous révolter contre les Français » (Telo, P.V. n° 208). Les chefs militaires empiètent très vite sur les prérogatives des civils : ainsi Tovolahy (P.V. n°210) dit avoir été nommé notable ravitailleur directement par le général Letsara, en précisant : « j'étais volontaire pour cet emploi ».

Enfin une dernière catégorie de chefs émerge dans cette région de colonisation dense, celle des hommes qui, au contact des *vazaha*, ont pu se libérer de la crainte des Blancs en constatant leurs faiblesses, ou en exerçant des fonctions de commandement. Tel est le cas de Paul Ralepo, un Tanala de 45 ans environ, lettré, commandeur de la mission catholique d'Ampasimazava, nommé président MDRM et chef du camp du lieu... qu'il lui faut ensuite remplir¹⁰³. Ralepo donnera l'ordre de piller et incendier les concessions de ses employeurs à Ampasimazava, Tsaravinany et Ankalempona¹⁰⁴. A côté de lui, deux chauffeurs des Pères ont laissé un souvenir vivace à Vohilava où on

⁹⁹ ARM, D 884/1, P.V. n° 237, Tsimisaraka, 47 ans, protestant, illettré, cultivateur à Ambohinihaonana, 5 enfants.

¹⁰⁰ *Ibid.* P.V. n° 238, Legirafy, 40 ans environ, catholique, illettré, cultivateur à Ambodiara (Ambohinihaonana) 6 enfants, et P.V. n° 239, confrontation entre Tsimisaraka et Legirafy.

¹⁰¹ *Ibid.*, P.V. n°203, Ranaivo Jean-Pierre, 52 ans, catholique, illettré, cultivateur à Vohilava, 5 enfants.

¹⁰² *Ibid.*, P.V. n°240, Lesoa, protestant, illettré, cultivateur à Sandramora, canton d'Antsindra (Ifanadiana).

¹⁰³ *Ibid.*, P.V. n°207, Ralepo (homonyme), P.V. n°211, Rafeno.

¹⁰⁴ *Ibid.*, P.V. n°240 [2 P.V. portent le n°240], Paul Ralepo.

les désigne toujours par leur prénom, Bernard Ramaharavo, un Betsileo de 28 ans, et Etienne Ramoha, un Tanala originaire de Kelilalina dans le district d'Ifanadiana. Nombre de *miaramila* les citent, « j'étais soldat, recruté par le colonel Bernard... » (P.V. n° 204, Nambina), « c'est le nommé Etienne, capitaine, et Lebiby, ancien militaire, qui m'ont désigné... » (P.V. 213, Nano). Dans les deux cas de Bernard et d'Etienne, leur condition de migrants a dû aussi favoriser leur engagement résolu et tenace dans la révolte car c'est une constatation générale que les migrants, même originaires d'ethnies qui chez elles n'ont pas bougé, comme les Antandroy et les Antesaka, sont entrés en nombre dans l'insurrection.

Aux guerriers rassemblés, le chef donne une sagaie et un *antsy*, et une même phrase, ou à peu près, revient dans 8 procès-verbaux sur 20 : « j'étais armé d'une sagaie et d'un *antsy* pour tuer tous les Français et Padesm selon les ordres de... »¹⁰⁵. Variante en fait synonyme, « le président Rabesoa m'a fourni une sagaie et un *antsy* dans le but de déclarer la guerre aux Français »¹⁰⁶. Répétition d'un discours simple, succédané d'une formation politique inexistante, mais qui est adapté à des paysans qui prennent les armes pour une guerre à l'ancienne, qui elle-même s'articule avec la vision que ces paysans se font de l'indépendance : ne plus voir d'étranger maître de la terre et des hommes. Quand finalement on s'y résout, faire la guerre, c'est tuer son ennemi, les hommes exclusivement, car non seulement on ne doit pas toucher aux femmes et aux enfants, mais encore, autant que possible, il faut leur épargner, quand il s'agit de Malgaches, le spectacle des exécutions¹⁰⁷, qui ont lieu à l'écart, souvent de nuit, généralement au bord d'une rivière où l'on jettera le cadavre pour lui enlever toute chance de retrouver le tombeau des ancêtres dans son *Tanindrazana*. Faire des prisonniers est une idée qui ne vient pas à l'esprit. C'est avec un parfait naturel qu'un insurgé raconte « avec Ralepo, nous avons arrêté un membre du PADESM dont j'ignore le nom... Conduit au village nous l'avons alors coupé en morceaux »¹⁰⁸, avec tranquille d'un acte rituel traduisant encore un refus du tombeau. L'équivalence entre faire la guerre et tuer son ennemi explique bien des choses. Le fait, par exemple, que la répression militaire des Français ait été plus tard perçue comme modérée. Car comme on nous l'a dit à Sahasinaka, « nous étions vaincus, les Français auraient pu tous nous tuer ». Ou bien encore la manière dont a été traduit immédiatement, en novembre 1948, l'appel du chef tanala Lehoaha à mettre bas les armes : « Les Français ne tuent plus »¹⁰⁹, expression signifiant que la guerre était finie.

Tout aussi rituel dans cette guerre à l'ancienne est le pillage et l'incendie des biens de l'ennemi. Là encore, les *miaramila* ne font aucune difficulté pour détailler la mise à sac des concessions des colons. « Nous avons pillé la concession de Mme Grimaud à Manakana... la concession de M. Verrière à Ambohitsara, nous avons emporté 11 bœufs et des tissus », ce même aveu se retrouve dans deux procès-verbaux (P.V. 210, Tovolahy et P.V. 219, Ratsivo). Le butin doit être remis aux chefs, à charge pour eux d'en faire éventuellement la redistribution : « Nous avons pillé et incendié la concession de M.Ténor à Ambinany-Fandrasana [Vohilava]. Tous les butins pillés ont été remis au général Tavy car nous ne devons pas conserver avec nous quoi que ce soit » (P.V. 208, Telo). Après le pillage de la concession Merillot à Bemoka « les butins ont été déposés chez Iabanilemasy. Les soldats ne peuvent emporter que des

¹⁰⁵ ARM, D884/1, P.V. n° 203, 204, 206, 207, 208, 210, 211, 212.

¹⁰⁶ *Ibid.*, P.V. n° 112, Botosoa. P.V. n° 111, Laivita.

¹⁰⁷ Communication d'Evariste Marson, de Vohipeno, novembre 2002.

¹⁰⁸ *Ibid.*, P.V. n° 242, Iafa.

¹⁰⁹ Enquête de Rialina Zanabola à Fasintsara, novembre 2001.

objets de peu de valeur » (P.V. 237, Tsimisaraka). Mais il arrive que tout soit distribué sur le champ. Le même Tsimisaraka raconte que, pour la concession Leroux à Ankazotelo « tous les butins ont été distribués entre les pillards ». Du pillage de la concession Lamoulie à Ambodiara, Navana (P.V. 212) a eu comme part « des marmites, des assiettes, du linge ». Mais le pillage peut devenir anarchique, surtout quand il est mené par des étrangers à la région. Pour la concession des Jésuites à Ampasimazava, le jeune Betsimisaraka Nambina précise que « les Antemoro du sud qui nous accompagnaient ont eu la majeure partie des butins » (P.V. 204).

Tout ceci pourrait donner dans l'ensemble l'impression d'une mobilisation résolue et ordonnée. En fait, celle-ci s'est faite dans un climat d'inquiétude qui explique que les dirigeants du MDRM n'ont pas eu beaucoup de mal à s'imposer à une population désorientée. A Vohilava, selon le *mpanjaka* Mboangy¹¹⁰, la première réaction devant la rumeur de *tabataba* (désordres, troubles) a été la peur, qui a poussé la population à prendre la fuite. Plus au nord, à Ampasinambo, André Ratava fait la même expérience, « on apprit que l'armée avait débarqué à Befody. Des bruits circulaient que c'étaient des soldats zoulous qui avaient tué le chef de canton et que tous les commerçants avaient pris la fuite... Toute la population d'Ampasinambo quitta le village, emmenant femmes et enfants dans la forêt »¹¹¹. *Tahiry*, le récit de Louis de Gonzague Randrianarivo évoque une angoisse semblable à Ambohiniaonana. Avant même la nouvelle de la révolte du Faraony et de Namorona arrive celle des arrestations massives de MDRM dans le district. Randrianarivo apprend le 5 avril que son frère Ignace, employé de la coopérative indigène de Marokarima et deux autres ont été emmenés à Mananjary et fusillés en chemin¹¹². Par le dernier numéro du journal *Lumière* qu'il peut lire, il apprend aussi que « certaines manifestations étranges sont survenues dans de nombreuses régions de l'Est ». La rumeur s'installe. « Les bruits ont commencé à se répandre, d'après lesquels les gardes indigènes rôdaient dans le canton, arrêtant des gens par ci par là, considérés comme des chefs du MDRM ou suspectés de l'être. Des étrangers de passage étaient raflés... ». Une nuit, Randrianarivo voit arriver chez lui Razanatsimba qui a réussi à s'échapper après avoir été arrêté à Ankazotelo. Ce dernier l'informe, « la guerre contre les *vazaha* a éclaté dans l'île, c'est le MDRM qui la dirige ». Randrianarivo le cache pendant une semaine chez son ami Augustin, neveu du riche planteur Florent Ranjalahy. Mais son frère Raharitsimba, mari de Suzanne Ramelinoro, a moins de chance. Arrêté avec deux autres à Ambohiniaonana, il est emmené à Vohilava où il sera fusillé. Les jours suivants, Randrianarivo est témoin de la prise en mains d'Ambohiniaonana par Razanatsimba, président du MDRM. « La rumeur a couru que celui qui n'a pas la carte du MDRM est PADESM et mérite d'être supprimé... il n'est donc pas étonnant que les gens soient venus s'inscrire par centaines voire par milliers. Des gens venus d'Ambohimanga, jusqu'à Fasintsara, Vohilava, Ampasimazava... » car la carte du parti « était censée protéger comme le sang d'agneau dont on enduisait la porte jadis ». Ambohiniaonana « réputé pour être un centre dynamique » (*Tahiry*), va alors s'imposer comme nouvelle capitale régionale de l'insurrection, et en novembre 2001 encore un notable local évoquait avec nostalgie le rôle historique de ce qui n'était plus qu'un village pauvre.

Mais presque aussitôt Randrianarivo va être confronté à des assassinats qu'il

¹¹⁰ Enquête à Vohilava, novembre 2001. Le *mpanjaka* Mboangy, né vers 1917, a été soldat insurgé en 1947.

¹¹¹ *Omaly Sy Anio*, n°41-44, 1995-1996, pp.33-46. « Mémoire de M. Ratava André, témoin oculaire des événements à Ampasinambo », (texte en Malgache), p.35.

¹¹² Une page entière de *Tahiry* est consacrée à la recherche des corps, enterrés près de Tsaravary (4 km au s-o de Mananjary). C'est en 1955 seulement que Randrianarivo peut transférer le corps de son frère en Imerina.

réprouve et à des comportements anarchiques qui le font douter des chances de succès du mouvement. Il est horrifié par le meurtre de Florent Ranjalahy, le plus riche planteur du canton, sagayé et laissé agonisant sur les bords de la Maroala. « On lui infligea un traitement d'une barbarie inouïe ». Parce qu'il était Padesm ? Non, il avait pris sa carte du MDRM à la veille des événements. « Ce sont seulement ses Biens qui ont attiré Iabanilemasy », le responsable de ce forfait. Bientôt une nouvelle rumeur circule. Randrianarivo et Augustin voudraient venger Ranjalahy ! Les deux suspects sont traduits devant le nouveau tribunal d'Ambohinihaonana présidé par Razanatsimba. La menace d'une sentence de mort se précise « ceux qui allaient nous tuer nous entouraient déjà, prêts à nous baigner »¹¹³, mais les accusés sont sauvés par une intervention de Suzanne Ramelinoro. Iabanilemasy et son fils Justin Letsara au même moment, sont à l'origine du meurtre de deux colons réunionnais, les frères Grondin, leurs voisins de Bemoka, avec qui pourtant ils avaient conclu un *Fatidra*, une fraternité du sang. Ceux-ci, se croyant protégés, avaient répondu au chef de district qui leur demandait de se replier sur Mananjary qu'« ils étaient plus près des Malgaches dissidents que des Français et des Malgaches collaborateurs »¹¹⁴.

Randrianarivo analyse fort bien le double danger qui menace l'insurrection dès ses débuts. L'incapacité à mettre en place une autorité centrale au niveau de la région d'abord. Il n'y avait « pas beaucoup de relations entre les détenteurs du pouvoir, chacun travaillant pour soi ». Ainsi Lemasy, fils de Iabanilemasy, s'autoproclame général et rassemble sa propre troupe pour partir à l'attaque de Mananjary. « Le bureau d'Ambohinihaonana, réputé dans la région, se considérait comme au-dessus de celui d'Antanimazana-Morafeno ou de ceux de Namorona et de Kianjavato ». Le second danger était celui des comportements destructeurs, « des groupes se formaient en vue de détruire et de piller ». On a d'abord pillé et incendié les domaines des *vazaha*, puis on s'en est pris à leurs collaborateurs, « les commandeurs ont été poursuivis et tués », enfin la lutte a pris un caractère social, « on n'a eu aucune pitié pour ceux qui avaient su travailler et étaient devenus des nantis... c'est à croire que c'est l'ensemble de la population qui avait décidé d'être des destructeurs, osant même tuer. A croire qu'il s'agissait de rejeter les contraintes subies jusque là. C'est l'anarchie qui a régné (*lasa baranahina no nanjaka*) » (*Tahiry*). Exemple donné par Randrianarivo, lors de la concentration des troupes en vue de l'attaque de Vohilava, le contingent d'Ambinany-fitoerana, une quarantaine d'hommes sous un certain Lesetra, arriva à Ambohinihaonana, se dirigea aussitôt sur le bâtiment du canton et le détruisit sous prétexte que « c'était le lieu de gestion de la corvée ». Or le bureau du MDRM voulait le conserver avec tous ses papiers jugés indispensables. Mais tout partit en fumée. Les archives livrent aussi leur contingent de violences absurdes ou anarchiques. Dans le canton voisin de Marofototra, des villageois assassinent un planteur malgache, Mandro Marezafy, parce qu'il avait planté des eucalyptus à l'imitation des *vazaha* ! Le même sort est réservé au colon Grimault qui avait refusé de se replier parce qu'il se croyait protégé par sa famille malgache. Un autre exemple surprenant est celui du chanceux colon mauricien Laroque. Protégé par les chefs insurgés en raison de sa nationalité britannique et des services qu'il leur rendait (dont l'écoute de radio-Tananarive !), il est néanmoins attaqué chez lui à Sakafontsy par un groupe de pillards antemoro et il en tue

¹¹³ « Baigner quelqu'un, à l'époque, c'était l'emmener au bord d'une rivière, c'est là qu'on tue celui que l'on a baigné et on abandonne son corps au fil de l'eau » (*Tahiry*).

¹¹⁴ M. BERNARD, « La rébellion de Madagascar dans le district de Mananjary », dans *La France d'Outre-mer* (J.Claudel, ed.), Paris, Karthala, 2003, pp.417-428.

trois¹¹⁵. Malgré cela il réussit à survivre sur sa concession jusqu'au retour des Français qui, on s'en doute, vont avoir quelques comptes à lui demander.

« Le 17 avril, le président Razanatsimba réunit tous les jeunes gens vigoureux d'Ambohinihaonana, car on allait attaquer et détruire le poste administratif de Vohilava » écrit Randrianarivo. Sur la quinzaine de jours qui précèdent l'attaque des 19 et 20 avril, on a la vision symétrique des notes quotidiennes du gouverneur et chef de poste, Raoul Andriamanamihaja¹¹⁶. Celui-ci, descendu à Mananjary le 29 mars, y est informé des troubles de Moramanga et de Manakara le 30 et remonte à Vohilava. Le 2 avril, le commerçant Pierre Rabarison, un obligé de Rabetsimba, (et père du *mpanjaka* Mboangy) l'informe de l'ouverture d'un bureau du MDRM présidé par lui à Vohilava, preuve qu'aucune conjuration ne s'y préparait. Le soir même, un coup de téléphone du chef de district ordonne l'arrestation de tous les suspects, et Andriamanamihaja y procède sans tarder. Tout le bureau MDRM se retrouve en prison, Rabarison en tête, avec Jérôme, Jean et Emile Ranaivo. Dans les jours qui suivent le gouverneur fait arrêter les suspects des villages comme les délégués cantonaux d'Ambodinonoka et d'Ambohinihaonana¹¹⁷. En tout, du 2 au 8 avril, 15 militants du MDRM sont emprisonnés, même si, à la consternation du gouverneur, Razanatsimba s'échappe, or « ce serait lui le meneur ». Le 9 avril, Bernard vient à Vohilava, y laisse un renfort à la petite garnison qui atteint 14 gardes et ramène les 15 suspects arrêtés à Mananjary, où ils serviront d'otages. Après cette dernière visite du chef de district, les arrestations continuent. Le 11 avril, ce sont 13 Betsileo suspects venus armés d'Imerina-Imady, le 12, six Antandroy. Le 13, une dernière sortie des gardes à Ambohinihaonana ramène Raharitsimba et deux autres MDRM « Ces trois-là sont le gage de la tranquillité de l'ordre » note le gouverneur, mais Rodolphe Ratsimba et Razanatsimba courent toujours. Au total, près de 60 prisonniers sont détenus à Vohilava.

Mais dès le 14 avril, les communications avec Mananjary sont coupées et Andriamanamihaja doit constater que « tout va de mal en pis ». Il harangue la population : si les rebelles attaquent Vohilava, les prisonniers seront fusillés, tout comme les otages de Mananjary. Des nouvelles alarmantes, mais qui se révéleront fausses, tendent brusquement l'atmosphère. Le 15 avril, c'est l'annonce de l'arrivée d'une troupe rebelle sous Razanatsimba, et de celle de soldats de Ravoahangy à Antaretra (à l'ouest de Vohilava), commandés par un chef à cheval, tantôt visible, tantôt non¹¹⁸. Une attente fiévreuse et angoissée commence alors. Du poste, on aperçoit alors la nuit les incendies qui ravagent les concessions européennes et se rapprochent. Le 17, le gouverneur fait placer 54 prisonniers ligotés autour de la résidence. En cas d'attaque, ils seront les premières victimes. C'est « une nuit de cauchemar et d'angoisse ». Le lendemain, un avion lance un ordre de repli sur Mananjary. Mais la retraite est coupée et aucun moyen de transport n'est disponible. La colonne de secours partie de Mananjary est bloquée au passage de la Maha, tenu par les insurgés en force. La résidence et l'église sont pleines des femmes et enfants des fonctionnaires et des gardes. Andriamanamihaja, qui a encore prêché au temple le 6 avril, écrit qu'il doit « sauvegarder ses brebis » et qu'il n'attend « que le secours céleste de Jéhovah ».

¹¹⁵ ANOM, 6 (15) D 24. Documents rebelles. Lettre de Laroque au président de Namorona sur l'agression dont il a été l'objet malgré l'accord passé, 25 avril 1947.

¹¹⁶ ANOM, 17 PF/12.

¹¹⁷ Ce dernier, Tsimiava Isaia, est cité dans *Tahiry* sous le nom de Raisaia.

¹¹⁸ Ce thème du chef qui sait se rendre invisible apparaît à plusieurs reprises dans l'insurrection. Dans son autobiographie (non publiée), Ramidika, l'un des chefs de guerre dont je reparlerai, explique très sérieusement que c'était l'un de ses talents.

Quant aux habitants, ils « se sont enfuis aux champs et ne reviennent que la nuit ». Nuit de veille encore le 18 avril, la femme du gouverneur l'accompagne dans sa ronde des postes de garde, distribuant du café aux défenseurs. L'arrivée des rebelles de l'ouest est annoncée et Laroque fait savoir que l'attaque est imminente. « Les ennemis sont proches, nous les attendons anxieusement » écrit Andriamanamihaja. Le 19, à 9h30, leur première colonne arrive du sud, sur la route. Ce sont les gens d'Ambohinihaonana conduits par Razanatsimba et Rodolphe. Ils sont repoussés sans difficulté. Mais d'autres bandes affluent, par le nord, l'ouest et l'est. A 11h30, un avion survole le poste... Les notes du gouverneur s'arrêtent là.

La suite, nous la connaissons par le récit qu'en fait *Tahiry*, et par le témoignage d'un des rares survivants des assiégés, Louis de Gonzague Rakotovao, instituteur de la mission catholique de Vohilava¹¹⁹, et celui du *mpanjaka* Mboangy en 2001. Après l'échec de la première attaque du matin, une seconde est montée, avec l'aide des gens de Morafeno, sans plus de succès, puis vers 16h30 une troisième, que raconte Randrianarivo. Sa troupe monte à l'assaut au cri de *rano, rano*¹²⁰, suivant la croyance que les balles ennemies deviendraient « eau », et avec le mot de reconnaissance *Zovy* ? *Vorona*, mais aux premiers coups de feu des gardes, la cohue des assaillants fuit en désordre, seuls quelques soldats décidés poursuivent l'attaque. C'est encore un échec. Selon Rakotovao, les défenseurs étaient tous indemnes et leur feu aurait fait une vingtaine de morts chez les *fahavalo*. Ce que contredit Randrianarivo qui assure « nous n'étions qu'à cent mètres des tireurs et pourtant aucune de leurs balles n'a réussi à nous toucher » ce qui suscite son interrogation « est-ce parce que les gardes indigènes étaient paralysés par la peur, ou bien est-ce notre cri de *rano rano* qui était efficace et que les balles se sont vraiment transformées en eau ? Est-ce le *fanafody* (potion magique) qu'on nous a fait boire qui était efficace ? ». Malgré cela, Randrianarivo et les siens se replient jusqu'à un village à 5 km de Vohilava. Le *mpanjaka* Mboangy nous confirme l'absence de pertes, due au fait que selon lui les assaillants étaient protégés par leurs *ody* « *vita* » (talismans). Mais ils se seraient repliés sur les conseils de leur *ombiasy*, « rebroussez chemin, la victoire n'est pas encore pour nous aujourd'hui. Je vais ce soir dormir avec eux [les gardes] et je vais les abrutir... au troisième chant du coq, vous monterez, car j'y serai ». Ce soir-là, Andriamanamihaja met sa menace à exécution. Une dizaine de membres du MDRM, dont Raharitsimba, sont fusillés et jetés dans une fosse commune dont on vous montre aujourd'hui l'emplacement sur une éminence en face de la résidence.

Le lendemain à l'aube, le sergent Rajaona qui commandait les gardes eut l'imprudence de vouloir faire une reconnaissance hors du périmètre défensif. Une pierre lancée par un frondeur Antandroy l'abattit, provoquant un flottement dans la défense. Les insurgés s'élancèrent et submergèrent en quelques minutes les gardes pris de panique, si rapidement que selon le *mpanjaka* Mboangy, il n'y aurait eu que cinq morts chez les assaillants, tous dans la colonne du nord formée essentiellement de Betsileo. Pour le *mpanjaka*, ils n'avaient pas bien observé les *fady* (interdits) qui accompagnaient les rites accordant l'invulnérabilité... Les Antemoro et les gens de Morafeno conduits par Joseph Ralaivao s'étaient particulièrement distingués dans l'assaut. Ce fut alors le massacre dont Randrianarivo, arrivé après la bataille, décrit le

¹¹⁹ ANOM, Aff.Pol. 3276 D3, Rapport de Louis de Gonzague Rakotovao, réfugié à Imito, au chef de district d'Ambositra, 17 mai 1947.

¹²⁰ « De l'eau, de l'eau », voilà ce que deviennent vos balles ! Inconcevable naïveté des Malgaches ? Après tout, un grand journal parisien en août 1914 avait bien prétendu que les balles allemandes traversaient les chairs sans faire de dégâts...

résultat avec une fascination horrifiée, évoquant des hommes « découpés au couteau, sagayés, le crâne fracassé, éventrés, aux cuisses coupées... certains ont même été coupés en morceaux, on ne les reconnaissait plus comme êtres humains... Des blessés, des prisonniers, il n'y en avait pas, tous étaient morts ». Le refus du tombeau aux vaincus s'exprima à Vohilava sous la forme d'une interdiction d'enterrer les morts, « ce sont donc les sangliers et les chiens qui s'en chargèrent » (*Tahiry*). En fait les cadavres mutilés furent enterrés au bout de quelques jours par les habitants du village.

Au total, le massacre de Vohilava aurait fait plus de 30 morts. Aux 14 gardes indigènes, il faut ajouter tous les fonctionnaires du poste, le gouverneur Andriamanamihaja en tête, son adjoint, le sous-gouverneur et chef de canton Ernest Ollier (métis), et les chefs de canton d'Ambohinihaonana et d'Ambodinonoka, réfugiés à Vohilava. Comme au même moment le chef de canton de Marofototra, Solofoson Philippe, fut également tué (il se serait suicidé au moment d'être pris), on notera que tous les cadres de l'administration subalterne du gouvernement ont péri alors. Il faut y ajouter les fonctionnaires des services techniques et sociaux : le receveur des PTT, l'instituteur officiel, le médecin de l'A.M.I. (Assistance médicale Indigène), Stanislas Ramarijaona, et les deux infirmiers du poste. Périrent également d'autres Malgaches comme le délégué cantonal et commerçant Rakoto Florent et l'évangéliste protestant Rakotonoely. Les deux seules victimes européennes étaient une pauvre veuve, M^{me} Heymann, employée comme maîtresse de couture par la mission catholique et, fait exceptionnel, sa fille âgée de huit ans. Tout cela était-il le résultat d'un coup de folie meurtrière des assaillants ? C'est ce que suggère Randrianarivo quand il affirme que même des prisonniers du gouverneur furent massacrés, ce qui semble avoir été le cas du planteur Radany, un beau-frère des Ratsimba. Le *mpanjaka* Mboangy, qui a une vision beaucoup plus proche de celle des villageois (il avait 30 ans à l'époque), avance diverses explications qui se ramènent à une seule, la haine de la présence et du pouvoir étrangers. Les insurgés, selon lui, tuèrent tous ceux qui étaient vêtus comme des *vazaha*, ce qui était le cas des fonctionnaires et des notables assassinés. Mais il fait état aussi de la rancœur des populations contre les gardes, étrangers au pays, dont 9 sur 14, selon Louis de Gonzague Rakotovao, venaient d'être affectés à Vohilava. Les insurgés leur avaient demandé « donnez-nous les armes pour nous défendre contre les colonisateurs à Mananjary », mais ils avaient essuyé un refus¹²¹, car « les gardes pensaient qu'ils faisaient partie des colonisateurs » (Mboangy). Suivant un autre témoignage, le docteur Ramarijaona s'était vu proposer par les chefs adverses de se rallier à eux pour soigner leurs blessés, mais il avait refusé. Enfin et surtout, Mboangy insiste sur l'exaspération provoquée par les exécutions de prisonniers, dont le propre frère de Razanatsimba, par le gouverneur, la veille de l'assaut. La violence n'a donc fait que répondre à la violence. Si les familles furent épargnées, leur sort ne fut pas enviable. Femmes et enfants de fonctionnaires et de gardes, dépouillés de leurs vêtements et à peine nourris, furent parqués sous bonne garde à Ambodivandrika (10 km à l'ouest de Vohilava). Quand elle fut libérée, ainsi que ses enfants, fin septembre 1947, lors de la reprise de Vohilava par les Français, la sage-femme, épouse de l'infirmier principal assassiné, était atteinte de troubles mentaux. La femme du gouverneur Andriamanamihaja, elle, était morte d'épuisement.

Le récit de ces meurtres, colporté à Mananjary par deux Comoriens qui avaient réussi à prendre la fuite et racontèrent que les défenseurs du poste « avaient été atrocement torturés avant d'être mis à mort »¹²², y aggrava encore l'hystérie de la

¹²¹ A Fort Carnot (Ikongo aujourd'hui), les gardes remirent leurs armes et eurent la vie sauve.

¹²² ANOM, Fonds du Contrôle, 768, Mission Dimpault, rapport n°14, Affaire de Mananjary.

société européenne. La vision d'horreur est reprise à son compte par le Gouverneur Général de Coppet dans son rapport du 10 mai quand il écrit qu'« il apparaît de plus en plus, bien que les détails m'en parviennent très lentement, que pas un assassinat n'ait été commis qu'il n'ait été entouré d'un raffinement de cruauté dépassant l'imagination »¹²³. Et pourtant il faut relativiser les faits. Car de l'avis du chef de district reprenant l'enquête à froid en 1950, il n'y eut qu'exceptionnellement des cas de tortures de la part des révoltés : « Le plus souvent, les assassinats ont été commis à coups d'*antsy* et de sagaie, et ce n'est qu'après qu'ils se sont acharnés sur leurs victimes, chaque rebelle frappant à son tour le corps. C'est ce qui résulte en général des dossiers de Justice »¹²⁴. Ce que l'administrateur aurait pu ajouter, c'est que les multiples coups de sagaie n'exprimaient pas un naturel cruel, mais un rite de partage de la responsabilité du meurtre visant à écarter la menace d'un *Tsiny* (châtiment par la providence divine) trop lourd à porter pour un meurtrier individuel.

C'est donc sur une base fantasmée que le Gouverneur Général répétait sur les insurgés un lot de stéréotypes qu'on aurait pu croire dépassés en 1947 : « Il est bien vrai que les Tanala, les Antemoro comptent ... parmi les races les plus arriérées du pays. Dans leur grosse majorité, elles sont encore sous l'influence des sorciers, des fétichistes. L'enseignement ni l'évangélisation ne les ont guère pénétrées et le respect de la vie humaine est chez elles un sentiment à peu près inconnu »¹²⁵. Un jugement qui fera sourire le spécialiste qui connaît le rôle des Antemoro et des Tanala dans la formation d'une culture politique malgache, depuis les Zafiraminia du XIV^{ème} siècle, et les lignages Zafirambo tanala, jusqu'aux *ombiasy* antemoro détenteurs des *Sorabe* (manuscripts arabico-malgaches), dont un groupe fut appelé par le roi de l'Imerina au début du XIX^{ème} siècle pour faire l'éducation du prince héritier, le futur Radama Ier. Mais suivant la logique coloniale, dans laquelle l'administration se voyait comme le vecteur du progrès et de la modernité, Antemoro et Tanala démontraient leur arriération par le fait même qu'ils se révoltaient, et leur révolte redonnait vigueur aux stéréotypes traditionnels. Fermé à l'idée que ces peuples pouvaient avoir une histoire, De Coppet, prisonnier de la vision fixiste qui est la véritable idéologie de l'apogée colonial, l'était également à leur évolution consécutive à un demi-siècle de colonisation et de « mission civilisatrice ». Or là encore les faits lui donnaient tort¹²⁶. Sur les 126 procès-verbaux d'interrogatoire du district pour lesquels nous avons le renseignement, on compte certes 77 illettrés, mais aussi 49 insurgés lettrés en Malgache au moins qui signent leurs déclarations. Et sur les 103 P.V. qui posent la question de la religion, on dénombre 53 chrétiens (31 catholiques, 22 protestants) et un musulman, le « sorcier » Antemoro Lamosina (P.V. 158) dont la principale activité était l'organisation de prières le vendredi, ce qui suggère une fonction d'aumônier militaire plutôt qu'une véritable pratique de sorcellerie. A moins de reprendre le point de vue insolent du GG Augagneur, qui avait fait rayer le délit de sorcellerie du code de l'indigénat de 1908 en arguant du fait que l'on autorisait bien les représentants de religions étrangères à se livrer à des pratiques analogues. Quant aux 49 autres insurgés ni chrétiens ni musulmans, ils étaient déclarés « sans religion », ce qui est quelque peu humoristique quand on sait combien les sociétés malgaches baignent dans le religieux. Mais la référence aux « instincts primitifs »¹²⁷ permettait de faire, au moins momentanément,

¹²³ ANOM, Aff.Pol. 3258, Rapport du GG au Ministre, 10 mai 1947.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ ANOM, Aff.Pol. 3276 D3. Enquête sur les atrocités rebelles. Rapport du chef de district de Mananjary au chef de province de Fianarantsoa, 22 mars 1950.

¹²⁶ Cf première partie, *Tsingy* n°12, 2010, pp.10-36, plus particulièrement pp.20-22 et p.36.

¹²⁷ De Coppet, rapport cité, 10 mai 1947.

bon marché des raisons du ressentiment paysan que j'ai analysées dans les deux parties précédentes¹²⁸. Que l'évangélisation n'ait en rien freiné la révolte, bien au contraire même, avait certainement quelque chose à voir avec les modalités d'implantation et d'activité des missionnaires-colons, beaucoup plus colons que missionnaires, la région d'Ampasimazava-Vohilava étant l'une des plus travaillées par les catholiques dans les régions côtières. Et il faut rappeler que, en pays antemoro et betsimisaraka, la fonction de porte-parole du nationalisme malgache et de guides des insurgés assumée par de nombreux pasteurs protestants est un fait bien connu.

Il convient de souligner ici l'absence de toute dimension ethnique dans ce drame, contrairement à ce qui fut prétendu à l'époque. L'affaire pouvait même apparaître comme un règlement de comptes entre *andriana* Merina, les Ratsimba contre Andiamanamihaja. Ce dernier, par ses arrestations massives, avait fort imprudemment favorisé une mobilisation des insurgés ayant pour objectif de libérer les prisonniers de Vohilava. Dans chaque camp, on trouvait aussi bien des Merina que des côtiers. Les chefs politiques de la révolte certes, mais aussi la plupart des fonctionnaires massacrés venaient de l'Imerina. Tout ceci cadrerait mal avec la thèse officielle du « complot merina » visant à chasser les Français pour faire repasser les côtiers sous leur joug. Mais tout comme on passa sous silence le crime de guerre commis par le gouverneur à la veille de l'assaut, on occulta les réalités gênantes en lançant le mythe des « Héros de Vohilava » qui fut l'objet d'une surprenante utilisation politique.

Auparavant, je voudrais souligner les importantes conséquences de la prise de Vohilava. L'initiative de l'opération était due aux gens d'Ambohinihaonana : ce centre va ravir à Namorona la fonction de capitale régionale de l'insurrection. C'est de là que partent, au même moment, les émissaires qui vont faire entrer les Tanala du nord dans la révolte. Dans la nouvelle organisation que les insurgés vont mettre en place à partir de mai, Ambohinihaonana sera désigné comme le « poste n°1 » d'un territoire comptant 17 postes et allant de Nosy-Varika (poste n°13) au nord à Namorona (poste n°14) au sud, et jusqu'à la falaise orientale vers l'intérieur. Mais, seconde conséquence contradictoire avec la précédente, l'événement allait engendrer une autonomisation rapide des chefs de guerre, tous côtiers, par rapport aux chefs politiques du MDRM. Ceci parce que, point sur lequel insiste le *mpanjaka* Mboangy, ils détenaient maintenant un atout décisif, les fusils, l'attribut traditionnel du chef, source de prestige plus encore que de puissance. Les 14 mousquetons et les munitions pris aux gardes furent partagés entre les chefs militaires des trois colonnes qui avaient mené le dernier assaut. Tavy et Pelika, encore sous les ordres des Ratsimba à Vohilava, auraient reçu six armes, les autres seraient allées à Etienne, chef de la colonne d'Ambodinato, et aux chefs des troupes de Morafeno¹²⁹. A partir de là, déclare Rodolphe Ratsimba « les soldats ont déclaré vouloir se séparer du pouvoir civil... Depuis, les projets d'attaque n'étaient même plus portés à notre connaissance car, disaient-ils, c'est le secret de l'armée »¹³⁰. Contrairement à celle de Vohilava, l'attaque de Mananjary ne va pas être conduite par les chefs civils, mais par les nouveaux chefs de guerre, qui seront incapables de coordonner leurs efforts, ce qui sera une des causes majeures de l'échec.

Cependant, l'évolution vers une fragmentation de l'espace insurgé va être différée par la dernière grande conséquence de Vohilava. Mboangy l'évoque en ces termes : « Quand la lutte fut achevée, ceux que l'on considérait comme les Grands ont

¹²⁸ Voir *Tsingy* n°12 et n°13. *op. cit.*

¹²⁹ ARM, D 884/1, P.V. n° 62, 1er décembre 1948, renseignements sur le massacre des gardes de Vohilava, fournis par Rakoto Paul, président de Manakana, et Monja, lieutenant rebelle, détenus à Ifanadiana.

¹³⁰ ANOM, Aff. Pol.3263 D2, réclamation Ralantoaritsimba. Déclaration de Rodolphe Ratsimba, 4 octobre 1948.

dit : les armes sont maintenant entre nos mains. Nous allons descendre à Mananjary. C'est là que se trouvent nos vrais ennemis. Car ici, nous n'étions qu'entre nous autres, Malgaches ». Selon Mboangy, les gens de Vohilava, contrairement aux guerriers venus de la brousse, étaient conscients de cette dimension navrante de guerre civile de la révolte. Son collègue Tsarasoja, mpanjaka d'Ambodiara en 2001, appuie ce point de vue en imputant la responsabilité du massacre aux Antemoro de Namorona et en indiquant que la population de Vohilava, qui avait pris la fuite, n'y avait eu aucune part, point qui avait effectivement été établi dès septembre 1947¹³¹.

L'érection de Vohilava en mythe colonial ne se fit pas d'emblée. Dans son rapport du 2 mai de Coppet évoque le drame encore sobrement en informant le ministre que, attaqués par 400 rebelles environ, « le chef de poste, un gouverneur hova, et le détachement de la garde indigène (14 hommes) se sont héroïquement défendus pendant 36 heures et ont été finalement tous tués ». Dans son rapport suivant, il revient sur l'événement pour illustrer la thèse du complot hova qui a manipulé les primitifs côtiers. L'affaire, vue de France, va prendre une nouvelle dimension politique quand le 15 juillet 1947, le Ministre Moutet écrit au GG que « le récit de la fin héroïque des défenseurs de Vohilava m'a particulièrement ému. Le sacrifice du gouverneur Andriamanamihaja et de tous ses camarades de combat constitue en lui-même non seulement un acte d'une haute portée morale, mais encore une preuve de la profondeur et de la vitalité de l'amour que la France a su inspirer à tant d'enfants de la Grande Île »¹³². Andriamanamihaja est aussitôt proposé pour la légion d'honneur et le 1^{er} septembre il fait l'objet d'une citation à l'ordre de la nation signée par le Président du Conseil Ramadier, distinction qui sera accordée plus tard au Dr Ramarijaona et au délégué cantonal Rakoto Florent. Le 19 octobre, une cérémonie de soumission combinée avec un hommage aux morts d'avril est organisée à Vohilava, avec salut aux couleurs, prise d'armes et *Kabary* du chef de district. L'assistance à genoux observe une minute de silence, puis on procède à l'exhumation des restes du gouverneur (identifié par son trousseau de clefs), du Dr Ramarijaona et de l'instituteur Rajoelina. Le 16 novembre, à l'occasion du transfert de la dépouille du gouverneur et de sa femme vers Fianarantsoa, une chapelle ardente fut installée sur la terrasse de la résidence de Mananjary, et ce fut l'occasion pour le chef de district de constater une fois de plus que chez les Européens « les mauvaises tendances ne se redress[ai]ent pas ». Car si la population malgache défila en nombre devant le cercueil, les *vazaha* ne se dérangèrent pas. « Indifférence, veulerie, paresse ou simple attitude de principe, c'est plus qu'une muflerie, une faute qui peut être irréparable »¹³³. Les autorités, elles, firent ce qu'il fallait pour que la geste du gouverneur Andriamanamihaja donne matière, pour les Malgaches, à une grande leçon de patriotisme français. Le 8 janvier 1948, le nouveau ministre de la FOM, Coste-Floret suggérait d'organiser dans toutes les écoles des l'île « une petite causerie sur les conditions dans lesquelles Andriamanamihaja a trouvé héroïquement la mort pour la France »¹³⁴. La sollicitude du pouvoir s'étendit aux familles de ceux que l'on n'appelait plus que les « Héros de Vohilava »¹³⁵. La veuve du Dr Ramarijaona ayant raconté dans l'hebdomadaire protestant *Réforme*, la fin héroïque et les dernières paroles de son mari -« soyez assurés que vous ne serez pas orphelins et

¹³¹ ANOM, 17 PF/12, rapport du chef de district sur la reprise de Vohilava, 29 septembre 1947.

¹³² ANOM, Aff.Pol. 3264 D1.

¹³³ ANOM, 17 PF/16, le chef de district au chef de province, 23 novembre 1947. Rapportant les faits au Ministre, le GG commenta cette attitude comme « une inconvenance et une maladresse. Les Malgaches n'oublient pas ces choses-là ».

¹³⁴ ANOM, Aff.Pol. 3264 D1, TLO du ministre, 8janvier 1948.

¹³⁵ ANOM, Aff.Pol. 3276 D3. C'est avec ce qualificatif qu'ils apparaissent désormais sur les listes de victimes.

que la France veillera à vos besoins »-, le GG exposa ce qui avait été fait pour la prise en charge des neuf enfants du docteur et de leurs études¹³⁶, comme pour les enfants du sergent Rajaona, adoptés par la nation et boursiers de la colonie.

Les funérailles définitives du gouverneur Andriamanamihaja et de son épouse n'eurent lieu finalement qu'en février 1949, organisées comme une grande manifestation à la fois de clôture de la rébellion et de réconciliation franco-merina. Sur tout le trajet entre Fianarantsoa, lieu d'une inhumation provisoire, et Tananarive, le convoi funèbre s'arrêta dans les principales agglomérations pour donner lieu à des manifestations de loyalisme, comme à Ambositra¹³⁷. Les cercueils, enveloppés du drapeau tricolore, furent déposés dans la *tranompokonolona* du grand marché au centre de Tananarive transformée en chapelle ardente, dans laquelle la population défila pendant toute la journée du 25 février, 20 à 25 000 personnes suivant le Gouverneur Général. Le lendemain, le service religieux fut organisé au temple d'Ambositantely dans la Haute ville. C'était la paroisse d'Andriamanamihaja certes, mais surtout, depuis la fin du XIX^{ème} siècle, la citadelle du nationalisme malgache qu'incarnait son titulaire depuis 1908, le Pasteur Ravelojaona, qui accepta cependant de présider le culte. Le GG de Chevigné voyait là « le premier symptôme d'un changement d'orientation dans les milieux considérés depuis la dissolution du MDRM comme les dépositaires du nationalisme malgache. Le fait est là : devant les autorités françaises et les représentants de l'élite merina, le chef incontestable ou au moins l'inspirateur des tendances nationalistes actuelles de Madagascar a fait l'éloge d'un gouverneur indigène mort pour la France »¹³⁸. Sur cette base, de Chevigné, défendant sa politique, s'en prenait vivement à ceux qui « écrivent à Paris que *le climat moral à Tananarive est odieux* [et qui] trompent sciemment leurs lecteurs »¹³⁹. Enfin Andriamanamihaja servit une dernière fois la mise en scène du pouvoir à l'occasion de son inhumation définitive dans le tombeau familial à Mantasoa, à l'est de Tananarive. Là, le chef de province, l'administrateur Levallois, délivra un morceau d'éloquence hagiographique coloniale qui mérite d'être largement cité. Après l'exorde lyrique,

« Ce sera l'éternel honneur de Madagascar qu'il se soit trouvé quelques-uns de ses fils pour avoir dit non à cette criminelle insurrection où ce pays a failli perdre son âme... Cette marée de ténèbres qui a déferlé sur le pays en 1947 a fait briller au firmament spirituel de Madagascar quelques étoiles qui ne s'éteindront pas... »

vint l'évocation épique qui en prenait à son aise avec l'histoire :

« Pendant des jours et des nuits, les assauts sont repoussés, mais chaque fois, grossis d'incessants renforts, ils déferlent de nouveau, poussés par un flot de plus en plus furieux. Le 20 avril, les flots envahissent le poste qui n'a pu être secouru. Les uns après les autres les défenseurs tombent au pied de leur chef. Aucun espoir ne reste de sauver le poste. Andriamanamihaja, qui n'est pas un soldat, qui, ayant fait des miracles de courage aurait pu légitimement rompre le combat, ne recule pas d'un pas. Il sait qu'il périra, il attend la mort et la reçoit, ou plutôt il donne sa vie en toute conscience, en toute connaissance ».

D'où, effet d'une rhétorique implacable, la question posée à l'auditoire :

« Messieurs, je vous le demande, Andriamanamihaja aurait-il donné sa vie comme il l'a fait s'il n'avait pas cru que l'avenir de son pays était indissolublement lié à celui de la France ? »

¹³⁶ ANOM, Aff.Pol. 3264 D1. Le GG au Ministre, 6 décembre 1948.

¹³⁷ Cf photo ci-dessous : Février 1949, Manifestation de loyalisme à Ambositra. Source : ANOM, 2 PF/11.

¹³⁸ ANOM, Aff.Pol. 3264 D1, Le GG au Ministre, 5 mars 1949. Le pasteur Ravelojaona était la grande figure du PDM (Parti démocratique de Madagascar, rival et successeur du MDRM).

¹³⁹ Attaque contre l'ancien Secrétaire Général de Madagascar Robert Boudry, limogé en octobre 1946, pour son article « J'ai témoigné au procès de Madagascar », dans *Esprit*, janvier 1949.



**Passage à Ambositra du convoi funèbre du Gouverneur Andriamanamihaja
(Source : ANOM, 2 PF/11)**

Non, évidemment. Et dans une nouvelle envolée lyrique digne du meilleur Albert Sarraut, Levallois révélait la cause de cet attachement : C'était la civilisation française, que la France généreuse acceptait de partager. La conclusion, pour être de l'ordre du non-dit, n'en était pas moins claire. Les Merina devaient accepter d'être ce qu'ils avaient en fait toujours été, les collaborateurs zélés des Français dans le combat de la civilisation contre la barbarie, en l'occurrence côtière. La fameuse politique des races pouvait ainsi connaître de subtiles inflexions, dans le cadre d'une relation franco-merina dominée par un syndrome amour-haine persistant : Dans un article non signé, Levallois reprenait au même moment la thèse d'une insurrection due à la rancœur des féodaux merina contre la liberté et l'égalité apportées par les Français aux Côtiers¹⁴⁰.

A Vohilava, la catharsis par la commémoration fut menée avec persévérance après 1949. Le 24 avril 1949, à l'occasion d'une nouvelle cérémonie aux morts, il est décidé que le premier dimanche suivant chaque 20 avril serait journée du souvenir et qu'une stèle commémorative serait érigée par souscription publique. En 1950, le nouveau Gouverneur Général Bargues vint en personne l'inaugurer, et après quelques flots supplémentaires de lyrisme colonial conclut son *kabary* à la population de la façon qu'on pouvait attendre : « Vous qui fûtes les acteurs ou les témoins de ce drame tragique qui finit en sublime épopée, sachez en tirer la leçon ».

III) TRAGÉDIE Á MANANJARY

L'entrée dans l'insurrection

Dans le gouvernement de Mananjary (cantons de Mananjary, Marokarima, Morafeno, Marosangy et Marofototra), le ralliement à la révolte va prendre un caractère encore différent des cas précédents. Ici, pas d'autorité centrale comme à Namorona, ni de collectif de militants merina comme à Ambohiniaonana pour lancer le mot d'ordre

¹⁴⁰ « L'insurrection malgache », *Bulletin des missions de l'abbaye de Saint-André-lez- Bruges*, 1950.

de soulèvement. La répression a précédé l'insurrection et l'a stimulée, contrairement aux affirmations du pouvoir : Les arrestations préventives massives menées non seulement en ville, mais aussi dans les chefs-lieux de canton décapitent le MDRM. Ce sont donc des chefs locaux que rien n'avait signalé précédemment à l'attention du pouvoir qui vont prendre la tête du mouvement, soit à la suite d'un mot d'ordre venu du sud, soit spontanément pour réagir contre la rafle des militants MDRM. La mobilisation des forces disponibles pour un assaut sur Mananjary visant à libérer les prisonniers politiques considérés comme des *rayamandreny* va permettre à deux hommes, Joseph Ralaivao et Razafy, d'émerger l'un comme chef politique¹⁴¹, l'autre comme chef de guerre régional. Le premier était un Betsileo venu de la région de Fandriana, établi comme planteur près de Morafeno. S'il réussit à s'imposer comme « Président général » dans le gouvernement, il ne put cependant jamais créer une organisation qui aurait intégré les chefs de guerre locaux. Malgré ses trois procès qui lui valurent le record de trois condamnations à mort, il reste mal connu car, on l'a vu, les archives de la cour criminelle de Mananjary sont restées introuvables à ce jour. Sur Razafy, on en sait encore moins. Nommé général par Ralaivao, paraît-il pour avoir coulé le bac de la Maha, promu commandant en chef de l'armée malgache devant Mananjary, il devait être assassiné dès le 22 juillet 1947 à l'instigation de Ralaivao et remplacé par Tavy. D'où les réponses que les insurgés arrêtés font sur les origines de leur révolte. Un seul se réfère à « l'appel de Ravoahangy »¹⁴². Les originaires des villages au sud de la Mananjary font surtout état de l'action de Beloha et de ses lieutenants. Tel Begisy, Antambahoaka de 52 ans, d'Ambalaromba, recruté comme ravitailleur du camp de Vohitserana commandé par Tsirivelo (P.V. 102), ou Mananasy, Tanala de 38 ans, ancien du SMOTIG en 1930-32, enrôlé au camp de Beloha à Ambodimanga (P.V. 143). Les insurgés des villages au nord du fleuve, eux, citent Ralaivao et Razafy : « Ce sont le général Razafy et le président général Ralaivao qui m'ont recruté afin de faire la guerre aux Français » (P.V. 170, Dongy, Betsimisarakana, 36 ans, autre ancien du SMOTIG). Mais le plus souvent ce sont les lieutenants de ces chefs qui rassemblent les hommes. Iboba (P.V. 106), Tanala de 35 ans, ouvrier agricole au service des Pères à Ambaladara, ne cite que son chef direct, Tsaramanana, inconnu par ailleurs, sous les ordres duquel il a pillé et incendié la concession de ses employeurs. De nombreux exemples du même genre montrent que les paysans se sont révoltés et ont combattu sur place, sans beaucoup s'écarter de leur village. Les témoignages sont précis et concordants sur les conditions de déclenchement du soulèvement. Ce sont les mêmes qu'à Ambohiniaonana : « Le commandant Rakotomanga nous a dit : je viens de Bevariana où j'ai eu une entrevue avec les généraux Ralaivao et Razafy. L'ordre est donné de déclarer la guerre aux Français et aux Padesm. Ceux qui refuseraient d'y participer seront décapités sans jugement » (P.V. 111, Laivita, Tanala, 35 ans). Plus précis, le témoignage de J-B Rakotondravola, 31 ans, Betsileo employé de la Compagnie Lyonnaise à Ambalakondro : le 14 avril, il apprend que la rébellion allait éclater dans le district, « Rakotomanga, premier instigateur de la révolte, a réuni le fokonolona d'Andranomavo et tous les chefs du parti MDRM... [il] a donné l'ordre que, dès aujourd'hui, il fallait tuer tous les Français

¹⁴¹ ARM, D 881/1, Documents saisis sur les insurgés. Lettre de Joseph Ralaivao, du 14 mai 1947 « à mes frères de ma patrie d'origine » [Fandriana] : « En raison de l'arrestation de tous les *rayamandreny* du MDRM à Mananjary, je me suis dévoué pour notre patrie, Madagascar, terre sacrée... »

¹⁴² ARM, D 880, P.V. n° 193, Hida, Antemoro de 60 ans. Pour les cinq cantons du gouvernement, 64 P.V. d'interrogatoire ont été trouvés aux ARM, sous les cotes D 880 et D884/1, Mananjary. Ils se répartissent très inégalement suivant les cantons : 24 pour Mananjary, 19 pour Marosangy, 17 pour Marokarima, 3 pour Morafeno et un seul pour Marofototra.

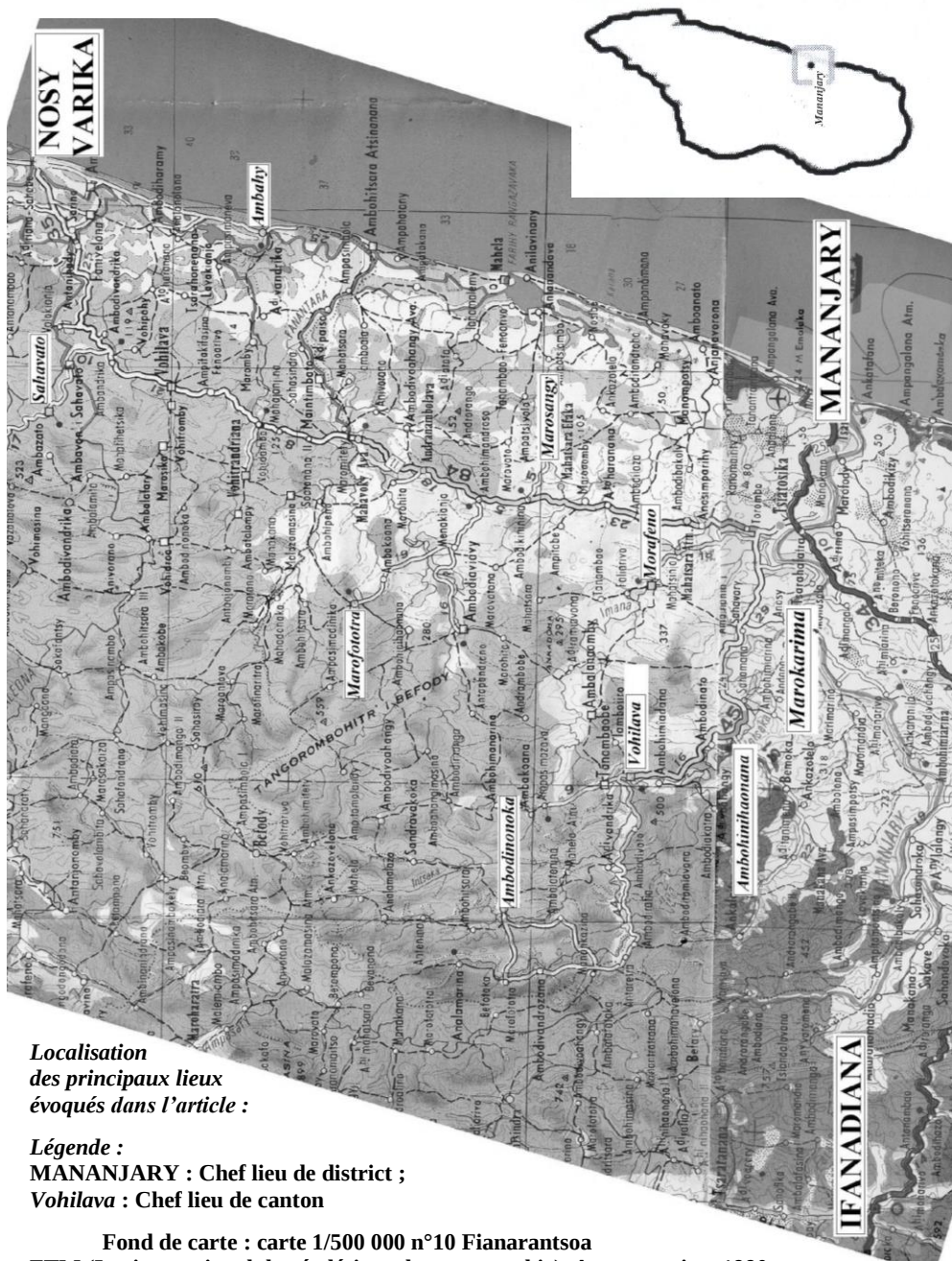
et pro-Français. Ce même jour, les chefs rebelles ont rassemblé les soldats et ont commencé à piller et à incendier les concessions des Européens et Padesm ». Rakotondravola est alors nommé « lieutenant-secrétaire » car « j'étais lettré, j'ai fait de la propagande pour le MDRM et j'ai incité les hommes valides à rallier les camps rebelles » (P.V. 167). Andranomavo apparaît bien comme un village-foyer de l'insurrection dans le canton de Marokarima, ce qui n'a rien de surprenant¹⁴³. Un camp de *miaramila* s'y installe, sous le commandement du commandant Rakotomanga et du capitaine Sampy, originaire du lieu, auquel déclarent avoir appartenu, outre Rakotondravola, le Tanala Laivita, 45 ans, (P.V. 111), l'Antambahoaka Indefona, 55 ans, (P.V. 113), le Betsileo Lehova, 35 ans, chef de quartier, (P.V. 117), le *mpanjaka* antemoro Marijaona, 60 ans (P.V. 144)... Remarquons des conditions qui sans doute ont favorisé l'adhésion au message nationaliste et à la révolte : l'extrême diversité ethnique, favorable à une prise de conscience nationale, de ce recrutement local, et le fait que là aussi il a porté sur des hommes dans la force de l'âge qui ont eu le temps de se faire une opinion sur le régime colonial. Sur les 21 insurgés des cantons de Marokarima et Morafeno dont nous avons l'âge, deux seulement ont moins de 30 ans en 1947 (P.V. 112 et 236, gens nés vers 1923) ; même situation dans le canton de Marosangy, avec trois insurgés de moins de 30 ans sur 19 P.V., dont un Antemoro de 22 ans, *ampanompo* (adulte jeune, serviteur des guerriers), cuisinier au camp.

Un autre point se dégage, il y a bien eu une dynamique proprement côtière de l'insurrection. Pour les trois cantons précités, un seul chef merina apparaît, Raphaël Rabesoa, président du MDRM d'Ambodidara, auquel six insurgés se réfèrent, comme Botosoa, Tanala de 25 ans : « Le président Rabesoa m'a fourni une sagaie et un *antsy* dans le but de déclarer la guerre aux Français » (P.V. 112)¹⁴⁴. Mais le camp d'Ambodidara est sous les ordres du *mpanjaka* local, Sola. Dans la plupart des cas, des chefs régionaux aux villages, on relève des chaînes de commandement entièrement côtières, d'ethnies variées, comme dans le cas de Beloha à Tsirivelo (Antemoro), de celui-ci à Begisy (Antambahoaka), lui-même président à Ambalaromba d'un bureau de 12 côtiers. Velontsara Joseph, Tanala de Sahavary, ancien militaire en France (1939-1941), est nommé par Razafy capitaine du camp d'Ambinany-Sahavary sur la demande des présidents tanala Lambo, d'Ambohimanarivo, et Marombo, d'Ambaladara (P.V. 147). En fait la menace de mort qui accompagnait l'ordre de mobilisation était à comparer aux sanctions contre les déserteurs en Europe à l'époque et elle est restée théorique car tous les insurgés interrogés avouent s'être exécutés sans rechigner. Lekisandy, Tanala de 37 ans, ex-soldat au 1^{er} RMM à Tananarive (1935-1938), lieutenant rebelle, explique « J'étais partisan de gagner notre indépendance, et dès le premier jour de la rébellion je me suis montré très actif et bon militaire, c'est pourquoi j'ai été nommé à ce grade » (P.V. 149). Contrairement à la plupart, il a beaucoup bougé et disposé d'une certaine autonomie. Quand il a pillé la concession Tourris, il a gardé le butin et l'a partagé avec ses compagnons. Il a participé à l'attaque de Vohilava, révélant qu'il a tué le postier, « pour le tuer je lui ai percé la poitrine de coups de sagaie », il sera, à l'attaque de Mananjary le 8 mai, parmi les incendiaires de la caserne de la garde indigène et de l'école régionale. Différent, mais aussi exemplaire, est le cas d'André dit Iaban'i katiso, d'Andovosira, quartier de Mananjary. Emmené par les insurgés après l'attaque du 8 mai, il comparait devant Razafy : « Allez-vous vous rallier à notre mouvement ? ». Réponse : « Craignant la mort, j'ai accepté ». Mais il ajoute aussitôt « je reconnais avoir participé de bon cœur à la rébellion et j'ai tout fait

¹⁴³ Sur Andranomavo, voir Ière partie, *Tsingy* n° 12, 2010, p. 34.

¹⁴⁴ ARM, D 880 : P.V. 105 (Lahy), P.V. 144 (Marijaona), P.V. 149 (Lekisandy), P.V. 193 (Hida), P.V. 220 (Lezo)

pour sa réussite afin d’avoir notre indépendance » (P.V. 214). Cette contrainte acceptée paraît de fait avoir été l’attitude la plus répandue¹⁴⁵.



¹⁴⁵ Cas analogue : Manantsara (P.V. 107), ex-militaire à Tananarive (1920-1923), lettré, catholique, n’était pas au MDRM avant la prise de Morafeno par les insurgés le 15 avril. Il comparaît devant Ralaivao et sauve sa vie en payant un bœuf et en s’engageant. Il deviendra conseiller au BMTT d’Antanimazana.

La plupart des insurgés n'ont pas un palmarès aussi chargé que Lekisandy, et se contentent, dans la seconde quinzaine d'avril, de saboter les routes, les ponts et le télégraphe, de piller et incendier les concessions voisines, et de participer aux quelques meurtres locaux, en nombre finalement limité. Sur le Fanantara, le camp de travail pénal de Mahavoky, désigné comme « les rizières du *fanjakana* » est pillé en priorité (P.V. 196, Velontsara, Betsimisarakana, 50 ans). L'autre Velontsara déjà cité (P.V. 147) énumère cinq pillages et incendies de concessions européennes proches de son village de Sahavary, dont le butin est remis aux présidents MDRM. Leharo (P.V. 141) et Marijaona (P.V. 144) rapportent le meurtre des deux seuls Européens tués, sur l'ordre de Razafy, dans les cantons de Marokarima et Morafeno, les Réunionnais Rosa Payet et son fils Onésime, qui avaient refusé de se replier sur Mananjary ; et aussi celui de deux Malgaches pro-Français, le planteur PADESM Rasalama et le délégué cantonal de Marokarima Philippe Rabia, tué le 16 avril. Au total, il n'y aura dans ce canton que six Malgaches victimes des insurgés, celui de Morafeno étant plus éprouvé avec une vingtaine de morts¹⁴⁶. La révolte y débute le 16 avril par l'assassinat du chef de canton Manantsara Michel, de l'adjudant en retraite et surveillant de chantier routier (c'est-à-dire, jusqu'en 1946, du travail des prestataires) Botopelaka (leurs têtes seront exposées à Antenimazana, QG de Ralaivao), de l'instituteur officiel Rakotobe, et de deux pro-Français notoires, l'instituteur retraité Jean Marcel et le planteur Botomana.

Proche de Mananjary, un autre foyer de révolte devait se révéler particulièrement tenace, celui du canton de Marosangy entre les vallées de l'Iefaka et du Fanantara. Ici aussi, les Merina ne jouent aucun rôle. Mais les chefs du mouvement ne sont pas non plus des paysans qui émergent par l'effet d'un spontanéisme révolutionnaire. Originaires ou non de la région, ils sont passés par la ville et le militantisme au MDRM. Le plus important, qui allait donner du fil à retordre aux Français était un Antesaka de 45 ans, Ngasay. Venu de Farafangana, il avait été postier à Mananjary. Mais, révoqué et condamné pour vol en 1938, il aurait alors, selon Bernard, « trouvé sa voie dans la médecine illégale et la sorcellerie »¹⁴⁷. Il est le seul chef que cite dans ses souvenirs André Garrioux, un engagé français du 1/9^è RTA, le bataillon algérien qui arrive fin juillet 1947. « Anga Chaye », écrit-il, « avait la réputation d'être le plus cruel de tout notre secteur »¹⁴⁸. On en saurait plus sur lui si l'on retrouvait les dossiers de ses deux procès devant la cour de Mananjary¹⁴⁹. Ngasay est cité comme leur chef par 11 des 19 insurgés du canton de Marosangy dont nous avons l'interrogatoire, et par 6 des 24 du canton de Mananjary. « C'est le général Ngasay qui a déclenché la révolte dans notre région » explique Tsiazay, Antemoro de 52 ans, « au début du mois d'avril 1947, il a réuni les membres du parti MDRM et nous a dit : nous allons déclarer la guerre aux Français et aux Padesm pour gagner notre liberté et l'indépendance du peuple malgache. Je vous donne l'ordre de rallier dès aujourd'hui les camps militaires, celui qui refuse sera décapité ». Et Tsiazay d'ajouter : comme bien d'autres « j'étais partisan de gagner notre indépendance, c'est pourquoi j'ai rallié le camp militaire ... »¹⁵⁰. Les camps de Ngasay étaient à Amboanato, sur la côte (11 insurgés sur les 19 de Marosangy y ont séjourné) et à Ambalakondro dans la vallée de l'Iefaka. S'y sont ajoutés, lors de l'encerclement de Mananjary, les camps de Betampona et d'Anjanavorona. Pour les remplir, Ngasay ne semble pas avoir eu à

¹⁴⁶ ANOM, 17 PF/15, liste des victimes 1947-1950.

¹⁴⁷ ANOM, *Ibid*. Le chef de district au chef de province, 23 novembre 1947.

¹⁴⁸ A. GARRIOUX, *Un Poyaudin sous les tropiques*, ed. par l'auteur, 1999, p. 113. Nombreuses photos.

¹⁴⁹ ANOM, Aff.Pol 3273, Mananjary. Arrêts du 6 août 1951 (condamnation à mort) et du 14 janvier 1953.

¹⁵⁰ ARM, D 880, P.V. n° 179. Même déclaration de Dady « J'étais membre du MDRM et le général Ngasay m'a donné l'ordre de rallier les camps militaires rebelles » (P.V. n° 178).

exercer beaucoup la cruauté qui lui est prêtée par la rumeur publique car ses hommes étaient volontaires, à l'image du Tanala Tafondro qui, trop vieux pour se battre, lui remit ses quatre fils pour aller à l'attaque de Mananjary (P.V. 209).

Dans son entreprise de mise en mouvement de la population, Ngasay n'est pas seul. Son principal lieutenant, cité aussi souvent que lui, est un ancien militaire, Betsimisarakana de 35 ans, Manirimanana. Viennent en renfort les instituteurs du canton, Igahy (le renseignement militaire parlera de la « bande n° 51 Igahy-Ngasay ») et Jean Lahikoto, pour lequel nous avons sa trajectoire complète. Betsimisarakana né vers 1914 à Marofototra, il obtient son C.E.S.D. à Fianarantsoa en 1931, puis fait l'école Le Myre de Vilers en 1931-1934. Instituteur dans les districts d'Ambatondrazaka et de Mahanoro, il est mobilisé en 1939-1942, et prend part aux combats de Diego-Suarez en 1942. Libéré de l'armée, il est affecté à Marosangy en décembre 1943, où il se trouve toujours, marié et père de famille, en 1947. Devenu commandant dans l'insurrection, il sera tué en conduisant l'attaque du poste des Algériens à Ambodisaina (aujourd'hui Ambodiaviavy) le 23 novembre 1947.

Ngasay dispose d'un réseau de fidèles qui vont faire le travail au niveau de chaque village important. Le Betsimisarakana Boalika raconte comment chez lui, à Mahela, c'est un chef de clan, Pekavato, qui a déclenché la révolte, « il nous a réunis et nous a dit : j'ai reçu l'ordre du général Ngasay et du commandant Manirimanana de vous rassembler et de vous armer de sagaies et d'*antsy*. Dès aujourd'hui, nous allons organiser des camps militaires et déclarer la guerre aux Français... membre du MDRM et partisan de la révolte, le jour même j'ai rallié le camp d'Amboanato »¹⁵¹. Un peu plus au nord, à Ambohitsara, le prédicateur de la révolte est un ancien militaire, Fanaba, un Antambahoaka de 46 ans, lettré en Malgache et en Français, qui avait adhéré au MDRM dès août 1946 à Mananjary, et que Mongomory avait chargé de faire de la propagande dans sa région¹⁵². De ces débuts de l'insurrection, Soja Gabriel, un commerçant qui a eu beaucoup de mal à en sortir vivant, nous a laissé un récit vivant et détaillé, corroboré par celui d'un autre notable, le commerçant-plantier merina Philippe Raveloson¹⁵³. Le 19 avril 1947 (mais le 25 selon Raveloson), Fanaba serait venu les haranguer : « Partout du nord au sud, tout le monde a la carte du parti MDRM » car « les Américains et les *Barabory*¹⁵⁴ viendront bientôt couper les têtes de ceux qui ne seraient pas du parti ». Un bureau du parti est créé, présidé par un jeune instruit, Sera Lucien, fils du *mpanjaka* Liba. Mais à Ambohitsara « presque tout le monde restait indécis et perplexe ». Le *mpanjaka* Ralambo et les notables sont contre l'insurrection et n'adhèrent pas au parti. La première décision du bureau est donc d'en mettre dix à l'amende, dont Soja et Raveloson : quatre bœufs chacun pour sauver leur vie ! Problème : ils n'ont pas de bœufs. La situation s'aggrave pour eux quand arrivent des rescapés du massacre de la prison de Mananjary, Tofason, président MDRM d'Ambahy, et Ranaly. Finalement, les dix aboutissent devant le sorcier, qui fait office aussi de juge, de Ngasay au camp d'Anjanavorona, Lamosina¹⁵⁵, qui les condamne à une amende. Soja échappe à la mort en payant 2 500 francs et deux sacs de riz blanc. Ngasay les libère avec un papier qui les nomme gardiens du village d'Ambohitsara. Le

¹⁵¹ ARM, D 884/1, P.V. n° 175. Déclaration analogue de Kota (P.V. n°177).

¹⁵² ARM, D 873, Nosy-Varika, P.V. n° 105, Fanaba Emile.

¹⁵³ ANOM, 17 PF/13, Mémoire de Soja Gabriel sur la rébellion à Ambohitsara.

Mémoire de la rébellion, par Philippe Raveloson, 9 janvier 1948.

¹⁵⁴ Le mythe de ces guerriers mystérieux, tantôt libérateurs, tantôt menace terrifiante, circule dans toute la région de Mananjary à l'époque.

¹⁵⁵ ARM, D 884/1, P.V. n° 158, Lamosina.

rachat d'une vie par une amende en bœufs ou en argent a bien été d'un usage courant dans toute la région au nord de la Mananjary¹⁵⁶, et a limité le nombre des meurtres. Mais il a contribué à transformer les chefs locaux en pillards prêts à se disputer pour le partage des profits. Ainsi, le colon Colombel a de la chance, il est relâché par Fanaba moyennant finances. Quant à Ngasay, il fut condamné à mort sur la base d'un seul meurtre qu'il avait ordonné, celui du commerçant métis Gaty (Agathe dans certains rapports), de Mahela. Le seul assassinat d'un Européen commis dans le canton de Marosangy, celui du colon suisse Jost, fut l'œuvre d'un rival du Fanantara, Samuel.

De ce côté, la révolte qui débute le 18-19 avril va trouver dans toute la région entre Fanantara et Sakaleona une véritable pépinière de chefs de guerre. Nous sommes maintenant dans le district de Nosy-Varika face à un foyer insurrectionnel qui va de proche en proche s'étendre jusqu'au Mangoro. Il n'est donc pas possible de l'étudier ici. Je mentionnerai seulement le rôle de Samuel (Samoelina), un tailleur, Betsimisaraka m'a t-on assuré bien que cette profession soit tenue ordinairement par des Merina, établi à Mahavoky, au passage du Fanantara. Après avoir reçu des instructions de Joseph Ralaivao¹⁵⁷, Samuel, déjà furieux de l'arrestation de sa mère, militante MDRM, par le chef de canton d'Ambodiriana-Fanantara, fait tuer ce dernier, qui est coupé en morceaux jetés dans la rivière. Puis il ordonne le massacre des colons de la vallée. Il réussira à échapper jusqu'au bout aux Français et reste donc très mal connu. Ambodiriana-Fanantara ayant été complètement rasé par les révoltés, le chef-lieu du canton devait être transféré après l'insurrection à Vohitrandriana.

L'autre chef qui s'impose alors entre le Fanantara et Nosy-Varika, Auguste Zeka, illustre le rayonnement de Mananjary. Commerçant betsimisaraka originaire de la région de Marolambo, mais établi à Vohilava du Fanantara, il adhère au MDRM lors d'un déplacement à Mananjary en octobre 1946. Mongomory le nomme *miaramila* « car d'après les instructions de Mongomory, les adhérents devenaient obligatoirement soldats rebelles pour sauver la patrie »¹⁵⁸. Il crée les sections MDRM d'Ambavan'i Sahavato, Ambodiriana-Fanantara et Ambahy, et fait la propagande du parti sur le thème de l'union de tous les Malgaches pour l'indépendance suivant la volonté des trois députés. A la mi-avril 1947, il se rend à Morafeno pour consulter Randrianary, président du MDRM local, mais ce dernier est déjà arrêté. De retour à Vohilava, dont il devait faire le quartier-général d'une vaste région insurgée allant jusqu'au Mangoro, il convoque les responsables MDRM de sa région et lance l'ordre de révolte. Entre le 20 et le 22 avril, tous les villages entre Fanantara et Sakaleona se soulèvent et se lancent à l'attaque des concessions jusqu'aux abords de Nosy-Varika. Le 23, Zeka envoie une troupe s'emparer du poste d'Ampasinambo, dont les gardes livrent leurs armes sans résister, et où André Ratava prend le commandement local. Mais dans les régions reculées de la brousse peu touchées par l'effervescence nationaliste, c'est par la peur que le MDRM impose la mobilisation générale et la levée de contingents pour aller à la bataille à Mananjary. Ainsi, dans le lointain canton forestier de Befody, où une population fruste ne perçoit le monde extérieur qu'à travers des rumeurs alarmantes, le parti recourt à un véritable discours de terreur : « Tout homme, tout contribuable valide est convoqué pour se rendre obligatoirement à la bataille.. Tout village qui n'aura pas fourni son contingent, ses habitants auront la tête tranchée. Faites bien attention, car l'exécution du présent ordre touche la vie »¹⁵⁹. On ne pouvait évidemment attendre

¹⁵⁶ ARM, D 884/1, P.V. n° 106 Boba : Rabony, commandeur des Pères à Ambaladara condamné à payer un bœuf.

¹⁵⁷ ARM, D 873, Nosy-Varika, P.V. n° 56, J-B Idéal, 6 septembre 1948. P.V. n° 106, Lemitsara Venance.

¹⁵⁸ ANOM, 18 PF/4, déposition très détaillée et précise de Zeka, 7 janvier 1949.

¹⁵⁹ ANOM, 17 PF/14, « Appel des hommes du canton de Befody », 2 mai 1947 (traduction) .

beaucoup de combativité de troupes recrutées dans de pareilles conditions.

Hystérie coloniale et crimes de guerre à Mananjary

A Mananjary, le 30 mars, apprenant les troubles graves de Moramanga et Manakara, Bernard est persuadé, bien à tort, que s'il ne s'est rien passé chez lui, c'est parce que les chefs MDRM ont hésité « devant la faible résolution de leurs troupes et la surveillance sur eux des Padesm en alerte »¹⁶⁰. En conséquence il convient de gagner de vitesse le mouvement de révolte « en le privant de ses chefs par des arrestations préventives, en l'absence de preuves formelles de la participation des détenus à la rébellion ». Les instructions de Tananarive en ce sens arrivent le 2 avril avec la proclamation de l'état de siège, mais dès le 1^{er}, Crevasse est réincarcéré. Avant même que les mandats de perquisition et d'amener soient préparés, une vague d'arrestations du 2 au 5 jette en prison 101 détenus politiques, classés en deux groupes suivant la liste ci-dessous¹⁶¹. Comme les familles des disparus n'ont pu obtenir de renseignements par la suite, je crois nécessaire de donner un état nominatif de ces arrestations. Peut-être des lecteurs malgaches pourront-ils à leur tour donner des précisions sur ces victimes jamais reconnues. Cette liste fait ressortir un point que j'ai déjà évoqué, l'importance de la parenté dans le militantisme¹⁶². A côté du vieil opposant Lainjary, on relève celui de ses deux fils, Daniel, qui rentre juste d'une condamnation aux travaux forcés, et Ravelonarivo. Daniel Zatovo, lui, est le père des deux sœurs militantes Marguerite Razanajatovo et Cécile Rasoazanany, celle-ci étant l'épouse de Charles Randrianarisoa, élu MDRM de Mananjary à l'assemblée provinciale, qui échappe à la prison de Mananjary, donc à la mort, grâce à une providentielle convocation à Fianarantsoa le 30 mars¹⁶³. L'agent d'affaires Bernard Rakotoarisoa est le mari de Victoire Rafaraso, une cousine des Ratsimba de Vohilava, qui reprendra le flambeau du militantisme après 1948. Il y aurait sans doute bien d'autres connections à découvrir. A côté de la parenté, la liste démontre le rôle de premier plan des femmes dont trois sont classées « extrêmement dangereuses », dont Razanamananana, la femme de Rabetsimba, trésorière du MDRM de Vohilava. Mais je n'ai pu trouver la liste particulière des 25 prisonniers du magasin de la douane dans lequel se trouvaient la plupart des femmes, parmi lesquelles il est difficile de distinguer les militantes de celles arrêtées simplement comme épouses de cadres du MDRM. Enfin, les 15 prisonniers ramenés de Vohilava par Bernard le 9 avril ne figurent pas sur cette liste établie le 7 mai, car ils avaient déjà été fusillés le 22 avril. La répartition géographique des arrestations est par ailleurs très inégale. Le sud du district est très peu touché car il a échappé très vite au pouvoir. Aucune arrestation n'a pu toucher les cantons de Namorona, Sandrohy, Anosimparihy, et ailleurs, à Antsenavolo et Kianjavato, les chefs MDRM, prévenus à temps¹⁶⁴, ont pu s'enfuir. Mananjary fournit le gros des arrestations, mais les cantons proches sont très touchés, Morafeno surtout, avec ses annexes comme Nosimparihy (à ne pas confondre avec le chef-lieu de canton du même nom) et Volomborona. Mais le calcul du pouvoir s'est révélé faux, car l'insurrection n'y a pas été moins vigoureuse qu'ailleurs, au contraire même. Des hommes nouveaux ont émergé, on l'a vu, avec Ralaivao, Razafy

¹⁶⁰ ANOM, 17 PF/12, Rapport à M. l'Inspecteur des Affaires administratives Chiarasini, 6 juin 1947.

¹⁶¹ *Ibid.*, liste originelle du 7 mai 1947, reclassée suivant la domiciliation des prisonniers. Pour ceux de Mananjary, j'ai ramené la mention de leur quartier (Ankadirano, Anosinanakoho etc.) à celle de la ville et j'ai ajouté des précisions sur les prisonniers du Trésor, sur les membres du premier bureau du MDRM et sur les quelques survivants que j'ai pu identifier parmi les 11 évadés.

¹⁶² Cf article précédent dans *Tsingy* n° 12, 2010, p. 26-28.

¹⁶³ Une chance analogue touche Mongomory, le premier secrétaire puis président du MDRM de Mananjary. Arrêté dès le 7 janvier et transféré à Fianarantsoa, il aura ainsi la vie sauve.

¹⁶⁴ Le receveur des PTT d'Antsenavolo, Randriamora Zacharias, était un militant actif du MDRM.

ou Ngasay et d'autres, fortement motivés pour partir à l'attaque de Mananjary et délivrer les prisonniers.



Cécile Rasoazanany et ses deux enfants en 1946. Derrière elle, ses deux frères et un neveu. Epouse du conseiller provincial nationaliste Charles Randrianarisoa, et passionaria du MDRM, elle trouva la mort dans le drame du 8-9 mai 1947 à Mananjary. (Photo de famille communiquée par M. J-P Domenichini)

« Arrestations antérieures au 29 mars, individus dangereux traduits devant la justice civile pour délits divers sans préjudice de leur comparution devant la justice militaire pour leur participation à l'insurrection »¹⁶⁵

Nom	Fonction	Domicile
<i>Crevasse</i> ¹⁶⁶	Planteur	Ambalaromba
Lengita	---id---	Nosimparihy
Vao Robert	Mpiadidy	Vohilava
Ranaivo Gilbert	Commerçant	Kianjavato

« Individus extrêmement dangereux dont la mise en liberté ne peut en aucun cas être envisagée ni actuellement ni ultérieurement »

Nom	Fonction	Domicile	Observations
<i>Ramahavalisoa</i> ¹⁶⁷	Agent d'affaires	Mananjary	Conseiller MDRM
<i>Botonikandrina</i>	comptable		Président MDRM
<i>Zatovo Daniel</i>	Employé		Trésorier MDRM
Ratovoson J-B	---id---		Membre MDRM
<i>Kavava Alfred</i>	---id---		--id--
* <i>Iabosaga David</i> ¹⁶⁸	Commerçant		--id--
<i>Vazahamanana</i>	Pêcheur		--id--
<i>Ramiandrisoa Alfred</i>	Comptable		--id--
<i>Razafintsalama</i>	Receveur du Transud		--id--
<i>Rakotoson F-R</i>	Professeur-assistant		--id--
Randriambololona Charles	Comptable		--id--
Sirana Michel	?		--id--
Cécile Rasoazanany	S.P		--id--
Marguerite Razanajatovo	S.P		--id--
Razafimbahiny Alphonse	Employé		--id--
Razafinimanana J-M	--id--		--id--
Rabeson Désiré	Tailleur		--id--
Rakotomalala Antoine	--id--		--id--
Talaka Marcel	Charpentier		--id--
Ranaivo Louis	Comptable		--id--
<i>Lainjary</i>	Planteur	Volomborona	--id--
<i>Daniel Lainjary</i>	--id--	--id--	Fils de Lainjary

¹⁶⁵ ANOM, 17PF/12, « Arrestations opérées à Mananjary », liste dressée le 7 mai 1947.

Les précisions indiquées dans les notes 166, 167 et 168 sont de l'auteur.

¹⁶⁶ En italiques : Détenus enfermés dans la chambre forte du Trésor

¹⁶⁷ Noms soulignés : membres du premier bureau de la section MDRM de Mananjary créée le 1^{er} juin 1946.

¹⁶⁸ * : Identifiés parmi les survivants des fusillades.

Ravelonarivo	--id--	Tsiatosika	--id--
<i>Ravelojaona joseph</i>	Employé de coopérative	Morafeno	Conseiller MDRM
<i>Randrianary</i>	Planteur	--id--	Président MDRM
<i>Rasolofo F-X</i>	--id--	--id--	Conseiller MDRM
<i>Moramana</i>	Cultivateur	--id--	Membre
<i>Kotobe Thomas</i>	--id--	Nosimparihy	
Rakoto Edouard	Commerçant	Andranomavo	
Rakotomalala Célestin	Planteur	Kibobe	
*Ramambavola	--id--	Ambarivaty	
Razanamanana	S.P	Vohilava	Trésorière MDRM
*Tofason Felix	Commerçant	Ambahy	Président MDRM
Jouberson David	?	Ambavan'i Sahavato	Président MDRM
Zafimaro	adjudant retraité	Fanivelona	Président MDRM
Parson Hubert	Commerçant	Ambalahosy	

**« Individus arrêtés comme suspects d'action militante,
dont le cas devra être reconsidéré »**

Mananjary		Antsenavolo	
Nom	Fonction	Nom	Fonction
Razafimahaleo	Mécanicien	Razafindravao	S.P
Ralaiairinosy Charles	Typographe	Florine	--id--
Rakotomalala Charles	Electricien TSF	Tsaralaza	?
Rajaonarison Felix	Comptable coopérative		
Ra-Philippe	?	Ambatofaritana	
Rakotoarisoa Bernard	Agent d'affaires	Ralitoarison	Délégué cantonal
Rarivo Arison	?		
Mazely	S.P	Andranomavo	
Ravelonarivo Suzanne	--id--	Razafindravao Marcelline	S.P
Rosa	--id--		
Razafindravivo Hélène	--id--	Fangato	
? Denise	--id--	Rakotomavo	--id--
Mavo	Commerçante	Velonandro	?
Beby	?	Jenny	?
Rafararimavo	?	Marcel	Cultivateur
Ramiantantsoa	?		
Razafindravonjy Justin	Chauffeur	Volomborona	
Razanaka Joseph	--id--	Ernest	?
Ramamonjisoa	Horloger		
Velontsara	?	Tsiatosika	
Rakotobe	?	Rakoto Raphaël	Boucher
Ratsimba Pierre	Chauffeur		

Johnson Max	?	Ambahy (Nosy-Varika)	
<u>Katraka Marcel</u>	Charpentier	* Ranaly Gaston	Trésorier MDRM
Tsierenana	Cultivateur	Ralezo Emilson	Secrétaire-archiviste MDRM
Takelaka Mathilde	S.P	Lemiteny	
Masitraka	--id--		
Zabelina	--id--	Fiadanana (Nosy-Varika)	
Levelo	--id--	* Rolson Joseph	Secrétaire MDRM
Marosotra	--id--		
Kapy J-B	Cultivateur	Nosimparihy	
Ravaoka	Batelier	<i>Rajaofera Samson</i>	?
Rabibisoa Barth.	Commis des domaines		
Razafintsalama	ferblantier	Tananarive	
Mahavelo J.	Cuisinier	Razairimavo Clotilde	?
Raharivao	S.P	Raharijaona Jean-Chrysostome	?
Rainikoto Augustin	Employé		
Tsaratody Ernest	Cultivateur		
Botaky	Cuisinier		
<u>Benjamin Jules</u>	Employé		
Barijaona	?		
Sonoa	?		

Les conditions dans lesquelles ces arrestations se déroulèrent étaient bien faites pour installer un climat de peur et d'angoisse dans la population malgache. Car, pour aller plus vite, elles furent menées non seulement par la police, mais aussi par des militants du PADESM et surtout par une milice d'Européens armés ayant à sa tête le directeur de l'école régionale, Iltis, aspirant de réserve, et l'agent des forêts, Verdet. D'où un arbitraire très grave dénoncé par l'adjoint de Bernard : « il suffisait quelquefois d'une simple déclaration de quelqu'un pour être arrêté... De petites vengeance se sont ainsi assouvies »¹⁶⁹. Cet adjoint assure avoir attiré l'attention de son chef sur des individus arrêtés à tort, mais ce dernier n'en aurait tenu aucun compte. Arrestations et perquisitions s'accompagnent de pillages, voire de violences graves. Alphonse Razafimbahiny est brutalement agressé par un petit Blanc, Naves, sous prétexte qu'il aurait dit que « la terre de Madagascar a besoin d'être fertilisée par le sang des *vazaha* ». Il est sauvé de justesse (momentanément) par le Dr Buisson, médecin de l'A.M.I. Naves aggravera encore son cas en torturant sadiquement le fils de sa victime, Rodolphe Razafimbahiny, âgé de 22 ans. Qui était ce Naves ? G. Defferre dans son rapport écrit qu'« il aurait mieux valu ne pas l'armer »¹⁷⁰. Certes ! Ancien condamné de Droit commun pour coups et blessures en 1938, et abus de confiance en 1939, ce colon-voyou s'était fait en 1941 à Tananarive mouchard de Vichy et dénonciateur de Gaullistes. Devant le Tribunal militaire, en 1945, sa seule défense fut « je reconnais que j'ai agi comme un salaud », aveu piteux qui explique peut-être l'exceptionnelle mansuétude des juges qui ne lui infligèrent qu'un an de prison avec

¹⁶⁹ ANOM, 17 PF/12, Rapport de l'adjoint Sosthène Hoareau à l'Inspecteur Chiarasini, 4 juin 1947.

¹⁷⁰ ANOM, Aff.Pol. 3262 D4, Gaston Defferre, Rapport de mission, 87 p. L'affaire Naves est évoquée p.56.

sursis¹⁷¹. En 1947, vivant à Mananjary comme opérateur de cinéma, il ne s'était pas amendé. Bernard, après l'avoir fait arrêter, s'en débarrassa en le mettant dans l'avion pour Tananarive. Mais des violences plus graves encore, en attendant celles à venir, ont eu lieu, si l'on en croit Randrianarivo qui, on l'a vu, assure que son frère et deux militants de Marokarima ont été exécutés avant d'atteindre la prison de Mananjary.

Un colon préposé à la garde des détenus, Pollett, prétendit avoir surpris une conversation entre eux annonçant une insurrection pour le 5 avril. C'était soit une rumeur, soit un bobard du colon destiné à faire monter la tension. En fait, il n'y avait pas encore d'insurgés autour de la ville et il ne se passa rien, « probablement en raison des arrestations opérées » jugea à tort Bernard, qui décida cependant de transférer les prisonniers jugés les plus dangereux de la prison trop exposée au nord-ouest de la ville à l'intérieur du périmètre de défense, 19 dans la chambre forte du Trésor et 25 dans le magasin de la douane. Le résultat le plus clair de toutes ces arrestations fut de provoquer, autour de Mananjary, la plus grande concentration de *miaramila* malgaches de l'insurrection, que Joseph Ralaivao évalua à quelque 10 000 hommes et les Français à 11 000, ce qui paraît cependant exagéré. A travers les interrogatoires d'insurgés, on peut reconstituer les divers contingents, leurs camps et leurs chefs. De Zafilahy pour Namorona au sud à André Ratava pour Ampasinambo au nord, tous ceux de la zone côtière sont là. Sur la rive droite de la Mananjary, les deux troupes de Lemazava, au camp d'Ambalavao, et de Botosety, au camp de Marofody, bloquent la direction du sud. Vers l'ouest, Zafilahy a son camp à Lavakianja. Sampy et Rakotovola commandent les gens d'Andranomavo au camp de Betampona, où stationnent aussi des troupes de Ngasay et Igahy. Rambeloson Andriatsikoto serait venu les exhorter au combat déguisé en *telonono*, sorcière à trois seins¹⁷². Au nord-ouest, le général en chef Razafy a son camp principal à Ambodimana, et, avec son lieutenant Rabetata, d'autres camps à Iamborano, Andranomaresaka et, tout près de Mananjary, à Fangato. Sous ses ordres directs, on trouve des chefs qui tiendront la brousse pendant toute l'insurrection comme le capitaine (et futur général) Ramidika, un Tanala, et le Betsimisaraka Lembahy, venu de Marofotra où il s'est fait connaître en assassinant le chef de canton. Vers le nord, les gens de Marosangy, de Mahela, du Fanantara et des contingents de Nosy-Varika ont rejoint le camp de Ngasay à Anjanavorona. Même la région de Kianjavato-Manakana, tournée surtout vers l'attaque d'Ifanadiana et d'Ambohimanga du Sud, a envoyé des hommes¹⁷³. Ceux d'Ambohinihaonana, retenus par Vohilava, arrivent en dernier, sous Tavy, Pelika, Letsara et Lemasy. Le moral de tous est élevé, il est entretenu surtout par les Antemoro venus du sud qui répètent sur leur passage « nous venons du sud où nous avons exterminé tous les Français. Toute l'île est conquise par Ravoahangy. Il ne reste plus qu'à s'emparer de Mananjary. Si vous refusez de nous aider, vous ne bénéficierez pas du partage des terres »¹⁷⁴.

Mananjary est complètement encerclée le 14 avril, un dernier camion ramenant ce jour-là des réfugiés d'Antsenavolo. Or, bâtie sur un cordon littoral entre les lagunes que relie le canal des Pangalanes, et l'océan, étirée sur quelque trois kilomètres, la ville est très difficile à défendre, comme le constate un officier du cabinet militaire de

¹⁷¹ Archives de la Justice militaire, Le Blanc (Indre). Madagascar, TMP, carton n° 1, affaire Naves (1945).

¹⁷² SHD (Service Historique de la Défense), Mad., 8 H 180 D7, Rapport du capitaine Géraud, 30 avril 1947.

¹⁷³ ARM, D 884/1, P.V. n°99, Marcel, et n°116, Lala : sous Lemazava. P.V. n°118, Raomby : sous Botosety. P.V. n°194, Lesoa : Zafilahy à Lavakianja. P.V. n°141, Leharo : camp de Betampona sous Sampy et Rakotovola. P.V. n°214, André, n°226, Manevana, n°234, Ilay : sur Razafy à Ambodimana ; à Iamborano avec Ramidika et Lembahy : P.V. n°225, Iheve, n°227, Ponga, n° 233, Boto ; à Fangato : n°192, Ndrandry ; à Andranomaresaka : P.V. n° 143, Mananasy. Sur Ngasay et Manirimanana à Anjanavorona : P.V. n° 178, Dady, n°215, Lambo...

¹⁷⁴ SHD, Mad, 8 H 180 D7, Note de service du général Casseville, 7 mai 1947.

passage les 21-23 avril¹⁷⁵. Sa garnison trop peu nombreuse d'environ 80 hommes est de faible valeur militaire. Aux 35 gardes indigènes sont venus s'ajouter le 3 avril 21 appelés réunionnais sans instruction militaire sous les ordres du lieutenant Hervéou promu commandant de place, puis le 19 un groupe de 20 paras, et 7 Sénégalais. L'appel aux civils donne 56 hommes de plus. Cet ensemble hétéroclite est jugé incapable de manœuvrer et de mener une opération en brousse. D'ailleurs, tout matériel moderne fait défaut. L'armée doit réquisitionner le parc auto des civils. Le camion des Travaux Publics, garni de tôles, sera dénommé « le blindé », chargé de s'aventurer hors de la ville.

De plus, les Français connaissent encore très mal leur adversaire. Il n'y a aucune désertion chez les « rebelles », une bande rencontrée a refusé de parlementer, avec la réponse « nous ne nous rendons pas aux Français »¹⁷⁶. Même si l'auteur du rapport se trompe quand il juge, suivant des stéréotypes, la révolte animée par « la tourbe des voleurs, assassins, pillards » entraînant des populations crédules dont le moral est soutenu par les sorciers, le pillage, l'alcool et les mensonges des chefs, sa conclusion est pessimiste : « On peut considérer que toute la population du district, dans sa majorité sans enthousiasme, est passée aux rangs des rebelles, soit 90 000 habitants ». Le 23 avril, un engagement, dont les militaires gonflent le bilan en prétendant avoir abattu une centaine d'ennemis, permet de desserrer un peu l'étau, mais à cette occasion, le chef de poste d'Antsenavolo fait la constatation inquiétante que « les rebelles font preuve de courage et de témérité », contrairement à l'idée qu'on se faisait jusque là des Malgaches de la côte Est. Il faut donc se maintenir dans une stricte défensive.

A Mananjary, toutes les conditions sont réunies pour que les Européens, déjà surexcités avant le 29 mars, tombent dans une véritable psychose obsidionale. De 350 en temps ordinaire, leur nombre s'accroît de quelque 250 réfugiés de la brousse, désespérés par le spectacle des colonnes de fumée qui signalent l'incendie de leurs concessions autour de la ville. Or ils doivent s'entasser dans un espace réduit autour de la résidence, au centre d'un périmètre de défense. La population indigène d'environ 7 500 personnes, fortement accrue elle aussi par l'arrivée de réfugiés fuyant le *tabataba*, n'est pas sûre. On y compte plus d'un millier d'inscrits au MDRM et il n'est pas tout à fait exact de dire que les citoyens se sont tenus à l'écart du conflit : sur 24 P.V. d'interrogatoires d'insurgés du canton de Mananjary, 13 sont ceux d'originaires de la ville¹⁷⁷. Et très vite un problème de ravitaillement se pose, car les assiégeants font le blocus de la ville, capturant et même assassinant ceux qui en sortent pour chercher des vivres à la campagne¹⁷⁸. Dans un tel contexte, la tendance des colons à l'hystérie va se donner libre cours. L'homme fort de Mananjary, le vieux Jules Venot, qui préside l'Assemblée provinciale de Fianarantsoa, adresse le 2 avril un télégramme au GG d'une extrême violence, le mettant en cause personnellement et exigeant la proclamation de l'état de siège dans toute l'île¹⁷⁹. Le 11 avril, une délégation de colons d'Antsenavolo demande que l'on fasse savoir par tracts aux rebelles que si les

¹⁷⁵ ANOM, Aff.Pol. 3258, Renseignements rapportés par un officier du cabinet militaire à Manakara et Mananjary les 21-23 avril 1947.

¹⁷⁶ Rapport du capitaine Géraud cité supra.

¹⁷⁷ ARM, D 884/1, P.V. n° 100, 116, 171, 192, 205, 214, 215, 216, 225, 227, 230, 231, 236. Parmi eux, trois bateliers, deux employés de Venot, un cuisinier, un charpentier, un menuisier de la mission catholique.

¹⁷⁸ ARM, D 884/1. P.V. n°214, André, n°215, Lambo, n°216, Mandrorotra : ce dernier déclare que sa troupe, préposée au blocus, a arrêté plus de 80 Malgaches sortis de Mananjary. Lambo précise que trois d'entre eux ont été condamnés à mort par Razafy et exécutés.

¹⁷⁹ ANOM, 6 (15) D 46. « Assemblée vous rend responsable la perte des vies humaines déjà enregistrée... Demandons combien victimes estimez nécessaires à application état de siège ».

concessions sont détruites, les détenus MDRM de Mananjary seront fusillés. Bernard refuse et aussitôt une campagne se déchaîne contre lui, l'accusant de protéger le MDRM et de ne pas demander les renforts nécessaires. L'administrateur finira par céder, « je suis moi et mes circonstances » écrira t-il pour sa défense, citant Ortega y Gasset. Le 12 avril, sa femme, qui a refusé d'être évacuée, donne naissance à une fille à la résidence, ce qui le met dans les dispositions d'esprit du mâle prêt à tout pour défendre les siens. Lors de son dernier contact avec Vohilava le 13, il demande à Andriamanamihaja de proclamer que si le poste est attaqué, les 15 otages de Vohilava détenus à Mananjary seront fusillés. Aussi, après la chute du poste, il n'hésite guère. Le 22 avril, les 15 otages sont passés par les armes. « J'eus le sentiment de tenir la parole donnée » écrit Bernard qui ajoute un argument churchillien, « cet acte s'avérait indispensable pour que la population puisse faire front d'un bloc durant les jours difficiles qui s'annonçaient »¹⁸⁰. Mais ces exécutions ne calmèrent nullement la fureur des colons. Le 16 avril, ils avaient projeté un coup de force contre la prison pour procéder à un lynchage et Bernard avait fait savoir que dans ce cas les Sénégalais de garde avaient ordre de tirer. Le 22, 82 colons de brousse repliés à Mananjary envoient une pétition à Tananarive exigeant « le châtiment immédiat » des coupables. Un administrateur de passage avant le massacre évoque bien l'atmosphère « tendue en permanence », les jours qui passent dans l'oisiveté, l'attente angoissée, les apéritifs et discussions interminables, l'énervement et la fatigue des gardes de nuit, tout cela fait que la colonisation « veut la peau » des membres du bureau du MDRM, et fait « de la fusillade nécessaire de ces 16 prisonniers une véritable idée fixe »¹⁸¹. Pour les colons, il s'agit, selon Bernard, « de débarrasser le pays de ces gens parmi lesquels se trouvent des rescapés de la VVS, et éviter qu'ils réapparaissent un jour à la faveur d'une amnistie ».

Et les militaires s'en mêlent. Les civils n'ont aucune peine à circonvier les soldats créoles¹⁸², mais aussi les sous-officiers et les officiers eux-mêmes. Le capitaine des parachutistes envoyés en renfort, Géraud, propose à Bernard de lui faire une lettre dégageant sa responsabilité dans l'exécution des prisonniers. Le 8 mai, la tension est extrême entre l'administrateur qui, déjà responsable d'un crime de guerre, voudrait bien s'arrêter là, et le lieutenant Hervéou passé dans le camp des fusilleurs. Pour faire bonne mesure, le PADESM local se met de la partie. Dans une motion du 20 avril portant 17 signatures, il déplore ses morts dont il exagère énormément le nombre - il fait état de 60 morts à Tangainony en pays zafisoro et autant à Tolongoïna sur le FCE, chiffres tout à fait fantaisistes - et demande « de procéder à quelques exécutions capitales de criminels en convoquant les habitants à assister à ces exécutions [car] nous avons affaire à des primitifs qui seront fort impressionnés par ces sanctions sévères ». Le 3 mai, il réitère sa demande, dénonce le rôle de Rambeloson (sur lequel je reviendrai), de Rabetsimba et de la coopérative agricole de Mananjary « principale organisation du MDRM » dirigée par la famille Lainjary, et propose de bombarder les villages et les concessions des chefs rebelles, citant 7 noms dont 6 Merina¹⁸³. Obligé de se battre sur deux fronts, Bernard est aussi en conflit avec le juge de Mananjary, Poisson, et ce conflit va le pousser dans le camp des durs. Déjà exécrables avant l'insurrection en raison des affaires Rabetsimba et Crevasse¹⁸⁴, les relations entre les

¹⁸⁰ ANOM, 17 PF/12, rapport cité du 6 juin 1947.

¹⁸¹ ANOM, 6 (15) D 64, note (signature illisible) au Directeur de cabinet du GG, 9 mai 1947.

¹⁸² *Ibid.*, Rapport sur les événements de Mananjary, 9 juillet 1947, par Destrade, chef de poste d'Antsenavolo : Le 21 avril, on raconte que les rebelles ont cousu un chat vivant dans le ventre du colon réunionnais Payet...

¹⁸³ ANOM, 17 PF/12, réunions du PADESM du 20 et 23 avril, et du 3 mai.

¹⁸⁴ Cf article précédent *Tsingy* n°13, 2011, p.99-100.

deux hommes s'enveniment encore en avril. L'administrateur refuse de présenter au juge les suspects arrêtés en alléguant que, sous l'état de siège, il n'a de comptes à rendre qu'à la justice militaire. Et en attendant que celle-ci se manifeste, il prétend décider lui-même des inculpations et mandats de dépôt. Le 23 avril, Poisson porte plainte contre le chef de district pour entrave à la justice, en précisant qu'il ne peut « connaître le nombre exact ni les causes des incarcérations... mais il est fort probable que des innocents voisinent avec des coupables. La répression de l'attentat contre la sûreté de l'Etat qu'il prétend diriger seul est une occasion d'assouvir sa soif d'autorité ». Le 14 mai, après le drame, il écrira de son adversaire que « disposant de la force publique, il a démontré qu'il entendait seul arrêter, juger, condamner et exécuter »¹⁸⁵. Bernard était bien tombé dans l'arbitraire le plus brutal, et l'illégalité, car comme devait le lui rappeler trop tard, le 13 mai, le Procureur Général, la loi sur l'état de siège stipulait que « les juridictions de Droit commun restent saisies tant que l'autorité militaire ne revendique pas la poursuite ». Mais depuis un demi-siècle, les administrateurs « rois de la brousse » n'avaient-ils pas plutôt remis en vigueur le vieil adage « si veut le roi, si veut la loi »...

C'est dans ce contexte qu'ont été commis les crimes de guerre de Mananjary. L'un d'eux est si célèbre qu'il est devenu, avec celui des wagons de Moramanga, emblématique de la brutalité des Français dans l'écrasement de la révolte malgache. Mais comme personne ne pouvait dire où, quand, comment et combien de fois il avait été commis, ni combien de victimes il avait pu faire, il a été possible de falsifier l'histoire en faisant d'un acte individuel et exceptionnel une pratique habituelle de la répression en 1947-1948. Je veux parler du cas des prisonniers jetés d'avion sur un village. Le fait s'est produit dans la région de Mananjary au début de mai 1947 et a concerné 6 ou 7 prisonniers. L'auteur de ce forfait a d'ailleurs laissé des Mémoires¹⁸⁶ dans lesquelles il évoque à mots couverts ce qu'il a toujours considéré comme un acte de guerre légitime. Lors d'un colloque franco-vietnamien sur Dien Bien Phu tenu à Paris à l'Ecole Militaire, j'ai pu constater que tous les anciens de l'aviation en Indochine savaient parfaitement ce qu'avait fait à Madagascar « le Baron », jugé « incommandable », mais aussi un aviateur extraordinaire devenu une figure mythique après ses exploits ultérieurs au Tonkin¹⁸⁷.

Guillaume de Fontanges grandit dans un milieu d'extrême-droite traditionaliste. A vingt ans, le 6 février 1934, il est Place de la Concorde avec les Croix de feu. Il s'engage dans l'aviation et l'armistice de juin 1940 le trouve en Afrique du Nord, où il prête serment au Maréchal, ce qu'il avoue n'avoir jamais regretté. Il entre néanmoins dans les Forces Françaises libres en 1943 et termine la guerre comme pilote de bombardier. Il est alors reversé dans les transports militaires comme pilote de Junker 52, avion démodé mais rustique, hérité de la Luftwaffe, qui constituera l'essentiel des forces aériennes françaises à Madagascar en 1947-48. Son groupe y est envoyé en urgence à la mi-avril 1947. Une bonne partie de ses mémoires sont consacrées à ses frasques et beuveries : à Tananarive, les aviateurs suscitent justement la grogne de la gendarmerie chargée du couvre-feu¹⁸⁸, car il est courant qu'ils quittent à l'aube leur boîte de nuit, l'esprit plus ou moins clair, pour aller prendre les

¹⁸⁵ ARM, D 870, conflit Poisson-Bernard, Lettres de Poisson au Procureur Général, 23 avril et 14 mai 1947.

¹⁸⁶ Guillaume DE FONTANGES, *Les ailes te portent*, Nouvelles éditions Latines, Paris, 2000, 286 pages.

¹⁸⁷ L'affaire est également évoquée dans une étude minutieuse sur le rôle de l'aviation à Madagascar en 1947 : Jean-Louis PROME, « Madagascar 1947-1948, la campagne oubliée », du magazine *Le fan de l'aviation*, juin 1998, p.51, qui cite simplement « le lieutenant de F. ».

¹⁸⁸ ANOM, 6 (15) D 48, Infractions au couvre-feu, rapport du Commandant de la gendarmerie, 29 mai 1947.

commandes de leur avion. Par ailleurs, hébergé par une femme d'officier en mission, Fontanges a sous les yeux la vie sociale et les conversations des Européennes de Tananarive et dans ce milieu acquiert vite une vision fantasmatique et raciste du pays et de ses habitants¹⁸⁹. Les Malgaches ne sont que des tortionnaires sadiques et couards, « des guerriers ? Des rebelles ? Non. Des sauvages », et ceux de la côte est sont « les plus sauvages » de tous. Sur cette base, Fontanges passe sur son crime (« Il me sera reproché certains actes qu'il est inutile de rappeler »), pour le justifier par le récit d'une histoire imaginaire. Il se serait trouvé « dans une petite ville de la côte est avec en tout 12 paras » (ce qui fait que dans un premier temps j'ai cru que l'affaire s'était passée à Nosy-Varika, dont la garnison était bien de 12 parachutistes) et il a dû « prendre des mesures énergiques pour empêcher la population blanche d'être massacrée, une population démesurément grossie par l'arrivée des réfugiés de la brousse » : Là, il s'agit bien de Mananjary. Chaque nuit, les rebelles attaquaient « ivres, dopés par les sorciers » qui leur faisaient croire « qu'en mettant sur leur ventre un petit chapeau de paille [sic] ils seront à l'abri des balles françaises et que les Américains viendront à leur aide avec de grands avions blancs ». En conséquence, « sur le conseil des notables du coin » (des colons évidemment) Fontanges décide « de jouer [lui] même le sorcier » avec son blanc Junker : « Ma petite manœuvre [sic] aura d'heureux résultats. A partir de ce jour, le village ne sera plus attaqué », ce qui est un mensonge car le crime a eu lieu avant la grande attaque des 8-9 mai. Un mensonge moins gros cependant que celui de la conclusion : « En deux mois, avec quelques avions et 120 paras nous matons pratiquement la révolte », une affirmation complètement délirante.

Dans un entretien tenu en 2004, Maurice Bernard m'a confirmé que Fontanges avait bien fait jeter un groupe de prisonniers par la portière de son Junker, sur le village de Morafeno¹⁹⁰ croyait-il, en m'assurant sur son honneur que cela s'était fait à son insu, ce que, après avoir longuement parlé avec lui et son épouse, une catholique généreuse, je crois pour ma part. Il est donc très probable que les prisonniers et les renseignements nécessaires ont été livrés à l'aviateur par le lieutenant Hervéou. Boiteau donne les noms des victimes, six hommes d'un village du canton de « Masokasina »¹⁹¹ (il s'agit certainement de Marokarima) un renseignement qu'il a dû avoir après 1949 comme Conseiller de l'Union Française, ce qui indiquerait qu'il y a eu un dossier sur l'affaire, introuvable jusqu'ici comme tous ceux de la Justice militaire concernant la criminalité des militaires français à Madagascar en 1947.

Le geste de Fontanges était lié au problème des tracts appelant à la soumission lancés d'avion sur la zone insurgée. Car dès le 7 mai, le commandement croyait savoir que « les meneurs qui savent lire déclarent, en simulant la lecture des tracts, *c'est un message de Ravoahangy. Notre chef nous félicite et nous demande de continuer notre action* »¹⁹². Ou bien ils assuraient que c'était un avion américain venant au secours des Malgaches : d'où le lancement par les Français d'un nouveau tract : *Attention, je suis un avion français, Tandremo, fiaramanidina frantsay aho*¹⁹³. Dernière astuce, les « sorciers » s'attribuaient le pouvoir de changer les bombes en papier. Fontanges a eu

¹⁸⁹ G. DE FONTANGES, *op.cit.*, pp. 96-98. Dans ces pages, l'historien peut lire comment, à partir de quelques faits réels, toute une mythologie prolifère et se renouvelle, un récit imaginaire en engendrant sans cesse d'autres.

¹⁹⁰ Ignorant encore ces précisions lors de mes missions sur le terrain en 2001-2002, je n'ai pas fait d'enquête à Morafeno, ni à Marokarima, canton d'origine des victimes. Il n'est peut-être pas trop tard... Fontanges n'était d'ailleurs pas seul dans l'avion. C'est un sous-officier « avenantaire » (Syriens restés dans l'armée française) qui fit office de bourreau et raconta lui aussi l'affaire ultérieurement à Tananarive.

¹⁹¹ P. BOITEAU, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Editions sociales, Paris, 1958, p.374.

¹⁹² SHD, 8 H 180 D7, note du commandant supérieur des troupes, 7 mai 1947.

¹⁹³ ANOM, 6 (15) D 22 et 6 (15) D 24, exemplaires de ce tract

la réaction mégalomane d'une tête brûlée après avoir survolé Vohilava, impuissant, juste après la chute du poste¹⁹⁴.

Le dernier point qu'il faut souligner concernant cette calamiteuse affaire est sa médiatisation quasi-immédiate. Fontanges se serait vanté de son acte dès son retour à Tananarive et dans les jours suivants l'affaire fut évoquée dans *France-Soir*, et reprise dès le 8 mai par le député algérien Ahmed Mezerna, qui, intervenant dans le débat qui a lieu au même moment au Parlement sur les « événements de Madagascar », lit l'article du journal à la tribune du Palais Bourbon : « Des prisonniers malgaches ont été chargés en avion et lâchés vivants sur les villages dissidents comme bombes démonstratives »¹⁹⁵. Le 17 mai, le journal trotskyste *La Vérité* titrait « Bombes vivantes à Madagascar », et l'affaire est reprise le 5 juin lors d'un grand meeting de soutien au peuple malgache au Vel'd'hiv qui réunit tout le gotha de l'Outre-Mer à Paris, de Césaire à Lamine Gueye et Houphouët-Boigny. Ce qui, au passage, infirme la thèse du silence imposé par le pouvoir, rengaine encore aujourd'hui de journalistes trop paresseux pour consulter la presse de l'époque, et qui usent de l'alibi d'une prétendue « chape de silence sur une effroyable répression »¹⁹⁶ pour couvrir leur lourde ignorance. Sur la demande de Paris, de Coppet dut faire une enquête qui révéla que le crime était bien resté unique¹⁹⁷. Mais il demeure aussi que la seule sanction d'un acte jugé inavouable fut le renvoi discret (on rappela tout le groupe aérien) en France au début d'août 1947. Par la suite, Fontanges, après un exploit resté légendaire¹⁹⁸ lors du désastre de Cao Bang - Lang Son en octobre 1950 au Tonkin, devint intouchable et il termina sa carrière comme lieutenant-colonel et commandeur de la Légion d'honneur.

Les faits les plus graves sont cependant ceux qui se produisirent à l'occasion de la grande attaque des insurgés sur Mananjary. Elle était attendue avec fébrilité. Le 28 avril, trois *miaramila* infiltrés et capturés font état d'un fort rassemblement de leurs troupes autour de la ville, sous le commandement de Razafy. Ils attendent l'arrivée des soldats de Vohilava pour attaquer, mais assurent que « dimanche nous prendrons l'apéritif à votre cercle »¹⁹⁹. Finalement, l'attaque est lancée le 8 mai vers 23 heures. Elle va échouer parce que les Malgaches mènent leur combat à l'ancienne sans aucune coordination, sans que parmi eux les anciens de l'armée française aient pu leur faire adopter les règles élémentaires du combat d'infanterie. Même ainsi, la ville fut à deux doigts d'être submergée. La première erreur des assaillants fut de ne pas attaquer partout simultanément pour profiter de leur énorme supériorité numérique, mais seulement au nord et au nord-ouest de la ville. Au nord, l'attaque menée par Ngasay et Manirimanana avec les contingents de Marosangy et du Fanantara sur le terrain d'aviation échoue complètement. Lemitsara Venance raconte comment son groupe eut plusieurs tués et blessés dans l'explosion d'une mine²⁰⁰ et se terra. Hervéou avait en effet utilisé la dynamite des Travaux Publics pour miner les abords du terrain. Seule une poignée d'hommes, derrière Manirimanana, parvinrent jusqu'à l'hôpital et au quartier d'Andovosira, où un tir d'armes automatiques les arrêta et causa une panique parmi eux.

¹⁹⁴ ANOM, 6 (15) D 64, Destrade, rapport cité du 9 juillet 1947 : mention de ce vol du 21 avril avec Fontanges.

¹⁹⁵ J.O.R.F., Assemblée Nationale, séance du 8 mai 1947, p.1520.

¹⁹⁶ Titre de l'article de Philippe Leymarie dans *Le Monde Diplomatique*, mars 1997.

¹⁹⁷ ANOM, 6 (15) D 20, télégrammes du GG aux provinces de Tamatave et de Fianarantsoa, 20 mai 1947.

¹⁹⁸ A la faveur d'une trêve avec le Vietminh, il ramena en une dizaine de voyages quelque 200 blessés français dans son junker piloté dans des conditions acrobatiques à partir d'un terrain jugé impraticable.

¹⁹⁹ ANOM, 6 (15) D 64, Destrade, rapport cité du 9 juillet 1947.

²⁰⁰ ARM, D 873, P.V. n° 105, Fanaba, P.V. n°106, Lemitsara Venance, Antambahoaka d'Ambohitsara.

L'essentiel de l'effort des *miaramila* se porta au nord-ouest où, d'après les nombreux témoignages de participants, s'étaient rassemblés, sous le commandement de Razafy, les contingents de Morafeno et de Marokarima²⁰¹, ainsi que les Antemoro de Zafilahy²⁰² et les Betsimisaraka de Ratava²⁰³, soit au total environ 1 500 hommes. Sur le plateau de la milice, ils incendient le camp de la garde indigène et l'école régionale, et attaquent la prison défendue par le gendarme Debono et ses gardes. C'est alors que se produisit le premier dérapage vers le crime de guerre. Sur le point d'être submergé, et ayant reçu un ordre de repli, Debono massacra les détenus politiques concentrés dans un bâtiment à la toiture inachevée. 45 d'entre eux sur 56 furent tués par des grenades lancées dans les cellules. Les insurgés libérèrent les 11 autres avant d'être repoussés par Hervéou et ses Sénégalais dont deux furent tués et un sous-officier grièvement blessé. Cependant, un groupe de *miaramila*, dont Ratava, parvinrent jusqu'au Tanambao, le quartier indigène, où ils rallièrent (capturèrent suivant les autorités) et emmenèrent quelque 160 habitants. Les combats cessèrent vers 2h30.

C'est alors que le calme était revenu que Hervéou et ses hommes (du côté français on mit assez lâchement le forfait sur le compte de la colère des Sénégalais) mitraillèrent de sang-froid, par une ouverture, les prisonniers enfermés dans la chambre forte du Trésor, avant que Bernard ne cède et ne leur en remette la clé pour qu'ils achèvent leur sinistre besogne. Sur les 19 détenus, il n'y eut qu'un seul survivant, Iabosaga, qui avait réussi à se cacher dans un coffre. Puis vint le tour du bâtiment de la douane : 25 morts vinrent s'ajouter aux précédents, dont nombre de femmes. Suivant Hoareau, l'adjoint de Bernard, les fusillades de la nuit avaient laissé derrière elles des blessés. Comme à Moramanga, on vint les achever au petit matin et l'après-midi, on aurait encore fusillé à la prison sept femmes détenues politiques et deux prisonniers de Droit commun²⁰⁴.

Au lieu de se regrouper et de remonter une nouvelle attaque de nuit, les insurgés au nord de la ville restèrent tapis dans les broussailles par peur de l'aviation puis décrochèrent le soir en direction de leur camp d'Amboanato, tandis que ceux du sud passèrent à l'offensive l'après-midi du 9 mai dans des conditions désastreuses. Cette fois, ce sont les *miaramila* d'Ambohiniaonana qui attaquèrent, renforcés par ceux du sud du district emmenés par Beloha. Peut-être crurent-ils que la pratique traditionnelle de la guerre mise en œuvre à Vohilava réussirait encore, ou bien que le pouvoir de leurs sorciers leur ouvrirait la voie comme à Antsenavolo. Surtout si, comme le prétendit le gouverneur Mandimbilaza, lui-même sorcier à ses heures²⁰⁵, ils observaient le *fady* (l'interdit) d'entrer dans Mananjary les pieds mouillés, ce qui leur interdisait l'infiltration par la lagune. Toujours est-il qu'ils se présentèrent en rangs serrés au cri de *rano, rano*, courant sur la ligne droite avant le pont Lamoulie²⁰⁶, à l'entrée sud-ouest de la ville. Un fusil-mitrailleur en batterie faucha les premières rangées d'assaillants, frappés de stupeur puis saisis de panique. Parmi les morts on releva les chefs tanala Lemasy et Justin Letsara, tandis qu'en arrière, le contingent de Sandrohy, voyant que les choses ne se passaient pas comme promis, rentra simplement chez lui sans aucune

²⁰¹ ARM, D 884/1, P.V. n° 141, Leharo, n° 147, Velontsara, n°149, Lekisandy.

²⁰² *Ibid.*, P.V. n° 229, Botozila.

²⁰³ *Omal sy Anio*, n° 41-44, Ratava, article cité, cf supra, note 111.

²⁰⁴ ANOM, 17 PF/12, S.Hoareau, rapport cité, 4 juin 1947, précise que les victimes furent enterrées dans une fosse commune creusée à la pointe nord du *vinany* de Mananjary.

²⁰⁵ Sur la figure haute en couleur du gouverneur Mandimbilaza, du lignage royal des Tanala de l'Ikongo, voir M. BERNARD, « La rébellion de Madagascar dans le district de Mananjary », dans J. CLAUZEL, *La France d'Outre-Mer*, Paris, Karthala, 2003, pp. 416-428.

²⁰⁶ Ainsi nommé parce qu'il jouxte les établissements Lamoulie, toujours là en 2002.

perte²⁰⁷, tout comme les soldats du camp d'Andonabe²⁰⁸. Ce qui suggère que, au total, le nombre des morts n'a pas été aussi élevé que l'ont prétendu les récits terrifiants colportés par les Européens²⁰⁹, l'arme utilisée, le fusil-mitrailleur modèle 24-29 tirant des chargeurs de 25 cartouches, étant fort heureusement loin d'être aussi meurtrière qu'une mitrailleuse. Une dernière attaque sur les ponts le 12 mai au matin n'eut pas plus de succès. D'après Louis de Gonzague Randrianarivo (*Tahiry*), des vieux Malgaches avaient donné aux *vazaha* la contre-mesure qui permettait de tirer de vraies balles...

Le bilan des exécutions sommaires de Mananjary est certainement plus élevé que la somme des chiffres que j'ai cités, qui dépasse déjà la centaine avec les 15 otages de Vohilava. Et l'on n'allait pas s'arrêter là. Les autorités avaient mis à prix la tête de Rabetsimba, reparti à Tananarive le 26 mars. Il y est arrêté le 5 mai, et dans un premier temps, le gouvernement général demande à Mananjary l'envoi de toute la documentation nécessaire à l'instruction de son procès devant le Tribunal militaire. Puis, inexplicablement, le pouvoir fait volte-face. Rabetsimba est renvoyé à Mananjary le 12 mai. Hervéou lui aurait posé deux questions : Etiez-vous le chef des insurgés de Vohilava ? Est-ce vous qui avez ordonné le massacre des gardes et des fonctionnaires ? Sur la réponse affirmative (qui est bien peu vraisemblable) de Rabetsimba, Hervéou le fit fusiller attaché à un cocotier sur la place du marché devant une nombreuse assistance. Pour sa défense, il alléguait que si on lui avait envoyé Rabetsimba, c'était pour le fusiller, ce qui est en effet très probable²¹⁰. Bernard, du moins, n'était pas mêlé à ce crime, ce que prennent soin de souligner les rapports Chiarasini et Defferre.

Reste à évoquer le mystère Rambeloson Andriatsikoto. A la fin de mars, on l'a vu, ce dernier était à Tananarive en prévision du congrès du MDRM. Or dans son rapport déjà cité du 30 avril, le capitaine Géraud le présente comme le grand chef de la rébellion dans les districts de Mananjary et de Nosy-Varika, avec son quartier général à Anosimparihy. Il se déplacerait dans la voiture prise à l'Indien Goulam Houssen, se serait déguisé en sorcière *telonono*, etc. : Tout ceci ne serait-il qu'affabulation ? Car Rambeloson lui aussi est arrêté à Tananarive, on ne sait à quelle date, et renvoyé à Mananjary. Le rapport Defferre, fin juin, se contente de noter qu'il a été tué au coupe-coupe par les Sénégalais dans sa prison. Son rôle exact en avril-mai 1947 reste une énigme, mais son cas est assez analogue à celui de Rabetsimba.

L'exécution massive de prisonniers entre le 22 avril et le 12 mai 1947 à Mananjary constitue du côté français le crime de guerre le plus grave de l'insurrection avec celui du train sanglant de Moramanga qui se produit au même moment, les 6-7 mai. Le meurtre de prisonniers jetés d'avion était si hors normes qu'il en devenait inavouable malgré sa médiatisation, et comme il avait touché des villageois inconnus, les autorités choisirent de garder le silence, au point qu'on n'en relève aucune trace dans les archives et Gaston Defferre déclare n'avoir trouvé « aucun écho de faits de cette nature »²¹¹. Mais ce comportement accrédita l'idée qu'une telle pratique était courante à Madagascar, et donc que la répression était d'une particulière férocité. Le

²⁰⁷ Communication orale du *mpanjaka* Karatra, Sandrohy, novembre 2001.

²⁰⁸ ARM, D 884/2, Déposition de Veloninahina, catéchiste catholique d'Andonabe, septembre 1947.

²⁰⁹ Comme le récit d'un colon, rapporté par André Garrioux (op.cit. pp.85-89), de l'attaque du pont Lamoulie dans un chapitre intitulé « L'horrible tragédie ». Les paysans malgaches de 1947 n'étaient pas des guerriers zoulous.

²¹⁰ ANOM, GGM, Cabinet civil, dossier n°73, Rapport de l'Inspecteur des Affaires administratives Chiarasini, 12 juin 1947. L'accusation lancée contre Rabetsimba ne tenait pas, mais le pouvoir voulait lui faire payer son rôle dans la période précédant la révolte. D'où une exécution politique, sans procès.

²¹¹ ANOM, Aff.Pol. 3262 D4, G. Defferre, rapport cité, p. 65.

silence cependant n'était pas possible dans le cas des massacres perpétrés en ville, qui avaient décimé l'élite de celle-ci sous les yeux de la population. A Mananjary, l'atmosphère passe de la peur à la terreur. Le juge Poisson écrit le 14 mai que « sur place, l'angoisse est à son comble, toute arrestation sur simple dénonciation équivaut à un arrêt de mort »²¹². L'hystérie des colons ne tombe pas pour autant comme le montre un incident les 27-28 mai quand le *Lapérouse* débarque une section de tirailleurs malgaches pour remplacer les Réunionnais. Trois de ces soldats, originaires du district, s'agitent quand l'un d'entre eux apprend que sa sœur a été fusillée le 8 mai²¹³. Aussitôt se répand le bruit dans la population européenne que certains des tirailleurs débarqués sont apparentés aux chefs rebelles, et il faut rembarquer la section²¹⁴. D'autre part, les victimes étant majoritairement merina et en relation étroites avec Tananarive, l'affaire trouve tout de suite un écho dans la capitale. Le 21 mai, de Coppet informe le commandement que « le bruit court en ville d'instructions verbales qui auraient été données aux officiers de Tananarive en vue de mettre à mort tous les détenus des prisons de la ville au cas où des désordres viendraient à se produire ». Casseville répond qu'il ne s'agit que de rumeurs sans fondement, de « propos inconsidérés de quelques civils ou militaires désireux de décourager les assaillants éventuels » et il en profite pour dénoncer la « propagande contre la France » du *Fandrosoam-baovao* du 23 mai « rapportant complaisamment les excès des représailles »²¹⁵ ! Mais dans la société malgache, on sait ce qui s'est passé. Un renseignement du Deuxième Bureau, le 22 octobre, signale qu'à la poste, un certain Ramahavalisoa s'est plaint de l'iniquité des *vazaha* qui ont tué son fils innocent à Mananjary, « ils l'ont tué, ainsi que sa femme, car le gouvernement français d'ici détruit le peuple sans raison, simplement pour des profits personnels. Ma douleur immense sera vengée »²¹⁶. La rancœur malgache ne pourra que croître car à toutes les demandes de renseignements des familles sur leurs morts, l'administration va répondre, comme aux familles des victimes de Moramanga, en éludant ses responsabilités : Il y a eu une attaque rebelle, ils ont disparu à cette occasion... C'est la réponse que reçoit l'avocat Léon Réallon quand il demande, pour leur famille, ce que sont devenus Jean Chrysostome Raharijaona et sa femme Clotilde Razaiarimavo²¹⁷. Quand J-C Randriamalala demande pourquoi son frère disparu Charles Rakotomalala a fait l'objet d'un arrêté de licenciement, on lui répond que, lors de l'attaque de la nuit du 8 mai « la plupart des prisonniers s'enfuirent et se joignirent aux rebelles. Rakotomalala Charles se trouvait parmi eux. Depuis cette époque, on a complètement perdu sa trace »²¹⁸. D'où l'arrêté de licenciement... Devant un tel mélange de cynisme, de lâcheté et d'hypocrisie, qui permit au pouvoir colonial d'être tranquille quelques années, on comprend qu'une mémoire d'effroi se soit développée en ville à propos de 1947 et de ses victimes *nuit et brouillard*, et qu'une légende noire ait pu prendre son essor à partir de certaines réalités inavouables. Le nombre très exagéré de 80 à 100 000 victimes ne quantifiait pas les morts, mais l'angoisse ressentie.

Mais, si la vérité ne devait pas être avouée, Tananarive et surtout Paris voulaient savoir à quoi s'en tenir. De Coppet dépêche à Mananjary l'Inspecteur des Affaires administratives Chiarasini le 31 mai. Il est bientôt suivi de Gaston Defferre, envoyé du

²¹² ARM, D 870, Le juge Poisson au Procureur Général, 14 mai 1947.

²¹³ ANOM, 6 (15) D 64, Destrade, rapport cité du 9 juillet 1947.

²¹⁴ SHD, 8 H 179, Rapports du colonel Pelletier, I, mars-septembre 1947, p.46.

²¹⁵ ANOM, 6 (15) D 24, Manifestations de loyalisme. Réponse de Casseville au GG, 28 mai 1947.

²¹⁶ ANOM, 6 (15) D 46, Renseignements d'ordre général.

²¹⁷ ANOM, 17 PF/15, Le chef de district de Mananjary à Me Réallon, 14 novembre 1947.

²¹⁸ ANOM, 6 (15) D 38, Le GG à J-C Randriamalala, préparateur à l' Institut Pasteur, réponse à sa lettre du 17 septembre 1951.

Ministre, et enfin, de l'Inspecteur Général des Colonies Dimpault. Bernard et son adjoint Hoareau remettent chacun leur rapport au premier les 6 et 4 juin. Faisant l'historique des événements, Bernard insiste évidemment, et Hoareau également, sur les pressions auxquelles il a été soumis et a résisté. Mais quand il en vient aux exécutions, on a vu qu'il fait de celles du 22 avril un acte de guerre nécessaire, et pour justifier celles de la prison le 8 mai, exhume un certain article 174 du décret de 1903 portant règlement de la gendarmerie. Il met la tuerie du Trésor au compte de la colère des Sénégalais et oublie celle de la douane. Sur ces points, Hoareau est beaucoup plus franc et précis, ce qui lui vaudra l'animosité de son chef. Mais de toutes façons, dès le 3 juin, Chiarasini donne la note des rapports qui vont suivre : le chef de district mérite les plus larges circonstances atténuantes, et même des félicitations, car « toute la population européenne et autochtone (?) affirme que c'est grâce à sa fermeté et aux mesures prises avant le 29 mars contre les meneurs du MDRM que l'ordre a été maintenu. Le souci et les nécessités de la sécurité de 550 Européens dont environ 300 femmes et enfants, de 7500 autochtones, a été à l'origine des faits qui vous ont été signalés ». Enfin, « la pression exercée par de nombreux colons de brousse, l'annonce du massacre des défenseurs de Vohilava avaient créé un climat tel que le pire était à craindre »²¹⁹. Le rapport final de Chiarasini, remis le 12 juin, reprend à peu près intégralement la version des événements de Bernard. Ce dernier m'a confié que l'inspecteur l'avait rassuré en lui disant que dans le district de X..., l'administrateur XX... avait fait pire en exécutant lui-même à coups de revolver le bureau local du MDRM, mais que l'affaire avait été étouffée²²⁰. De Coppet ne peut donc faire autrement que d'avaliser les conclusions de son inspecteur. Tout en faisant lui aussi l'éloge de l'administrateur, il propose de le faire passer en conseil d'enquête, mais « pas avant que la situation actuelle ne soit éclaircie »²²¹, de sorte que Bernard terminera son séjour colonial de trois ans à Mananjary en décembre 1949.

Gaston Defferre renchérit sur Chiarasini. Il convient de « tenir compte des circonstances et de l'atmosphère », d'ailleurs les arrestations avaient été faites « avec discernement » puisque sur 1 200 membres du MDRM à Mananjary, 100 seulement avaient été arrêtés. « C'est à ces mesures préventives sans doute que la ville qui devait être attaquée le 6 avril ne l'a pas été », or l'attaque rebelle aurait alors réussi : toutes considérations que l'historien juge dénuées de fondement, mais qui permettent à Defferre de conclure à la responsabilité « très atténuée par les circonstances »²²² du chef de district. Le rapport de l'Inspecteur Général Dimpault, enfin, ne s'écarte guère des précédents : même récit, mêmes arguments. Il juge cependant que la justification du massacre de la prison repose sur « une application extensive » de l'article 174 du décret de 1903 et lui aussi passe sur les exécutions de la douane où « les détenus furent abattus, on ne sait par qui » (sic)²²³. Comment en effet justifier un massacre de femmes, parmi lesquelles une jeune fille de 14 ans ?²²⁴ Par ailleurs, il évalue le nombre des victimes à 107, chiffre qui me paraît être le plus juste.

Le lieutenant Hervéou, « le grand responsable » selon Defferre, portait assurément la responsabilité la plus lourde et la plus directe dans les crimes de guerre de

²¹⁹ ANOM, 6 (15) D 64, Chiarasini au GG, 3 juin 1947.

²²⁰ La déontologie m'interdit ici de donner plus de précisions. L'affaire apparaît dans les archives, mais complètement travestie, de façon à légitimer le crime de guerre.

²²¹ ANOM, MAD, Cabinet civil 50, Le GG au Ministre, 14 juin 1947.

²²² ANOM, Aff. Pol. 3262 D4, G. Defferre, rapport cité, pp. 51-56.

²²³ ANOM, Fonds du contrôle, 768, mission Dimpault, rapport n°14, Affaire de Mananjary.

²²⁴ ANOM, 17 PF/12, Hoareau, rapport cité du 4 juin 1947.

Mananjary, mais il faisait aussi un responsable bien commode dans la mesure où il était un archétype du guerrier. C'était bien, selon Bernard « un authentique condottiere », un reître brutal qui se justifiera avec hauteur devant Defferre en disant « j'ai tué pendant trois ans ». Une fois de plus, nous sommes renvoyés à la « brutalisation »²²⁵ des comportements, héritage de la première et surtout de la Seconde Guerre mondiale. Pour Chiarasini, Hervéou était « un officier jeune, au passé déjà glorieux », sorti couvert de décorations des campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne. Lui aussi était reconnu comme un sauveur de Mananjary, et à la mi-mai encore, il était prévu de le promouvoir chef du district de Vohipeno qui restait à reconquérir. Son statut de militaire lui permettait, bien mieux qu'à un civil, de rendre incertaine la distinction entre l'acte de guerre légitime et le crime de guerre, entre le héros et le criminel. La sanction sera donc légère. Sur ordre impératif du ministre, Hervéou est relevé de son commandement le 1^{er} juin et envoyé « en congé » à la Réunion, pour ne plus jamais revenir à Madagascar.

L'échec des insurgés devant Mananjary les marque profondément. On en a un écho dans deux lettres que Joseph Ralaivao adresse le 14 mai aux MDRM d'Ambositra et de Fandriana : l'attaque du 8 mai n'a permis de reprendre que quelques MDRM prisonniers, les autres ont été fusillés par les Français. Le courage et le nombre des 10 000 *miaramila* rassemblés ne compensent pas la trop grande infériorité de leur armement, et Ralaivao implore un secours urgent en armes²²⁶. Du côté malgache, la période d'euphorie est close, on passe à une stratégie et à une tactique d'évitement, les assauts *rano, rano* sont terminés. D'ailleurs, il n'est pas possible de continuer à entretenir une telle masse d'hommes autour de Mananjary et beaucoup rentrent chez eux faire la récolte du riz *Vatomandry*, la plus importante de l'année. D'où, de la mi-mai à fin juillet, le calme relatif qui s'établit. Les Français tiennent toujours la ville, mais l'insurrection contrôle les campagnes et la population. « L'ennemi est pratiquement invisible depuis le début juin » note début août un lieutenant²²⁷. Les *fahavalo* ne tendent d'embuscade que si le terrain permet un décrochage rapide, avec pour résultats qu'« ils s'aguerrissent et ont de moins en moins de pertes ». Cet ennemi reste très mal connu, il n'y a « pas de déserteurs susceptibles de fournir des indications » et au cours des sorties en brousse, Bernard fait « la constatation décevante de l'impossibilité de prendre contact avec la population »²²⁸. La colonne chargée de reprendre Antsenavolo met plus de trois jours, entre le 4 et le 7 juin, pour franchir les 50 kilomètres du parcours, tant les insurgés ont multiplié les obstacles en tout genre, abattis et tranchées. La progression des Français se fait sous le regard des insaisissables guetteurs *fahavalo* placés sur les hauteurs, qui sonnent de l'*antsiva* (conque marine) pour que le vide se fasse devant les *Vazaha*. Sur la route, tous les villages ont été désertés par leur population et incendiés. Seul Andranomavo est trouvé intact, mais vide. La conclusion pessimiste du chef de poste d'Antsenavolo est reprise par le chef de district, puis par le chef de province : « Il faudra beaucoup de temps pour ramener les populations sous l'égide de l'administration française »²²⁹.

²²⁵ Georges L. MOSSE, *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, Hachette 1999, 291 p.

²²⁶ ARM, D 881/1, Documents saisis sur les insurgés.

²²⁷ ANOM, 17 PF/12, Considérations sur la rébellion dans le district, par le lieutenant Rey, 5 août 1947.

²²⁸ *Ibid.*, Le chef de district au chef de province, 20 juin 1947.

²²⁹ *Ibid.*, rapport Destrade sur la réoccupation d'Antsenavolo, 15 juin. Le chef de district au chef de province, 20 juin. Le chef de province au GG, 26 juin.